SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 139° — Numero 291

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 14 dicembre 1998** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO AGLI ABBONATI

Si comunica che sono in corso di spedizione i bollettini di c/c postale «premarcati» predisposti per il rinnovo degli abbonamenti 1999 alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana. Allo scopo di facilitare le operazioni di rinnovo, si prega di utilizzare i suddetti bollettini.

SOMMARIO

RETTIFICHE

ERRATA-CORRIGE

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 30 novembre 1998, n. **425.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, fatta a New York il 9 dicembre 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, fatta a New York il 9 dicembre 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 27 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 novembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2618):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 4 novembre 1996.
Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, II, IV, V e XI.
Esaminato dalla III commissione il 24 luglio 1997.
Esaminato in aula il 16 marzo 1998 e approvato il 17 marzo 1998.

Senato della Repubblica (atto n. 3145):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 1º aprile 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª e 11ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 7 ottobre 1998.
Relazione scritta annunciata il 22 ottobre 1998 (atto n. 3145/*A* - relatore sen. MAGGIORE).
Esaminato in aula e approvato il 24 novembre 1998.

Convaincus de la nécessité d'adopter d'urgence des mesures appropriées et efficaces pour la prévention des atteintes contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé, ainsi que pour le châtiment des auteurs de telles atteintes,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a) "Personnel des Nations Unies" s'entend :

i) Des personnes engagées ou déployées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que membres des éléments militaire, de police ou civil d'une opération des Nations Unies;

ii) Des autres fonctionnaires et experts en mission de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui sont présents à titre officiel dans la zone où une opération des Nations Unies est menée;

b) "Personnel associé" s'entend :

i) Des personnes affectées par un gouvernement ou par une organisation intergouvernementale avec l'accord de l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies;

ii) Des personnes engagées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par une institution spécialisée ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique; et

iii) Des personnes déployées par une organisation ou une institution non gouvernementale humanitaire en vertu d'un accord avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avec une institution spécialisée ou avec l'Agence internationale de l'énergie atomique,

pour mener des activités à l'appui de l'exécution du mandat d'une opération des Nations Unies;

c) "Opération des Nations Unies" s'entend d'une opération établie par l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies conformément à la Charte des Nations Unies et menée sous l'autorité et le contrôle des Nations Unies :

i) Lorsque l'opération vise à maintenir ou à rétablir la paix et la sécurité internationales; ou

ii) Lorsque le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale a déclaré aux fins de la présente Convention qu'il existe un risque exceptionnel pour la sécurité du personnel participant à l'opération;

d) "État hôte" s'entend d'un État sur le territoire duquel une opération des Nations Unies est menée;

e) "État de transit" s'entend d'un État, autre que l'État hôte, sur le territoire duquel du personnel des Nations Unies ou du personnel associé ou leur matériel se trouvent en transit ou sont temporairement présents dans le cadre d'une opération des Nations Unies.

Article 2

Champ d'application

1. La présente Convention s'applique au personnel des Nations Unies et au personnel associé ainsi qu'aux opérations des Nations Unies, selon les définitions données à l'article premier.

2. La présente Convention ne s'applique pas à une opération des Nations Unies autorisée par le Conseil de sécurité en tant qu'action coercitive en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies dans le cadre de laquelle du personnel est engagé comme combattant contre des forces armées organisées et à laquelle s'applique le droit des conflits armés internationaux.

Article 3

Identification

1. Les éléments militaire et de police d'une opération des Nations Unies et leurs véhicules, navires et aéronefs portent une marque distinctive d'identification. Le reste du personnel et les autres véhicules, navires et aéronefs utilisés dans le cadre de l'opération des Nations Unies portent une identification appropriée à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Chaque membre du personnel des Nations Unies et du personnel associé porte sur lui des documents d'identification appropriés.

Article 4

Accords sur le statut de l'opération

L'État hôte et l'Organisation concluent dès que possible un accord sur le statut de l'opération et de l'ensemble du personnel engagé dans celle-ci, comprenant notamment des dispositions sur les privilèges et immunités des éléments militaire et de police de l'opération.

Article 5

Transit

L'État de transit facilite le libre transit du personnel des Nations Unies et du personnel associé et de leur matériel à destination et en provenance de l'État hôte.

Article 6

Respect des lois et règlements

1. Sans préjudice des privilèges et immunités dont ils peuvent bénéficier ou des exigences de leurs fonctions, le personnel des Nations Unies et le personnel associé :

a) Respectent les lois et règlements de l'État hôte et de l'État de transit; et

b) S'abstiennent de toute action ou activité incompatible avec le caractère impartial et international de leurs fonctions.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prend toutes les mesures appropriées pour assurer le respect de ces obligations.

Article 7

Obligation d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé

1. Le personnel des Nations Unies et le personnel associé, leur matériel et leurs locaux ne doivent être l'objet d'aucune atteinte ni d'aucune action qui les empêche de s'acquitter de leur mandat.

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Les États parties prennent notamment toutes mesures appropriées pour protéger le personnel des Nations Unies et le personnel associé qui sont déployés sur leur territoire des infractions visées à l'article 9.

3. Chaque État partie coopère avec l'Organisation des Nations Unies et les autres États parties, le cas échéant, en vue de l'application de la présente Convention, en particulier dans tous les cas où l'État hôte n'est pas lui-même en mesure de prendre les mesures requises.

Article 8

Obligation de relâcher ou de rendre à l'Organisation le personnel des Nations Unies et le personnel associé capturé ou détenu

Sauf disposition contraire d'un éventuel accord sur le statut des forces, si des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel associé sont capturés ou détenus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et si leur identité a été établie, ils ne peuvent être soumis à un interrogatoire et ils doivent être promptement relâchés et rendus à l'Organisation des Nations Unies ou à une autre autorité appropriée. Dans l'intervalle, ils doivent être traités conformément aux normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme ainsi qu'aux principes et à l'esprit des Conventions de Genève de 1949.

Article 9

Infractions contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé

1. Le fait intentionnel :

a) De commettre un meurtre ou un enlèvement ou de porter toute autre atteinte contre la personne ou la liberté d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé;

b) De porter contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé une atteinte accompagnée de violences de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger;

c) De menacer de commettre une telle atteinte dans le but de contraindre une personne physique ou morale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

d) De tenter de porter une telle atteinte; et

e) De participer en tant que complice à une telle atteinte ou à une tentative de commettre une telle atteinte, ou d'en organiser ou ordonner la perpétration,

est considéré par chaque État partie comme une infraction au regard de sa propre législation interne.

2. Chaque État partie rend les infractions visées au paragraphe 1 passibles de peines appropriées tenant compte de la gravité desdites infractions.

Article 10

Compétence

1. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 9 dans les cas ci-après :

a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit État ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit État;

b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit État.

2. Un État partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque de ces infractions :

a) Lorsqu'elle est commise par une personne apatride qui a sa residence habituelle dans ledit État; ou

b) Lorsque la victime est un ressortissant dudit État; ou

c) Lorsqu'elle est commise dans le but de contraindre ledit État à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.

3. Tout État partie qui a établi sa compétence pour les cas visés au paragraphe 2 le notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si ledit État partie renonce ultérieurement à cette compétence, il le notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 9 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas conformément à l'article 15 vers l'un des États qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 1 ou 2.

5. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 11

Prévention des infractions contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé

Les États parties coopèrent à la prévention des infractions visées à l'article 9, notamment :

a) En prenant toutes les mesures possibles pour empêcher que ne se préparent sur leurs territoires respectifs de telles infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leurs territoires; et

b) En échangeant des renseignements conformément à leur législation nationale et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 12

Échange de renseignements

1. Dans les conditions prévues dans sa législation interne, s'il a des raisons de penser que l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 9 s'est enfui de son territoire, l'État partie sur le territoire duquel l'infraction a été commise communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, directement ou par l'entremise de ce dernier, à l'État ou aux États intéressés, tous les faits pertinents concernant l'infraction et tous les renseignements dont il dispose quant à l'identité de son auteur présumé.

2. Lorsqu'une infraction visée à l'article 9 a été commise, tout Etat partie en possession de renseignements concernant la victime et les circonstances de l'infraction s'efforce, dans les conditions prévues par sa législation interne, de les communiquer intégralement et rapidement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'État ou aux États concernés.

Article 13

Mesures visant à permettre l'engagement de poursuites ou l'extradition

1. S'il estime que les circonstances le justifient, l'État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures voulues en application de sa législation interne pour s'assurer de la présence de l'intéressé aux fins de poursuites ou d'extradition.

2. Les mesures prises en application du paragraphe 1 sont notifiées, conformément à la législation interne et sans délai, au Secrétaire

général de l'Organisation des Nations Unies et, soit directement soit par l'entremise de ce dernier :

a) À l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise;

b) À l'État ou aux États dont l'auteur présumé de l'infraction est ressortissant ou, si celui-ci est apatride, à l'État sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

c) À l'État ou aux États dont la victime est ressortissant; et

d) À tous les autres États intéressés.

Article 14

Exercice de l'action pénale contre les auteurs présumés d'infractions

L'État partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard indu, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à sa législation. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de nature grave conformément à la législation de cet État.

Article 15

Extradition des auteurs présumés d'infractions

1. Si les infractions visées à l'article 9 ne figurent pas en tant que cas d'extradition dans un traité d'extradition conclu entre les États parties, elles sont réputées y figurer à ce titre. Les États parties s'engagent à faire figurer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie auquel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la faculté de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne ces infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme cas d'extradition entre eux conformément aux conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Entre États parties, chacune de ces infractions est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des États parties qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 1 ou 2 de l'article 10.

Article 16

Entraide en matière pénale

1. Les États parties s'accordent l'entraide la plus large possible à l'occasion de toutes poursuites pénales engagées contre les infractions visées à l'article 9, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins des poursuites. La législation de l'État requis est applicable dans tous les cas.

2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les obligations d'assistance mutuelle découlant de tout autre traité.

Article 17

Traitement équitable

1. Toute personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites à raison de l'une des infractions visées à l'article 9 doit bénéficier d'un traitement et d'un procès équitables et de la pleine protection de ses droits à tous les stades de l'enquête ou des poursuites.

2. L'auteur présumé de l'infraction est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le représentant approprié le plus proche de l'État ou des États dont il est ressortissant ou qui sont autrement habilités à protéger ses droits ou, s'il est apatride, de l'État qui, sur demande de l'intéressé, est disposé à protéger ses droits; et

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet État ou de ces États.

Article 18

Notification du résultat des poursuites

L'État partie dans lequel l'auteur présumé d'une infraction fait l'objet de poursuites en communique le résultat final au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui transmet ces renseignements aux autres États parties.

Article 19

Diffusion

Les États parties s'engagent à diffuser la présente Convention aussi largement que possible et notamment à en inclure l'étude, ainsi que celle des dispositions pertinentes du droit international humanitaire, dans leurs programmes d'instruction militaire.

Article 20

Clauses de sauvegarde

Aucune disposition de la présente Convention n'affecte :

a) L'applicabilité du droit international humanitaire et des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme consacrés dans des instruments internationaux en ce qui concerne la protection des opérations des Nations Unies ainsi que du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ou le devoir de ces personnels de respecter ledit droit et lesdites normes;

b) Les droits et obligations qu'ont les États, en conformité avec la Charte des Nations Unies, en ce qui concerne le consentement à l'entrée des personnes sur leur territoire;

c) L'obligation du personnel des Nations Unies et du personnel associé de se comporter d'une manière conforme au mandat d'une opération des Nations Unies;

d) Le droit qu'ont les États qui fournissent volontairement du personnel en vue d'une opération des Nations Unies de retirer ledit personnel en mettant fin à sa participation à l'opération; ou

e) Le droit à une indemnisation appropriée en cas de décès, d'invalidité, d'accident ou de maladie de personnes affectées volontairement par un État à une opération des Nations Unies imputables à l'exercice de fonctions de maintien de la paix.

Article 21

Droit de légitime défense

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme restreignant le droit de légitime défense.

Article 22

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une des parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties sont dans l'incapacité de s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'une d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout État partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera, l'acceptera, l'approuvera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'ensemble ou une partie des dispositions du paragraphe 1. Les autres États parties ne seront pas liés par le paragraphe 1 ou la partie pertinente de ce paragraphe envers un État partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 pourra à tout moment retirer cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 23

Réunions d'examen

À la demande d'un ou de plusieurs États parties, et avec l'approbation de la majorité des États parties, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque une réunion des États parties en vue d'examiner la mise en oeuvre de la Convention ainsi que les problèmes rencontrés dans son application.

Article 24

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 31 décembre 1995, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 25

Ratification, acceptation ou approbation

La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

Adhésion

La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur 30 jours après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de 22 instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour tout État ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ou y adhérant après le dépôt du 22e instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le 30e jour suivant la date du dépôt par ledit État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 28

Dénonciation

1. Tout État partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu ladite notification.

Article 29

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en enverra des copies certifiées conformes à tous les États.

FAIT à New York le 9 décembre 1994

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULLA SICUREZZA DEL PERSONALE DELLE NAZIONI UNITE E DEL PERSONALE ASSOCIATO

Gli Stati parte alla presente Convenzione,

Profondamente preoccupati per l'aumentato numero dei morti e dei feriti fra i membri del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, causato da attacchi deliberati,

Tenendo presente che gli attentati o gli altri maltrattamenti ai danni del personale che opera per conto delle Nazioni Unite sono ingiustificabili e inaccettabili, da parte di chiunque provengano,

Riconoscendo che le operazioni delle Nazioni Unite vengono condotte nell'interesse collettivo della comunità internazionale ed in conformità con i princìpi e con gli obiettivi della Carta delle Nazioni Unite,

Consapevoli dell'importante contributo apportato dal personale delle Nazioni Unite e dal personale associato agli sforzi compiuti dalle Nazioni Unite nel campo della diplomazia preventiva, del ripristino, del mantenimento e del consolidamento della pace e delle operazioni umanitarie è di altro genere,

Consapevoli delle disposizioni esistenti, che mirano a garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, ed in particolare dei provvedimenti adottati a tale riguardo dai principali organi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite,

Riconoscendo tuttavia che le misure attualmente in vigore per proteggere il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato sono insufficienti,

Consapevoli che l'efficacia e la sicurezza delle oeprazioni delle Nazioni Unite è maggiore quando tali operazioni vengono condotte con il consenso e la collaborazione dello Stato ospite,

Chiedono a tutti gli Stati in cui è dispiegato il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, ed a tutti coloro sui quali tale personale deve contare di

potersi appoggiare senza riserve, al fine di facilitare lo svolgimento delle operazioni delle Nazioni Unite e di garantire l'assolvimento del proprio mandato,

Convinti che sia necessario adottare urgentemente misure adeguate ed efficaci per prevenire attentati contro il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, nonché punire gli autori di tali attentati,

Hanno concordato quanto segue:

Articolo 1

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

a) Per "personale delle Nazioni Unite" si intendono:

i) le persone impiegate o dispiegate dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in quanto membri di elementi militari, di polizia o civili di un'operazione delle Nazioni Unite;

ii) altri funzionari o esperti in missione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica presenti ufficialmente nella zona in cui è in corso un'operazione delle Nazioni Unite;

b) per "personale associato" si intendono:

i) le persone assegnate da un governo o da una organizzazione intergovernativa con il consenso dell'organo competente delle Nazioni Unite;

ii) le persone impiegate dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite; da un'istituzione specializzata o dall'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica; e

iii) le persone dispiegate da una organizzazione o da un'istituzione non governativa umanitaria in base ad un accordo con il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, con un'istituzione specializzata o con l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica, al fine di condurre attività di sostegno all'esecuzione del mandato di una operazione delle Nazioni Unite;

c) per "operazione delle Nazioni Unite" si intende un'operazione stabilita dall'organo competente dell'Organizzazione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite conformemente alla Carta delle Nazioni Unite e condotta sotto l'autorità ed il controllo delle Nazioni Unite:

i) quando scopo dell'operazione è il mantenimento o il ristabilimento della pace e della sicurezza internazionali; ovvero

ii) quando il Consiglio di Sicurezza o l'Assemblea Generale abbiano dichiarato, ai fini della presente Convenzione, che esiste un rischio eccezionale per la sicurezza del personale che partecipa all'operazione;

d) per "Stato ospite" si intende uno Stato sul territorio del quale viene condotta un'operazione delle Nazioni Unite;

e) per "Stato di transito" si intende uno Stato, diverso dallo Stato ospite, sul territorio del quale si trovano in transito o sono temporaneamente presenti il personale delle Nazioni Unite o il personale associato o del loro materiale, nell'ambito di un'operazione delle Nazioni Unite.

Articolo 2

Campo di applicazione

1. La presente Convenzione si applica al personale delle Nazioni Unite ed al personale associato, come pure alle operazioni delle Nazioni Unite, in base alle definizioni di cui all'Articolo 1.

2. La presente Convenzione non si applica alle operazioni delle Nazioni Unite autorizzate dal Consiglio di Sicurezza come azioni coercitive, ai sensi del Capitolo VII della Carta delle Nazioni Unite, nell'ambito delle quali il personale viene impiegato come combattente contro le forze armate organizzate, ed alle quali si applichi il diritto dei conflitti armati internazionali.

Articolo 3

Identificazione

1. Gli elementi militari e di polizia di un'operazione delle Nazioni Unite ed i loro veicoli, navi ed aeromobili recheranno un marchio d'identificazione distintivo. Il resto del personale e gli altri veicoli, navi ed aeromobili impiegati nell'ambito delle operazioni delle Nazioni Unite recheranno un'adeguata identificazione, a meno che il Segretario Generale delle Nazioni Unite non decida altrimenti.

2. Ogni membro del personale delle Nazioni Unite e del personale associato recherà con sé gli appropriati documenti di identità.

Articolo 4

Accordi sullo status dell'operazione

Lo Stato ospite e l'Organizzazione concluderanno, non appena possibile, un accordo sullo status dell'operazione e dell'insieme del personale ivi impiegato, che comprenda in particolare disposizioni sui privilegi e le immunità degli elementi militari e di polizia dell'operazione.

Articolo 5

Transito

Lo Stato di transito agevolerà il libero transito del personale delle Nazioni Unite e del personale associato e del loro materiale da e verso lo Stato ospite.

Articolo 6

Rispetto delle leggi e dei regolamenti

1. Fatti salvi i privilegi e le immunità di cui può godere o le esigenze delle sue funzioni, il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato:

a) rispetterà le leggi ed i regolamenti dello Stato ospite e dello Stato di transito;

b) si asterrà dal compiere atti o svolgere attività incompatibili con l'imparzialità e l'internazionalità delle sue funzioni.

2. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite adotterà tutte le misure adeguate per garantire il rispetto di tutti gli obblighi.

Articolo 7

Obbligo di garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato

1. Il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, il loro materiale ed i loro locali non saranno oggetto di alcun attentato, né di alcuna azione che impedisca loro di svolgere il mandato.

2. Gli Stati parte adotteranno tutte le misure adeguate per garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato. Gli Stati parte adotteranno, in particolare, tutte le misure adeguate per proteggere il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato dispiegato nel territorio in cui dovessero essere commesse le infrazioni previste all'Articolo 9.

3. Ogni Stato parte collaborerà con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e con gli altri Stati parte, ove necessario, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, ed in particolare in tutti i casi in cui lo Stato ospite non sia in grado di adottare le misure richieste.

Articolo 8

Obbligo di rilasciare o restituire all'Organizzazione il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato catturato o detenuto

Fatte salve le disposizioni contrarie di un eventuale accordo sullo status delle forze, nel caso in cui membri del personale delle Nazioni Unite o del personale associato vengano catturati o detenuti nell'ambito dell'esercizio delle loro funzioni e ne venga stabilita l'identità, non potranno essere sottoposti ad interrogatorio e dovranno essere immediatamente rilasciati e consegnati all'Organizzazione delle Nazioni Unite, ovvero ad un'altra autorità competente. Nel frattempo, dovranno essere trattati in conformità con le norme ed i principi universalmente riconosciuti in materia di diritti dell'uomo, nonché con i principi e con lo spirito delle Convenzioni di Ginevra del 1949.

Articolo 9

Infrazioni ai danni del personale delle Nazioni Unite e del personale associato

1. Il fatto intenzionale di:

a) perpetrare un omicidio od attuare un sequestro, ovvero di attentare altrimenti alla persona o alla libertà di un membro del personale delle Nazioni Unite o del personale associato;

b) perpetrare, nei confronti dei locali ufficiali, del domicilio privato o dei mezzi di trasporto di un membro del personale delle Nazioni Unite o del personale associato, un attentato ed atti di violenza tali da metterne in pericolo la persona o la libertà;

c) minacciare di commettere un attentato di tal genere allo scopo di costringere una persona fisica o morale a compiere un atto qualsiasi o ad astenersene;

d) tentare di commettere un attentato di tal genere;

e) partecipare come complice a tale attentato o ad un tentativo di commetterlo, ovvero di organizzarne od ordinarne l'esecuzione,

sarà considerato da ogni Stato parte un'infrazione alla propria legislazione interna.

2. Ogni Stato parte renderà le infrazioni di cui al paragrafo 1 passibili delle pene del caso, tenendo conto della loro gravità.

Articolo 10

Competenza

1. Ogni Stato parte adotterà le misure necessarie a stabilire se sarà competente a giudicare delle infrazioni di cui all'Articolo 9 nei casi seguenti:

a) nel caso in cui l'infrazione venga commessa sul territorio di tale Stato, ovvero a bordo di una nave o di un aeromobile immatricolati in tale Stato;

b) nel caso in cui il presunto autore dell'infrazione abbia la nazionalità di tale Stato;

2. Uno Stato parte potrà altresì stabilire se sarà competente a giudicare di una qualunque di tali infrazioni:

a) nel caso in cui essa venga commessa da un apolide avente residenza abituale in tale Stato;

b) nel caso in cui la vittima sia cittadino di tale Stato; oppure

c) nel caso in cui essa venga commessa allo scopo di costringere tale Stato a compiere un qualunque atto o ad astenersene.

3. Gli Stati parte che abbiano stabilito la propria competenza per i casi di cui al paragrafo 2 lo notificheranno al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Qualora essi, in un secondo momento, rinunceranno a tale competenza, lo notificheranno al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4. Ogni Stato parte adotterà le misure necessarie a stabilire se sarà competente a giudicare delle infrazioni di cui all'Articolo 9 nel caso in cui il presunto autore dell'infrazione si trovi sul suo territorio e non venga sottoposto ad estradizione, in conformità con l'Articolo 15, verso uno degli Stati che abbiano stabilito la loro competenza, in base al paragrafo 1 o al paragrafo 2.

5. La presente Convenzione non esclude alcuna competenza penale esercitata in virtù della legislazione interna.

Articolo 11

Prevenzione delle infrazioni contro il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato

Gli Stati parte collaboreranno per prevenire le infrazioni di cui all'Articolo 9, ed in particolare:

a) adottando tutti i provvedimenti possibili al fine di impedire che nei rispettivi territori si preparino infrazioni destinate ad essere perpetrate all'interno o al di fuori dei loro territori;

b) scambiando informazioni, in conformità con la legislazione nazionale, e coordinando i provvedimenti amministrativi e di altro genere da adottare, a seconda dei casi, allo scopo di prevenire che vengano commesse le infrazioni.

Articolo 12

Scambio di informazioni

1. Nelle modalità previste dalla sua legislazione interna, qualora vi sia motivo di ritenere che il presunto autore di un'infrazione di cui all'Articolo 9 sia fuggito dal suo terrritorio, lo Stato parte sul territorio del quale è stata commessa I'infrazione comunicherà al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e, direttamente o tramite quest'ultimo, allo Stato o agli Stati interessati, tutti i fatti pertinenti relativi all'infrazione e tutte le informazioni a disposizione in merito all'identità del suo presunto autore.

2. Quando sia stata commessa un'infrazione prevista dall'Articolo 9, tutti gli Stati parte in possesso di informazioni relative alla vittima ed alle circostanze in cui è stata commessa l'infrazione si sforzeranno, nelle modalità previste dalla legilazione interna, di comunicarle integralmente e rapidamente al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed allo Stato o Stati interessati.

Articolo 13

Misure atte a consentire il perseguimento o l'estradizione

1. Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, lo Stato parte sul territorio del quale si trova il presunto autore dell'infrazione adotterà le misure previste dalla legislazione interna per assicurare la presenza dell'interessato ai fini del perseguimento o dell'estradizione.

2. Le misure adottate in applicazione del paragrafo 1 verranno notificate, in conformità con la legislazione interna e senza indugi, al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e, direttamente o per suo tramite:

a) allo Stato sul territorio del quale è stata commessa l'infrazione;

b) allo Stato o agli Stati di cui il presunto autore dell'infrazione è cittadino o, nel caso in cui questo sia apolide, allo Stato nel territorio del quale egli risiede abitualmente;

c) allo Stato o agli Stati di cui la vittima è cittadino;

d) a tutti gli altri Stati interessati.

Articolo 14

Esercizio dell'azione penale contro i presunti autori delle infrazioni

Lo Stato parte sul territorio del quale viene scoperto il presunto autore dell'infrazione, nel caso in cui non proceda alla sua estradizione, sottoporrà il caso, senza eccezione alcuna e senza indebito ritardo, alle autorità competenti, perché vengano esercitate le azioni penali, in base ad una procedura conforme alla sua legislazione. Le autorità adotteranno le loro decisioni con le stesse modalità seguite per le infrazioni gravi al diritto comune, in conformità con la legislazione dello Stato.

Articolo 15

Estradizione dei presunti autori di un'infrazione

1. Nel caso in cui le infrazioni di cui all'Articolo 9 non figurino come casi oggetto di estradizione in un trattato di estradizione stipulato fra gli Stati parte, si riterrà che esse vi figurino. Gli Stati parte si impegneranno ad inserire tali infrazioni fra i casi di estradizione in tutti i trattati che stipuleranno fra di loro.

2. Qualora ad uno Stato parte che subordini l'estradizione all'esistenza di un trattato pervenga una richiesta di estradizione di uno Stato parte con il quale non abbia stipulato alcun trattato di estradizione, esso avrà facoltà di considerare la presente Convenzione come base giuridica dell'estradizione per quanto riguarda tali infrazioni. L'estradizione sarà soggetta alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato a cui è pervenuta la richiesta.

3. Gli Stati parte che non subordinano l'estradizione all'esistenza di un trattato riconosceranno le infrazioni come casi oggetto di estradizione, in conformità con le modalità previste dalla legislazione dello Stato che riceve la domanda.

4. Fra gli Stati parte, ciascuna di queste infrazioni sarà considerata, ai fini dell'estradizione,

come commessa sia nel luogo in cui è stata compiuta che nel territorio degli Stati parte che hanno stabilito la loro competenza, in conformità con il paragrafo 1 o 2 dell'Articolo 10.

Articolo 16

Collaborazione in materia penale

1. Gli Stati parte si presteranno la massima collaborazione in occasione di tutti i procedimenti penali intentati per le infrazioni di cui all'Articolo 9, anche per quanto riguarda la comunicazione di tutti gli elementi di prova a loro disposizione e che sono necessari ai fini dei procedimenti stessi. La legislazione dello Stato che riceve la richiesta è applicabile in tutti i casi.

2. Le disposizioni di cui al paragrafo 1 non pregiudicheranno gli obblighi di assistenza reciproca derivanti da altri trattati.

Articolo 17

Equo trattamento

1. Tutti coloro che saranno oggetto di inchiesta o di procedimenti, per via di una delle infrazioni di cui all'Articolo 9, dovranno godere di un trattamento e di un processo equi, nonché della completa tutela dei loro diritti in ogni fase dell'inchiesta o del procedimento.

2. Il presunto autore dell'infrazione avrà il diritto di:

a) comunicare immediatamente con il rappresentante competente più vicino allo Stato o agli Stati di cui è cittadino o che sono altrimenti autorizzati a tutelare i suoi diritti o, nel caso in cui sia apolide, dello Stato che, su richiesta dell'interessato, sia disposto a tutelare i suoi interessi;

b) ricevere la visita di un rappresentante di tale Stato o di tali Stati.

Articolo 18

Notifica dell'esito del procedimento

Lo Stato parte nel quale il presunto autore di una infrazione è oggetto di procedimenti ne comunicherà l'esito finale al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che trasmetterà tali informazioni agli altri Stati parte.

Articolo 19

Diffusione

Gli Stati parte si impegneranno a divulgare la presente Convenzione nella misura più ampia possibile, ed in particolare ad includerne lo studio, e lo studio delle disposizioni pertinenti del diritto internazionale umanitario, nei loro programmi di istruzione militare.

Articolo 20

Clausole di salvaguardia

Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione inciderà su:

a) l'applicabilità del diritto internazionale umanitario e delle norme universalmente riconosciute in materia di diritti dell'uomo sancite da strumenti internazionali per quanto riguarda la protezione delle operazioni delle Nazioni Unite, nonché del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, ovvero il dovere di tale personale di rispettare tale diritto e tali norme;

b) i diritti ed i doveri degli Stati, in conformità con la Carta delle Nazioni Unite, per quanto riguarda il consenso all'ingresso delle persone nel loro territorio;

c) il dovere del personale delle Nazioni Unite e del personale associato di comportarsi conformemente al mandato di un'operazione delle Nazioni Unite;

d) il diritto degli Stati che forniscono volontariamente personale ai fini di un'operazione delle Nazioni Unite di ritirare tale personale, ponendo fine alla sua partecipazione all'operazione;

e) il diritto ad un adeguato indennizzo in caso di decesso, invalidità, incidente o malattia delle persone volontariamente assegnate da uno Stato ad un'operazione delle Nazioni Unite ed imputabili all'esercizio delle funzioni di mantenimento della pace.

Articolo 21

Diritto di legittima difesa

Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione può essere interpretata come limitante il diritto di legittima difesa.

Articolo 22

Composizione delle controversie

1. Tutte le controversie fra due o più Stati parte circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, che non siano state composte tramite negoziato, saranno sottoposte ad arbitrato, su richiesta di una delle parti. Nel caso in cui, nei sei mesi successivi alla data di richiesta di arbitrato, le parti non riescano ad accordarsi sull'organizzazione dell'arbitrato, una delle due potrà sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, presentando una richiesta in conformità con lo Statuto della Corte.

2. Nel momento in cui firmeranno la presente Convenzione, la ratificheranno, l'accetteranno, l'approveranno o vi aderiranno, gli Stati parte potranno dichiarare di non considerarsi vincolati dall'insieme o da parte delle disposizioni del paragrafo 1. Gli altri Stati parte non saranno vincolati dal paragrafo 1 o dalla parte pertinente di tale paragrafo nei confronti degli Stati che avranno espresso tale riserva.

3. Gli Stati parte che avranno espresso una riserva, in conformità con le disposizioni del paragrafo 2, potranno in qualsiasi momento ritirare tale riserva tramite notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 23

Riunioni d'esame

Su richiesta di uno o più Stati parte, e con l'approvazione della maggioranza di essi, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convocherà una riunione degli Stati parte, allo scopo di esaminare l'attuazione della Convenzione ed i problemi riscontrati nella sua applicazione.

Articolo 24

Firma

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1995, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

Articolo 25

Ratifica, accettazione o approvazione

La presente Convenzione è sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 26

Adesione

La presente Convenzione è aperta all'adesione di tutti gli Stati. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 27

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore 30 giorni dopo la data in cui saranno stati depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite 22 strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. Per tutti gli Stati che abbiano ratificato, accettato o approvato la Convenzione o che vi avranno aderito dopo il deposito del 22° strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, la Convenzione entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data di deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 28

Denuncia

1. Ciascuno degli Stati parte potrà denunciare la presente Convenzione tramite notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia sarà operativa un anno dopo la data in cui il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite avrà ricevuto detta notifica.

Articolo 29

Testi facenti fede

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua inglese, araba, cinese, spagnola, francese e russa faranno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne invierà copie conformi autenticate a tutti gli Stati.

FATTO a New York il 9 dicembre 1994

98G0478

LEGGE 9 dicembre 1998, n. **426.**

Nuovi interventi in campo ambientale.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

(Interventi di bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati).

1. Al fine di consentire il concorso pubblico nella realizzazione di interventi di bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati, ivi compresi aree e specchi d'acqua marittimi, lacuali, fluviali e lagunari in concessione, anche in caso di loro dismissioni, nei limiti e con i presupposti di cui all'articolo 17, comma 6-*bis*, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, nonché per gli impegni attuativi del protocollo di Kyoto sui cambiamenti climatici di cui alla deliberazione del Comitato interministeriale per la programmazione economica (CIPE) del 3 dicembre 1997, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 18 del 23 gennaio 1998, del piano straordinario di completamento e razionalizzazione dei sistemi di collettamento e depurazione di cui all'articolo 6 del decreto-legge 25 marzo 1997, n. 67, convertito, con modificazioni, dalla legge 23 maggio 1997, n. 135, e degli accordi e contratti di programma di cui all'articolo 25 del citato decreto legislativo n. 22 del 1997, sono autorizzati limiti di impegno ventennali di lire 27.000 milioni a decorrere dall'anno 1998, di lire 5.600 milioni a decorrere dall'anno 1999 e di lire 16.200 milioni a decorrere dall'anno 2000. Per le medesime finalità è altresì autorizzata la spesa di lire 130.000 milioni per l'anno 2000; per gli anni successivi, al finanziamento degli interventi di cui al presente articolo si provvede ai sensi dell'articolo 11, comma 3, lettera *d)*, della legge 5 agosto 1978, n. 468, e successive modificazioni ed integrazioni.

2. Alla realizzazione degli interventi di cui al comma 1 possono concorrere le ulteriori risorse destinate dal CIPE al finanziamento di progetti di risanamento ambientale, nonché quelle attribuite al Ministero dell'ambiente in sede di riprogrammazione dei fondi disponibili nell'ambito del quadro comunitario di sostegno 1994-1999.

3. Per la realizzazione degli interventi di cui al comma 1 e per la utilizzazione delle relative risorse finanziarie il Ministero dell'ambiente adotta, d'intesa con la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome

di Trento e di Bolzano, entro centoventi giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, previo parere delle competenti Commissioni parlamentari, un programma nazionale di bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati, che individua gli interventi di interesse nazionale, gli interventi prioritari, i soggetti beneficiari, i criteri di finanziamento dei singoli interventi e le modalità di trasferimento delle relative risorse. Il programma tiene conto dei limiti di accettabilità, delle procedure di riferimento e dei criteri definiti dal decreto ministeriale di cui all'articolo 17, comma 1, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni.

4. Sono considerati primi interventi di bonifica di interesse nazionale quelli compresi nelle seguenti aree industriali e siti ad alto rischio ambientale i cui ambiti sono perimetrati, sentiti i comuni interessati, dal Ministro dell'ambiente sulla base dei criteri di cui all'articolo 18, comma 1, lettera *n)*, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni:

a) Venezia (Porto Marghera);

b) Napoli orientale;

c) Gela e Priolo;

d) Manfredonia;

e) Brindisi;

f) Taranto;

g) Cengio e Saliceto;

h) Piombino;

i) Massa e Carrara;

l) Casal Monferrato;

m) Litorale Domizio-Flegreo e Agro aversano (Caserta-Napoli);

n) Pitelli (La Spezia);

o) Balangero;

p) Pieve Vergonte.

5. Il Ministero dell'ambiente, nell'ambito del programma di cui al comma 3, determina altresì le modalità per il monitoraggio e il controllo, con la partecipazione delle regioni interessate, delle attività di realizzazione delle opere e degli interventi previsti nel programma stesso, ivi compresi i presupposti e le procedure per la revoca dei finanziamenti e per il riutilizzo delle risorse resesi comunque disponibili, assicurando il rispetto dell'originaria allocazione regionale delle risorse. Per le attività di cui al presente comma il Ministero dell'ambiente si avvale dell'Agenzia nazionale per la protezione dell'ambiente (ANPA) e delle Agenzie regionali per la protezione dell'ambiente (ARPA).

6. Gli enti territoriali competenti, sulla base del programma di cui al comma 3, sono autorizzati a contrarre mutui o ad effettuare altre operazioni finanziarie con la Cassa depositi e prestiti e altri istituti di credito. Le regioni sono autorizzate a corrispondere, sulla base di apposita rendicontazione degli enti territoriali competenti, direttamente agli istituti mutuanti interessati le rate di ammortamento per capitale e interessi, avvalendosi delle quote di limiti di impegno rispettivamente assegnate dal Ministero dell'ambiente.

7. Nel caso di cambio di destinazione dei siti oggetto degli interventi di messa in sicurezza, bonifica e ripristino ambientale ovvero di alienazione entro dieci anni dall'effettuazione degli stessi in assenza di cambio di destinazione, il contributo di cui all'articolo 17, comma 6-*bis*, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è restituito allo Stato in misura adeguata all'aumento di valore conseguito dall'area al momento del cambio di destinazione, ovvero della sua cessione, rispetto a quello dell'intervento di bonifica e ripristino ambientale. Con decreto del Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, verranno determinati i criteri e le modalità della restituzione.

8. All'articolo 17, comma 1, alinea, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, dopo le parole: « il Ministro dell'ambiente » sono inserite le seguenti: « , avvalendosi dell'Agenzia nazionale per la protezione dell'ambiente (ANPA), ».

9. All'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, dopo il comma 15 sono aggiunti i seguenti:

« 15-*bis*. Il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, emana un decreto recante indicazioni ed informazioni per le imprese industriali, consorzi di imprese, cooperative, consorzi tra imprese industriali ed artigiane che intendano accedere a incentivi e finanziamenti per la ricerca e lo sviluppo di nuove tecnologie di bonifica previsti dalla vigente legislazione.

15-*ter*. Il Ministero dell'ambiente e le regioni rendono pubblica, rispettivamente, la lista di priorità nazionale e regionale dei siti contaminati da bonificare ».

10. Il decreto del Ministro dell'ambiente di cui al comma 15-*bis* dell'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, introdotto dal comma 9 del presente articolo, è emanato entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

11. All'articolo 17, comma 11, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: « Le predette spese sono altresì assistite da privilegio generale mobiliare ».

12. All'articolo 22, comma 5, lettera *a)*, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, dopo le parole: « priorità degli interventi » sono aggiunte le seguenti: « , basato su un criterio di valutazione del rischio elaborato dall'ANPA ».

13. All'articolo 22, comma 7, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, le parole: « entro un anno » sono sostituite dalle seguenti: « entro due anni ».

14. All'articolo 57, comma 5, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, le parole: « devono conformarsi alle disposizioni del presente decreto entro tre mesi dal termine di cui all'articolo 33, comma 6 » sono sostituite dalle seguenti: « devono conformarsi alle disposizioni del presente decreto entro e non oltre il 31 dicembre 1998 ».

15. All'articolo 44, comma 3, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: « Ai medesimi fini il ritiro, il trasporto e lo stoccaggio dei beni durevoli da parte dei rivenditori firmatari, tramite le proprie associazioni di categoria, dei citati accordi e contratti di programma non sono sottoposti agli obblighi della comunicazione annuale al catasto, della tenuta dei registri di carico e scarico, della compilazione e tenuta dei formulari, della preventiva autorizzazione e della iscrizione all'Albo di cui agli articoli 11, 12, 15, 28 e 30 del presente decreto ».

16. All'articolo 11, comma 3, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, sono soppresse le parole: « derivanti dalle lavorazioni industriali e artigianali » e sono aggiunte, alla fine dell'ultimo periodo, le seguenti: « limitatamente alla quantità conferita ».

17. All'articolo 26 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è aggiunto, in fine, il seguente comma:

« 5-*bis*. Al fine di consentire l'avviamento ed il funzionamento dell'attività dell'Osservatorio nazionale sui rifiuti, in attesa dell'attuazione di quanto disposto al comma 5, è autorizzata la spesa di lire 1.000 milioni per l'anno 1998 da iscrivere in apposita unità previsionale di base dello stato di previsione del Ministero dell'ambiente ».

18. All'onere di cui al comma 17 si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 1998, allo scopo utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero dell'ambiente.

19. All'articolo 30, comma 4, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, le parole

da: « Le imprese che svolgono » fino a: « anche se da essi prodotti » sono sostituite dalle seguenti: « Le imprese che svolgono attività di raccolta e trasporto di rifiuti non pericolosi prodotti da terzi e le imprese che raccolgono e trasportano rifiuti pericolosi, esclusi i trasporti di rifiuti pericolosi che non eccedano la quantità di trenta chilogrammi al giorno o di trenta litri al giorno effettuati dal produttore degli stessi rifiuti ».

20. All'articolo 41 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è aggiunto, in fine, il seguente comma:

« 10-*bis*. In caso di mancata stipula degli accordi di cui ai commi 2 e 3, il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, può determinare con proprio decreto l'entità dei costi della raccolta differenziata dei rifiuti di imballaggio a carico dei produttori e degli utilizzatori ai sensi dell'articolo 49, comma 10, nonchè le condizioni e le modalità di ritiro dei rifiuti stessi da parte dei produttori ».

21. All'articolo 42, comma 2, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, la lettera *c)* è abrogata.

22. All'articolo 48, comma 1, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, sono aggiunte, in fine, le parole: « , i beni di cui all'articolo 44 e i rifiuti di cui agli articoli 45 e 46 ».

23. Fino al 1° gennaio 2000 e salvo diverso accordo tra enti locali e gestori del servizio, l'applicazione e la riscossione del corrispettivo della raccolta e dello smaltimento dei rifiuti solidi urbani sono effettuate dall'ente locale secondo le disposizioni dell'articolo 52 del decreto legislativo 15 dicembre 1997, n. 446.

24. All'articolo 51, comma 2, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, sono soppresse la parola: « propri » e le parole da: « , ovvero effettuano » fino alla fine del comma.

25. All'articolo 51-*bis*, comma 1, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: « Con la sentenza di condanna per la contravvenzione di cui al persente comma, o con la decisione emessa ai sensi dell'articolo 444 del codice di procedura penale, il beneficio della sospensione condizionale della pena può essere subordinato alla esecuzione degli interventi di messa in sicurezza, bonifica e ripristino ambientale ».

26. Al fine di consentire il completamento delle attività assegnate al gruppo tecnico di cui all'articolo 6, comma 7, del decreto-legge 25 marzo 1997, n. 67, convertito, con modificazioni, dalla legge 23 maggio 1997, n. 135, è autorizzata la spesa di lire 1.800 milioni per ciascuno degli anni 1999 e 2000.

27. All'articolo 49, comma 5, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: « , prevedendo disposizioni transitorie per garantire la graduale applicazione del metodo normalizzato e della tariffa ed il graduale raggiungimento dell'integrale copertura dei costi del servizio di gestione dei rifiuti urbani da parte dei comuni ».

28. All'articolo 49, comma 1, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, le parole: « 1° gennaio 1999 » sono sostituite dalle seguenti: « 1° gennaio 2000 ».

ART. 2.

(Interventi per la conservazione della natura).

1. Nelle aree naturali protette nazionali l'acquisizione gratuita delle opere abusive di cui all'articolo 7, sesto comma, della legge 28 febbraio 1985, n. 47, e successive modificazioni ed integrazioni, si verifica di diritto a favore degli organismi di gestione. Nelle aree protette nazionali, i sindaci sono tenuti a notificare al Ministero dell'ambiente e agli Enti parco, entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, gli accertamenti e le ingiunzioni alla demolizione di cui all'articolo 7, secondo comma, della citata legge n. 47 del 1985. Il Ministro dell'ambiente può procedere agli interventi di demoli-

zione avvalendosi delle strutture tecniche e operative del Ministero della difesa, sulla base di apposita convenzione stipulata d'intesa con il Ministro della difesa, nel limite di spesa di lire 500 milioni per l'anno 1998 e di lire 2.500 milioni a decorrere dall'anno 1999.

2. In relazione al particolare valore ambientale dell'area della costiera amalfitana, verificato, ai sensi dell'articolo 7 della legge 28 febbraio 1985, n. 47, e successive modificazioni ed integrazioni, il mancato esercizio del potere sostitutivo di demolizione delle opere effettuate abusivamente per la costruzione dell'Hotel Fuenti nel comune di Vietri sul Mare e non suscettibili di sanatoria in quanto in violazione di vincoli ambientali e paesistici, il Ministro dell'ambiente, previa diffida ad adempiere nel termine di novanta giorni, accertata l'ulteriore inerzia delle amministrazioni competenti, procede agli interventi di demolizione, avvalendosi a tale fine delle strutture tecniche ed operative del Ministero della difesa ai sensi del comma 1 e nel limite dei fondi dal medesimo previsti.

3. Restano salve le competenze delle regioni a statuto speciale e delle province autonome di Trento e di Bolzano che disciplinano la materia di cui al comma 1 secondo i rispettivi statuti e le relative norme di attuazione.

4. Le somme dovute allo Stato, a titolo di recupero o rimborso per l'esecuzione in danno del ripristino, ovvero per risarcimento del danno ambientale, dai responsabili degli abusi edilizi di cui al comma 1, sono versate all'entrata del bilancio dello Stato per essere riassegnate, con decreto del Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, ad apposita unità previsionale di base dello stato di previsione del Ministero dell'ambiente, per essere devolute agli organismi di gestione delle aree naturali protette per il ripristino naturalistico dei siti.

5. Con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Ministro dell'ambiente, di intesa con le regioni interessate e previa consultazione dei comuni e delle province interessati, sono istituiti i Parchi nazionali dell'Alta Murgia e della Val d'Agri e Lagonegrese.

6. Per i Parchi nazionali di cui al comma 5 il Ministro dell'ambiente procede, ai sensi dell'articolo 34, comma 3, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, entro centottanta giorni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge.

7. Per l'istituzione ed il funzionamento del Parco nazionale dell'Alta Murgia è autorizzata la spesa di lire 1.000 milioni per gli anni 1998 e 1999 e di lire 1.500 milioni a decorrere dall'anno 2000.

8. All'articolo 7, comma 1, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, nell'alinea, dopo le parole: « nella concessione di finanziamenti » sono inserite le seguenti: « dell'Unione europea, ».

9. Nell'ambito dell'autorizzazione di spesa prevista dall'articolo 4, comma 11, della legge 8 ottobre 1997, n. 344, le somme di lire 2.000 milioni per l'anno 1998 e di lire 1.500 milioni a decorrere dall'anno 1999 sono destinate all'istituzione ed al funzionamento del Parco nazionale della Val d'Agri e Lagonegrese.

10. All'articolo 36, comma 1, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, e successive modificazioni, dopo la lettera ee-*bis)*, è aggiunta la seguente:

«ee-*ter)* Alto Tirreno-Mar Ligure "Santuario dei cetacei" ».

11. Il Ministro dell'ambiente entro il 30 giugno 1999 provvede all'istruttoria tecnica necessaria per avviare l'istituzione dell'area protetta marina di cui al comma 10, con il precipuo obiettivo della massima salvaguardia dei mammiferi marini.

12. Il Ministro dell'ambiente promuove entro il 31 dicembre 1998 le opportune iniziative a livello comunitario ed internazionale per estendere l'area protetta marina di cui al comma 10 alle acque territoriali dei Paesi esteri confinanti ed alle acque internazionali.

13. Per l'istituzione, l'avviamento e la gestione di aree marine protette previste dalle leggi 31 dicembre 1982, n. 979, e 6 dicembre 1991, n. 394, è autorizzata la spesa di lire 6.000 milioni per gli anni 1998

e 1999 e di lire 7.000 milioni a decorrere dall'anno 2000.

14. La Consulta per la difesa del mare dagli inquinamenti, istituita con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri 4 ottobre 1979, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 306 del 9 novembre 1979, è soppressa e le relative funzioni sono trasferite ai competenti uffici del Ministero dell'ambiente. Per l'istruttoria preliminare relativa all'istituzione e all'aggiornamento delle aree protette marine, per il supporto alla gestione, al funzionamento nonchè alla progettazione degli interventi da realizzare anche con finanziamenti comunitari nelle aree protette marine, presso il competente servizio del Ministero dell'ambiente è istituita la segreteria tecnica per le aree protette marine, composta da dieci esperti di elevata qualificazione individuati ai sensi dell'articolo 3, comma 9, della legge 6 dicembre 1991, n. 394. Per l'istituzione della segreteria tecnica per le aree protette marine, di cui al presente comma, è autorizzata la spesa di lire 450 milioni per il 1998 e 900 milioni annue a decorrere dal 1999. In sede di prima applicazione della presente legge, cinque degli esperti sono trasferiti, a decorrere dal 1° gennaio 1999, dal contingente integrativo previsto dall'articolo 4, comma 12, della legge 8 ottobre 1997, n. 344, intendendosi dalla predetta data conseguentemente ridotta, per un importo pari a lire 450 milioni, l'autorizzazione di spesa di cui all'articolo 4, comma 12, della legge 8 ottobre 1997, n. 344, che concorre alla parziale copertura finanziaria della predetta spesa di lire 900 milioni a decorrere dall'anno 1999.

15. Una quota dell'autorizzazione di spesa recata dall'ultimo periodo del comma 2 dell'articolo 5 della legge 8 ottobre 1997, n. 344, pari a lire 200 milioni per ciascuno degli anni 1999 e 2000, è destinata al funzionamento dello sportello per il cittadino relativo agli interventi di cui allo stesso comma 2.

16. La Commissione di riserva, di cui all'articolo 28 della legge 31 dicembre 1982, n. 979, è istituita presso l'ente cui è delegata la gestione dell'area protetta marina ed è presieduta da un rappresentante designato dal Ministro dell'ambiente. Il comandante della locale Capitaneria di porto, o un suo delegato, partecipa ai lavori della Commissione di riserva in qualità di membro.

17. All'articolo 19, comma 7, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, le parole: « ai sensi dell'articolo 28 della legge 31 dicembre 1982, n. 979 » sono sostituite dalle seguenti: « nonché dalle polizie degli enti locali delegati nella gestione delle medesime aree protette ».

18. Per l'espletamento delle funzioni relative all'ambiente marino previste dall'articolo 1-*bis*, comma 6, del decreto-legge 4 dicembre 1993, n. 496, convertito, con modificazioni, dalla legge 21 gennaio 1994, n. 61, l'Istituto centrale per la ricerca scientifica e tecnologica applicata al mare (ICRAM) è autorizzato ad incrementare la propria dotazione organica di dieci unità di profilo professionale « ricercatore ». Alla copertura dei posti si provvede mediante procedure concorsuali. Per l'attuazione del presente comma è autorizzata la spesa occorrente, valutata in lire 300 milioni per l'anno 1998 e in lire 700 milioni a decorrere dall'anno 1999. Non si applicano le disposizioni di cui all'articolo 39 della legge 27 dicembre 1997, n. 449.

19. Per la predisposizione di un programma nazionale di individuazione e valorizzazione della « Posidonia Oceanica », nonché di studio delle misure di salvaguardia della stessa da tutti i fenomeni che ne comportano il degrado e la distruzione, è autorizzata la spesa di lire 200 milioni annue per il triennio 1998-2000. A tal fine, il Ministero dell'ambiente può avvalersi del contributo delle università, degli enti di ricerca e di associazioni ambientaliste.

20. Il personale proveniente da altre amministrazioni pubbliche che, alla data di entrata in vigore della presente legge, è comandato presso gli Enti parco di cui all'articolo 9 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, che svolge funzioni indispensabili all'ordinaria gestione dei predetti Enti, è inserito, a domanda, nei ruoli organici degli Enti medesimi, nei limiti dei posti disponibili nelle relative piante organiche e secondo le procedure di cui all'articolo 33

del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, come sostituito dall'articolo 18 del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 80. Conseguentemente le piante organiche delle amministrazioni pubbliche di provenienza sono ridotte di un numero di unità pari al predetto personale.

21. Al comma 5 dell'articolo 1 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: « Per le medesime finalità lo Stato, le regioni, gli enti locali, altri soggetti pubblici e privati e le Comunità del parco possono altresì promuovere i patti territoriali di cui all'articolo 2, comma 203, della legge 23 dicembre 1996, n. 662 ».

22. Dopo l'articolo 1 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è inserito il seguente:

« ART. *1-bis. – (Programmi nazionali e politiche di sistema). – 1.* Il Ministro dell'ambiente promuove, per ciascuno dei sistemi territoriali dei parchi dell'arco alpino, dell'appennino, delle isole e di aree marine protette, accordi di programma per lo sviluppo di azioni economiche sostenibili con particolare riferimento ad attività agro-silvo-pastorali tradizionali, dell'agriturismo e del turismo ambientale con i Ministri per le politiche agricole, dell'industria, del commercio e dell'artigianato, del lavoro e della previdenza sociale e per i beni culturali e ambientali, con le regioni e con altri soggetti pubblici e privati.

2. Il Ministro dell'ambiente, sentito il parere della Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, degli Enti parco interessati e delle associazioni ambientalistiche maggiormente rappresentative, individua altresì le risorse finanziarie nazionali e comunitarie, impiegabili nell'attuazione degli accordi di programma di cui al comma 1 ».

23. Il comma 7 dell'articolo 2 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è sostituito dal seguente:

« *7.* La classificazione e l'istituzione dei parchi nazionali e delle riserve naturali statali, terrestri, fluviali e lacuali, sono effettuate d'intesa con le regioni ».

24. All'articolo 9 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) alla fine del comma 5 sono aggiunti i seguenti periodi: « Qualora siano designati membri dalla Comunità del parco sindaci di un comune oppure presidenti di una comunità montana, di una provincia o di una regione presenti nella Comunità del parco, la cessazione dalla predetta carica a qualsiasi titolo comporta la decadenza immediata dall'incarico di membro del consiglio direttivo e il conseguente rinnovo della designazione. La stessa norma si applica nei confronti degli assessori e dei consiglieri degli stessi enti. »;

b) al comma 6, dopo la parola: « vice presidente » sono inserite le seguenti: « scelto tra i membri designati dalla Comunità del parco » e la parola: « eventualmente » è soppressa;

c) al comma 8, le parole da: « elabora lo statuto dell'Ente parco » fino alla fine del comma sono soppresse;

d) dopo il comma 8, è inserito il seguente:

« 8-*bis.* Lo statuto dell'Ente è deliberato dal consiglio direttivo, sentito il parere della Comunità del parco ed è trasmesso al Ministero dell'ambiente che ne verifica la legittimità e può richiederne il riesame entro sessanta giorni dal ricevimento. L'Ente parco deve controdedurre entro sessanta giorni dal ricevimento alle eventuali osservazioni di legittimità del Ministero dell'ambiente, con deliberazione del consiglio direttivo. Il Ministro dell'ambiente adotta lo statuto con proprio decreto entro i successivi trenta giorni ».

25. Il comma 11 dell'articolo 9 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è sostituito dal seguente:

« *11.* Il direttore del parco è nominato, con decreto, dal Ministro dell'ambiente, scelto in una rosa di tre candidati proposti dal consiglio direttivo tra soggetti iscritti ad un albo di idonei all'esercizio dell'attività di direttore di parco istituito presso il

Ministero dell'ambiente, al quale si accede mediante procedura concorsuale per titoli. Il presidente del parco provvede a stipulare con il direttore nominato un apposito contratto di diritto privato per una durata non superiore a cinque anni ».

26. Con decreto del Ministro dell'ambiente, da emanare entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, sono determinati i requisiti richiesti per l'iscrizione all'albo, di cui all'articolo 9, comma 11, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, come sostituito dal comma 25 del presente articolo, nonchè le modalità di svolgimento delle procedure concorsuali. All'albo sono iscritti i direttori in carica alla data di entrata in vigore della presente legge, nonchè i soggetti inseriti nell'elenco degli idonei di cui al decreto del Ministro dell'ambiente del 14 aprile 1994.

27. All'articolo 10 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, al comma 2, dopo la lettera *d)* è aggiunta la seguente:

« *d-bis)* sullo statuto dell'Ente parco ».

28. All'articolo 11 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, sono apportate le seguenti modifiche:

a) al comma 2, dopo le parole: « il rispetto delle caratteristiche », sono inserite le seguenti: « naturali, paesistiche, antropologiche, storiche e culturali locali »;

b) dopo il comma 2 è inserito il seguente:

« 2-*bis*. Il regolamento del parco valorizza altresì gli usi, i costumi, le consuetudini e le attività tradizionali delle popolazioni residenti sul territorio, nonchè le espressioni culturali proprie e caratteristiche dell'identità delle comunità locali e ne prevede la tutela anche mediante disposizioni che autorizzino l'esercizio di attività particolari collegate agli usi, ai costumi e alle consuetudini suddette, fatte salve le norme in materia di divieto di attività venatoria previste dal presente articolo. »;

c) al comma 6, le parole: « sentita la Consulta e » sono soppresse.

29. Dopo l'articolo 11 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è inserito il seguente:

« ART. 11-*bis*. – *(Tutela dei valori naturali, storici e ambientali e iniziative per la promozione economica e sociale). – 1.* Il consiglio direttivo del parco e la Comunità del parco elaborano contestualmente, e attraverso reciproche consultazioni di cui agli articoli 12 e 14, il piano del parco e il piano pluriennale economico-sociale secondo le norme di cui agli stessi articoli 12 e 14 ».

30. All'articolo 12 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, sono apportate le seguenti modifiche:

a) al comma 1, dopo le parole: « naturali e ambientali » sono inserite le seguenti: « nonchè storici, culturali, antropologici tradizionali »;

b) il comma 3 è sostituito dal seguente:

« *3.* Il piano è predisposto dall'Ente parco entro diciotto mesi dalla costituzione dei suoi organi, in base ai criteri ed alle finalità della presente legge. La Comunità del parco partecipa alla definizione dei criteri riguardanti la predisposizione del piano del parco indicati dal consiglio direttivo del parco ed esprime il proprio parere sul piano stesso. Il piano, approvato dal consiglio direttivo, è adottato dalla regione entro novanta giorni dal suo inoltro da parte dell'Ente parco ».

31. All'articolo 14, comma 2, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, al primo periodo, le parole: « entro un anno dalla sua costituzione, elabora » sono sostituite dalle seguenti: « avvia contestualmente all'elaborazione del piano del parco » ed il secondo periodo è sostituito dal seguente: « Tale piano, sul quale esprime la propria motivata valutazione il consiglio direttivo, è approvato dalla regione o, d'intesa, dalle regioni interessate ».

32. All'articolo 21, comma 2, della legge 6 dicembre 1991, n. 394, al secondo periodo, dopo le parole: « su proposta del Ministro dell'ambiente » sono inserite le seguenti: « e, sino all'emanazione dei provvedimenti di riforma in attuazione dell'articolo 11 della legge 15 marzo 1997, n. 59, e del decreto di cui all'articolo 4, comma 1, del decreto legislativo 4 giugno 1997, n. 143, e fermo restando il disposto del medesimo articolo 4, comma 1, ».

33. Al comma 6 dell'articolo 22 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: « scelte con preferenza tra cacciatori residenti nel territorio del parco, previ opportuni corsi di formazione a cura dello stesso Ente ».

34. Il comma 3 dell'articolo 31 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, è sostituito dal seguente:

« *3.* La gestione delle riserve naturali, di qualunque tipologia, istituite su proprietà pubbliche, che ricadano o vengano a ricadere all'interno dei parchi nazionali, è affidata all'Ente parco ».

35. L'affidamento della gestione di cui al comma 3 dell'articolo 31 della legge 6 dicembre 1991, n. 394, come sostituito dal comma 34 del presente articolo, è effettuato mediante decreto del Presidente del Consiglio dei ministri da emanare entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

36. Le funzioni svolte dalle guardie dell'Ente autonomo del parco nazionale d'Abruzzo e dell'Ente parco nazionale del Gran Paradiso nel territorio di competenza dei parchi medesimi sono equiparate a quelle del Corpo forestale dello Stato.

37. Con decreto del Ministro dell'ambiente, sentiti la regione e gli enti locali territorialmente interessati, la gestione delle aree protette marine previste dalle leggi 31 dicembre 1982, n. 979, e 6 dicembre 1991, n. 394, è affidata ad enti pubblici, istituzioni scientifiche o associazioni ambientaliste riconosciute.

ART. 3.

(Rifinanziamento degli interventi previsti dalla legge 8 ottobre 1997, n. 344).

1. Per la prosecuzione dell'attività di sviluppo della progettazione di interventi ambientali e di promozione di figure professionali, prevista all'articolo 1 della legge 8 ottobre 1997, n. 344, è autorizzata la spesa di lire 1.800 milioni per l'anno 2000.

2. Per la prosecuzione delle attività di promozione delle tecnologie pulite e dello sviluppo della sostenibilità urbana, previste dall'articolo 2 della legge 8 ottobre 1997, n. 344, è autorizzata la spesa di lire 6.000 milioni per l'anno 2000.

3. Per la prosecuzione di specifiche campagne di informazione sui temi dello sviluppo sostenibile e delle attività connesse al coordinamento e al funzionamento del sistema nazionale per l'educazione, l'informazione, la formazione e la ricerca in campo ambientale, previste dall'articolo 3 della legge 8 ottobre 1997, n. 344, è autorizzata la spesa di lire 7.000 milioni per l'anno 2000. Tale sistema è integrato col sistema di cooperazione internazionale per l'educazione ambientale marina nel Mediterraneo.

4. Per la promozione e l'attuazione delle attività di cui ai commi 1, 2 e 3 e per la formazione di specifiche figure professionali per la tutela e la valorizzazione del patrimonio naturale ed ambientale delle aree marginali, il Ministero dell'ambiente può avvalersi anche di enti o fondazioni esistenti, aventi specifiche finalità e consolidata esperienza nelle predette attività.

5. Con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente, d'intesa con il Ministro della pubblica istruzione e dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, sentita la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, sono stabilite, nei limiti delle risorse finanziarie già autorizzate a legislazione vigente, le modalità organizzative e funzionali del sistema nazionale per

l'educazione, l'informazione, la formazione e la ricerca in campo ambientale, articolato in un archivio nazionale per la documentazione e la ricerca ambientale, un osservatorio sulle ricerche e le metodologie dell'educazione ambientale, una rete di laboratori territoriali e di centri di esperienze su base regionale e una banca dati sulla formazione professionale in campo ambientale.

6. Per le ulteriori finalità connesse alla diffusione di informazioni inerenti allo stato dell'ambiente è autorizzato il limite di spesa di lire 300 milioni per l'anno 1998, di lire 200 milioni per l'anno 1999 e di lire 500 milioni a decorrere dall'anno 2000.

7. Per la predisposizione del progetto di Biblioteca nazionale per l'ambiente è autorizzata la spesa di lire 350 milioni per l'anno 1998.

ART. 4.

(Disposizioni varie).

1. All'articolo 5 della legge 7 febbraio 1992, n. 150, sono apportate le seguenti modifiche:

a) al comma 2, dopo le parole: « le variazioni del luogo di custodia » sono inserite le seguenti: « e l'avvenuto decesso »;

b) dopo il comma 5, è inserito il seguente:

« 5-*bis*. Con decreto del Ministro dell'ambiente, sentita la commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2, di concerto con il Ministro per le politiche agricole, è istituito il registro di detenzione delle specie animali e vegetali di cui all'articolo 1, comma 1, e all'articolo 2. »;

c) al comma 6, le parole: « di cui ai commi 1, 2 e 3 » sono sostituite dalle seguenti: « di cui ai commi 1, 2, 3 e 5-*bis* ».

2. Il decreto del Ministro dell'ambiente di cui al comma 5-*bis* dell'articolo 5 della legge 7 febbraio 1992, n. 150, introdotto dal comma 1, lettera *b)*, del presente articolo, è emanato entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

3. All'articolo 2, comma 8, della legge 26 ottobre 1995, n. 447, dopo le parole: « presente legge », sono aggiunte le seguenti: « nonché da coloro che, a prescindere dal titolo di studio, possano dimostrare di avere svolto, alla data di entrata in vigore della presente legge, per almeno cinque anni, attività nel campo dell'acustica ambientale in modo non occasionale ».

4. All'articolo 3, comma 1, lettera *h)*, della legge 26 ottobre 1995, n. 447, dopo le parole: « di pubblico spettacolo », sono aggiunte le seguenti: « e nei pubblici esercizi ».

5. All'articolo 10, comma 2, della legge 26 ottobre 1995, n. 447, le parole: « supera i valori limite di emissione e » sono sostituite dalle seguenti: « supera i valori limite di emissione o ».

6. All'articolo 10, comma 4, della legge 26 ottobre 1995, n. 447, dopo le parole: « è versato all'entrata del bilancio dello Stato » sono inserite le seguenti: « per essere riassegnato, con decreto del Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, ad apposita unità previsionale di base dello stato di previsione del Ministero dell'ambiente ».

7. All'articolo 2 del decreto-legge 20 settembre 1996, n. 486, convertito, con modificazioni, dalla legge 18 novembre 1996, n. 582, dopo il comma 1-*ter* è inserito il seguente:

« 1-*quater*. Per l'attuazione degli interventi di cui al comma 1, avvalendosi dei soggetti di comprovata esperienza di cui all'articolo 1, comma 1, il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, istituisce un Comitato di coordinamento e di alta vigilanza, composto da quattro funzionari, di cui due in rappresentanza del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, uno dei quali con funzione di presidente, uno in rappresentanza del Ministero dell'ambiente, uno in rappresentanza della regione Lombardia, che può

avvalersi di esperti in numero non superiore a tre. I funzionari delle citate amministrazioni statali, di livello dirigenziale generale, devono possedere specifica competenza nella materia. Gli oneri per il funzionamento del Comitato e per le indennità spettanti ai membri e agli esperti secondo i princìpi e i criteri di cui all'articolo 1, comma 4, sono posti a carico delle risorse di cui al comma 1, nel limite dell'1 per cento delle risorse medesime ».

8. Per l'attuazione del piano di risanamento ambientale dell'area industriale e portuale di Genova, di cui all'intesa tra Ministero dell'ambiente e regione Liguria del 31 luglio 1996, nell'ambito degli interventi di cui all'articolo 1, comma 1, è riservato l'importo di lire 6 miliardi annue per dieci anni, a decorrere dall'anno 1998, anche per la realizzazione di aree a verde e servizi per la cittadinanza.

9. Per favorire lo sviluppo di attività produttive compatibili con la normativa di tutela ambientale e diverse dal ciclo produttivo siderurgico della laminazione a caldo, l'Autorità portuale di Genova è incaricata di realizzare programmi di razionalizzazione e valorizzazione delle aree che rientrano nella sua disponibilità a seguito della cessazione del rapporto di concessione derivante dalla chiusura delle lavorazioni siderurgiche a caldo.

10. Al fine di sviluppare gli interventi necessari di cui ai commi 8 e 9 è stipulato un accordo di programma tra il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, il Ministero dell'ambiente, il Ministero dei trasporti e della navigazione, il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, la regione Liguria, la provincia e il comune di Genova, l'Autorità portuale di Genova e l'ILVA Spa. L'accordo di programma deve prevedere il piano di bonifica e risanamento dell'area dismessa a seguito della chiusura delle lavorazioni siderurgiche a caldo nonchè, entro tempi certi e definiti, il piano industriale per il consolidamento delle lavorazioni a freddo. L'accordo di programma e i successivi strumenti attuativi devono altresì prevedere la tutela dei livelli occupazionali e il reimpiego della manodopera occupata al 14 luglio 1998.

11. Per le finalità di cui al comma 9, è autorizzata la spesa di lire 13 miliardi annue per quindici anni a decorrere dal 1998, da iscrivere nello stato di previsione del Ministero dei trasporti e della navigazione, per il successivo conferimento all'Autorità portuale di Genova. Al relativo onere si fa fronte mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di conto capitale « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 1998, allo scopo utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero dei trasporti e della navigazione.

12. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

13. Il primo periodo del comma 6 dell'articolo 6 della legge 7 febbraio 1992, n. 150, è sostituito dal seguente: « Le disposizioni dei commi 1, 3, 4 e 5 non si applicano: *a)* nei confronti dei giardini zoologici, delle aree protette, dei parchi nazionali, degli acquari e delfinari, dichiarati idonei dalla commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2, sulla base dei criteri generali fissati previamente dalla commissione stessa; *b)* nei confronti dei circhi e delle mostre faunistiche permanenti o viaggianti, dichiarati idonei dalle autorità competenti in materia di salute e incolumità pubblica, sulla base dei criteri generali fissati previamente dalla commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2 ».

14. All'articolo 12-*bis*, comma 1, primo periodo, del decreto-legge 12 gennaio 1993, n. 2, convertito, con modificazioni, dalla legge 13 marzo 1993, n. 59, dopo le parole: « della convenzione di Washington » sono aggiunte le seguenti: « e dal regolamento (CE) n.338/97 del Consiglio, del 9 dicembre 1996 ».

15. La commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2, della legge 7 feb-

braio 1992, n. 150, come composta, ai sensi dell'articolo 12-*bis*, comma 1, del decreto-legge 12 gennaio 1993, n. 2, convertito, con modificazioni, dalla legge 13 marzo 1993, n. 59, può essere integrata da tre esperti designati dalla Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano.

16. Al comma 1 dell'articolo 8-*bis* della legge 7 febbraio 1992, n. 150, prima dell'ultimo periodo, sono inseriti i seguenti: « L'accertamento delle relazioni parentali attraverso l'esame di campioni biologici viene effettuato a seguito della messa a disposizione, senza ritardo, dei campioni medesimi da parte del detentore che si potrà avvalere di professionisti da lui stesso incaricati. Tali prelievi avverranno sempre in presenza di personale del Corpo forestale dello Stato e, qualora ritenuto opportuno dalla commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2, di membri della stessa ».

17. L'autorizzazione di spesa di cui all'articolo 12-*ter*, comma 2, del decreto-legge 12 gennaio 1993, n. 2, convertito, con modificazioni, dalla legge 13 marzo 1993, n. 59, iscritta nell'ambito dell'unità previsionale di base 3.1.1.0 dello stato di previsione del Ministero dell'ambiente per l'anno 1998, è elevata da lire 235 milioni a lire 500 milioni a decorrere dal medesimo anno per spese di funzionamento della commissione scientifica di cui all'articolo 4, comma 2 della legge 7 febbraio 1992, n. 150, nonché per l'acquisizione dei necessari dati e informazioni.

18. Per il funzionamento del Comitato nazionale per la lotta alla siccità e/o alla desertificazione e per le attività connesse alla predisposizione del piano d'azione,come previsto dal decreto del Presidente dei Consiglio dei ministri del 26 settembre 1997, sulla base della Convenzione delle Nazioni Unite sulla lotta contro la desertificazione; adottata a Parigi il 14 ottobre 1994, resa esecutiva con legge 4 giugno 1997, n. 170, nonché per lo svolgimento di attività di formazione e di ricerca finalizzate alla tutela del bacino del Mediterraneo presso l'Osservatorio nazionale sulla desertificazione del Parco nazionale dell'Asinara ed il Centro studi sui saperi tradizionali e locali di Matera, è autorizzata la spesa nel limite di lire 200 milioni a decorrere dall'anno 1998.

19. In attuazione del protocollo di intenti del 1° marzo 1994 e del conseguente accordo di programma del 31 luglio 1996, per far fronte ai costi derivanti dalla sostituzione del parco autoveicoli a propulsione tradizionale con altre tipologie di autoveicoli a minimo impatto ambientale, sono autorizzati limiti d'impegno quindicennali di lire 5.400 milioni per ciascuno degli anni 1999 e 2000 a titolo di contributo per mutui o altre operazioni finanziarie effettuate dalle regioni, dagli enti locali e dai gestori di servizi di pubblica utilità nel territorio dei comuni con popolazione superiore ai 25 mila abitanti, con priorità per quelli di cui all'allegato III annesso al decreto del Ministro dell'ambiente 25 novembre 1994, pubblicato nel supplemento ordinario n. 159 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 290 del 13 dicembre 1994, e per tutti quelli compresi nelle zone a rischio di inquinamento atmosferico, individuate dalle regioni ai sensi degli articoli 3 e 9 del decreto del Ministro dell'ambiente 20 maggio 1991, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 126 del 31 maggio 1991. Le risorse predette, da ripartire con decreto del Ministro dell'ambiente, di concerto con i Ministri dei trasporti e della navigazione e del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, sono destinate, in misura non inferiore al 60 per cento, all'acquisto di vetture a minimo impatto ambientale dotate di trazione elettrica/ibrida.

20. All'articolo 15, comma 2, del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 95, le parole: « e non superiore ai due anni » sono sostituite dalle seguenti: « e non superiore ai tre anni ».

21. Gli scarti derivanti dalla lavorazione di metalli preziosi avviati in conto lavorazione per l'affinazione presso banchi di metalli preziosi non rientrano nella definizione di rifiuto di cui all'articolo 6, comma 1, lettera *a)*, del decreto legislativo

5 febbraio 1997, n. 22, e pertanto, limitatamente a tale destinazione, non sono soggetti alle disposizioni del decreto stesso. Nel termine «affinazione» di cui al presente comma si intendono ricomprese tutte le operazioni effettuate sugli scarti dei metalli preziosi, che permettono di liberare i metalli preziosi dalle sostanze che ne alterano la purezza o ne precludono l'uso.

22. All'articolo 8 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, è aggiunto, in fine, il seguente comma:

« 1-*bis*. Non sono in ogni caso assimilabili ai rifiuti urbani i rifiuti derivanti dalle lavorazioni di minerali e di materiali da cava ».

23. All'articolo 15, comma 4, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, sono aggiunte, in fine, le parole: « né ai trasporti di rifiuti che non eccedano la quantità di trenta chilogrammi al giorno o di trenta litri al giorno effettuati dal produttore dei rifiuti stessi ».

24. All'articolo 38, comma 2, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, le parole: « costituiscono il » sono sostituite dalle seguenti: « sono obbligati a partecipare al » ed è aggiunto il seguente periodo: « Per gli utilizzatori che partecipano al Consorzio nazionale degli imballaggi la comunicazione di cui all'articolo 37, comma 2, viene presentata dal soggetto che effettua la gestione dei rifiuti di imballaggio ».

25. All'articolo 51, comma 6-*bis*, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, le parole: « e 47, comma 12 » sono sostituite dalle seguenti: « , 47, commi 11 e 12, e 48, comma 9 ».

26. All'articolo 54, comma 1, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, sono premessi i seguenti periodi: « I produttori e gli utilizzatori che non adempiono all'obbligo di cui all'articolo 38, comma 2, entro il 31 dicembre 1998, sono puniti con la sanzione amministrativa pecuniaria pari a sei volte le somme dovute per l'adesione al CONAI, fatto comunque salvo l'obbligo di corrispondere i contributi pregressi. Tale sanzione è ridotta della metà nel caso di adesioni effettuate entro il sessantesimo giorno dalla scadenza sopra indicata ».

27. All'articolo 58 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni, sono aggiunti, in fine, i seguenti commi:

« 7-*ter*. I rifiuti provenienti da attività di manutenzione o assistenza sanitaria si considerano prodotti presso la sede o il domicilio del soggetto che svolge tali attività.

7-*quater*. Le disposizioni di cui agli articoli 11, 12, 15 e 30 non si applicano alle attività di raccolta e trasporto di rifiuti effettuate dai soggetti abilitati allo svolgimento delle attività medesime in forma ambulante, limitatamente ai rifiuti che formano oggetto del loro commercio ».

28. Il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dei trasporti e della navigazione e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, pubblica, almeno ogni tre anni, l'elenco delle caratteristiche tecniche degli autoveicoli a minimo impatto ambientale.

29. All'articolo 1, comma 2, della legge 27 marzo 1992, n. 257, sono aggiunti i seguenti periodi: « Previa autorizzazione espressa d'intesa fra i Ministri dell'ambiente, dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, è ammessa la deroga ai divieti di cui al presente articolo per una quantità massima di 800 chilogrammi e non oltre il 31 ottobre 2000, per amianto sotto forma di treccia o di materiale per guarnizioni non sostituibile con prodotti equivalenti disponibili. Le imprese interessate presentano istanza al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato che dispone, con proprio provvedimento, la ripartizione *pro-quota* delle quantità sopra indicate, nonchè determina le modalità operative conformandosi alle indicazioni della commissione di cui all'articolo 4 ».

30. Il comma 3 dell'articolo 14 del decreto-legge 29 dicembre 1995, n. 560, convertito, con modificazioni, dalla legge

26 febbraio 1996, n. 74, è sostituito dal seguente:

« 3. Con decreto del Ministro competente, da adottare di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, sono definiti i materiali non utilizzati di cui al comma 2 e le modalità per la loro cessione gratuita alle associazioni di volontariato di cui al medesimo comma ».

31. Il decreto di cui al comma 3 dell'articolo 14 del citato decreto-legge n. 560 del 1995, come sostituito dal comma 30 del presente articolo, è emanato entro centoventi giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

ART. 5.

(Disposizioni finanziarie).

1. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 1, ad eccezione dei commi 17 e 26, pari a lire 27.000 milioni per l'anno 1998, a lire 32.600 milioni per l'anno 1999 ed a lire 178.800 milioni per l'anno 2000, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di conto capitale « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 1998, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero dell'ambiente.

2. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 1, comma 26, pari a lire 1.800 milioni per ciascuno degli anni 1999 e 2000, dell'articolo 2, pari a lire 8.450 milioni per l'anno 1998, a lire 10.850 milioni per l'anno 1999 e a lire 12.350 milioni a decorrere dall'anno 2000, dell'articolo 3, pari a lire 650 milioni per l'anno 1998, a lire 200 milioni per l'anno 1999 e a lire 15.300 milioni per l'anno 2000, e dell'articolo 4, commi 17 e 18, pari a lire 465 milioni annue a decorrere dall'anno 1998, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 1998, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero dell'ambiente.

3. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 4, comma 19, pari a lire 5.400 milioni per l'anno 1999 e a lire 10.800 milioni a decorrere dall'anno 2000, si provvede mediante utilizzo delle proiezioni dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di conto capitale « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 1998, allo scopo parzialmente utilizzando per ciascun accantonamento relativo al Ministero dell'ambiente, al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato e al Ministero dei trasporti e della navigazione la somma di lire 1.800 milioni per l'anno 1999 e di lire 3.600 milioni per l'anno 2000.

4. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 dicembre 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione

MANCINO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
RONCHI, *Ministro dell'ambiente*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4792):

Presentato dal Ministro dell'ambiente (RONCHI) il 17 aprile 1998.
Assegnato alla VIII commissione (Ambiente), in sede referente, il 30 aprile 1998, con pareri delle commissioni I, III, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XIII e XIV.
Esaminato dalla VIII commissione il 14, 19, 28 maggio 1998; il 9, 17, 18, 24 giugno 1998; l'8 e 9 luglio 1998.
Esaminato in aula il 21 e 24 luglio 1998 e approvato il 29 luglio 1998.

Senato della Repubblica (atto n. 3499):

Assegnato alla 13ª commissione (Territorio), in sede deliberante, il 15 settembre 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 3ª, 4ª, 5ª, 6ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª, 11ª, 12ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.
Esaminato dalla 13ª commissione il 16, 17, 22, 23 settembre 1998 e approvato, con modificazioni, il 24 settembre 1998.

Camera dei deputati (atto n. 4792/*B*):

Assegnato alla VIII commissione (Ambiente), in sede referente, il 29 settembre 1998, con pareri delle commissioni I, II, V, X, XI, XIII e XIV.
Esaminato dalla VIII commissione il 29 e 30 settembre 1998.
Esaminato in aula il 1° ottobre 1998 ed approvato il 2 dicembre 1998.

AVVERTENZA:

In supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - del 15 gennaio 1999 si procederà alla ripubblicazione del testo della presente legge corredato delle relative note, ai sensi dell'art. 8, comma 3, del regolamento di esecuzione del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sulla emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

98G0480

DECRETO LEGISLATIVO 9 novembre 1998, n. **427.**

Attuazione della direttiva 94/47/CE concernente la tutela dell'acquirente per taluni aspetti dei contratti relativi all'acquisizione di un diritto di godimento a tempo parziale di beni immobili.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 76 e 87 della Costituzione;

Vista la legge 24 aprile 1998, n. 128, ed in particolare l'articolo 41;

Vista la direttiva 94/47/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 26 ottobre 1994, concernente la tutela dell'acquirente per taluni aspetti dei contratti relativi all'acquisizione di un diritto di godimento a tempo parziale di beni immobili;

Visto l'articolo 14 della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Vista la preliminare deliberazione del Consiglio dei Ministri adottata nella riunione del 22 maggio 1998;

Acquisiti i pareri delle competenti commissioni della Camera dei deputati e del Senato della Repubblica;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 5 novembre 1998;

Sulla proposta dei Ministri per le politiche comunitarie, di grazia e giustizia e dell'industria, del commercio e dell'artigianato, di concerto con i Ministri degli affari esteri e del tesoro, del bilancio e della programmazione economica;

E M A N A
il seguente decreto legislativo:

Art. 1.
Definizioni

1. Ai fini del presente decreto si intende per:

a) «contratto»: uno o più contratti della durata di almeno tre anni con i quali, verso pagamento di un prezzo globale, si costituisce, si trasferisce o si promette di costituire o trasferire, direttamente o indirettamente, un diritto reale ovvero un altro diritto avente ad oggetto il godimento su uno o più beni immobili, per un periodo determinato o determinabile dell'anno non inferiore ad una settimana;

b) «venditore»: la persona fisica o giuridica che, nell'ambito della sua attività professionale, costituisce, trasferisce o promette di costituire o di trasferire il diritto oggetto del contratto; al venditore è equiparato ai fini dell'applicazione del presente decreto colui che, a qualsiasi titolo, promuove la costituzione, il trasferimento o la promessa di trasferimento del diritto oggetto del contratto;

c) «acquirente»: la persona fisica, che non agisce nell'ambito della sua attività professionale, in favore della quale si costituisce, si trasferisce o si promette di costituire o di trasferire il diritto oggetto del contratto;

d) «bene immobile»: un immobile, o parte di esso, per uso di abitazione anche turistico-ricettivo, su cui verte il diritto oggetto del contratto.

Art. 2.
Documento informativo

1. Il venditore è tenuto a consegnare ad ogni persona che richiede informazioni sul bene immobile un documento informativo in cui sono indicati con precisione i seguenti elementi:

a) il diritto oggetto del contratto, con specificazione della natura e delle condizioni di esercizio di tale diritto nello Stato in cui è situato l'immobile; se tali ultime condizioni sono soddisfatte o, in caso contrario, quali occorre soddisfare;

b) l'identità ed il domicilio del venditore, con specificazione della sua qualità giuridica, l'identità ed il domicilio del proprietario;

c) se l'immobile è determinato:

1) la descrizione dell'immobile e la sua ubicazione;

2) gli estremi della concessione edilizia e delle leggi regionali che regolano l'uso dell'immobile con destinazione turistico-ricettiva e, per gli immobili situati all'estero, gli estremi degli atti che garantiscano la loro conformità alle prescrizioni vigenti in materia;

d) se l'immobile è in costruzione:

1) gli estremi della concessione edilizia e delle leggi regionali che regolano l'uso dell'immobile con destinazione turistico-ricettiva e, per gli immobili situati all'estero, gli estremi degli atti che garantiscano la loro conformità alle prescrizioni vigenti in materia nonché lo stato di avanzamento dei lavori di costruzione dell'immobile e la data entro la quale è prevedibile il completamento degli stessi;

2) lo stato di avanzamento dei lavori relativi ai servizi, quali il collegamento alla rete di distribuzione di gas, elettricità, acqua e telefono;

3) in caso di mancato completamento dell'immobile, le garanzie relative al rimborso dei pagamenti già effettuati e le modalità di applicazione di queste garanzie;

e) i servizi comuni ai quali l'acquirente ha o avrà accesso, quali luce, acqua, manutenzione, raccolta di rifiuti, e le relative condizioni di utilizzazione;

f) le strutture comuni alle quali l'acquirente ha o avrà accesso, quali piscina, sauna, ed altre, e le relative condizioni di utilizzazione;

g) le norme applicabili in materia di manutenzione e riparazione dell'immobile, nonché in materia di amministrazione e gestione dello stesso;

h) il prezzo che l'acquirente dovrà versare per l'esercizio del diritto oggetto del contratto; la stima dell'importo delle spese, a carico dell'acquirente, per l'utilizzazione dei servizi e delle strutture comuni e la base di calcolo dell'importo degli oneri connessi all'occupazione dell'immobile da parte dell'acquirente, delle tasse e imposte, delle spese amministrative accessorie per la gestione, la manutenzione e la riparazione, nonché le eventuali spese di trascrizione del contratto;

i) informazioni circa il diritto di recesso dal contratto con l'indicazione degli elementi identificativi della persona alla quale deve essere comunicato il recesso stesso, precisando le modalità della comunicazione e l'importo delle spese che l'acquirente in caso di recesso è tenuto a rimborsare; informazioni circa le modalità per risolvere il contratto di concessione di credito connesso al contratto, in caso di recesso;

l) le modalità per ottenere ulteriori informazioni.

2. Le disposizioni di cui al comma 1 si applicano anche quando il venditore offre al pubblico un diritto che attribuisce il godimento su uno o più beni immobili sulla base di liste, elenchi, cataloghi o altre forme di comunicazione. In questo caso il documento informativo deve essere consegnato per ciascuno dei beni immobili oggetto dell'offerta.

3. Il venditore non può apportare modifiche agli elementi del documento di cui al comma 1, a meno che le stesse non siano dovute a circostanze indipendenti dalla sua volontà; in tal caso le modifiche devono essere comunicate alla parte interessata prima della conclusione del contratto ed inserite nello stesso. Tuttavia, dopo la consegna del documento informativo, le parti possono accordarsi per modificare il documento stesso.

4. Il documento di cui al comma 1 deve essere redatto nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro in cui risiede la persona interessata oppure, a scelta di quest'ultima, nella lingua o in una delle lingue dello Stato di cui la persona stessa è cittadina, purché si tratti di lingue ufficiali dell'Unione europea.

Art. 3.

Requisiti del contratto

1. Il contratto deve essere redatto per iscritto a pena di nullità; esso è redatto nella lingua italiana e tradotto nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro in cui risiede l'acquirente oppure, a scelta di quest'ultimo, nella lingua o in una delle lingue dello Stato di cui egli è cittadino, purché si tratti di lingue ufficiali dell'Unione europea.

2. Il contratto contiene, oltre a tutti gli elementi di cui all'articolo 2, comma 1, lettere da *a)* a *i),* i seguenti ulteriori elementi:

a) l'identità ed il domicilio dell'acquirente;

b) il periodo di tempo durante il quale può essere esercitato il diritto oggetto del contratto e la data a partire dalla quale l'acquirente può esercitare tale diritto;

c) la previsione di una clausola in cui si afferma che l'acquisto non comporta per l'acquirente altri oneri, obblighi o spese diversi da quelli stabiliti nel contratto;

d) la possibilità o meno di partecipare ad un sistema di scambio ovvero di vendita del diritto oggetto del contratto, nonché i costi eventuali qualora il sistema di scambio ovvero di vendita sia organizzato dal venditore o da un terzo da questi designato nel contratto;

e) la data ed il luogo in cui il contratto è firmato da ciascuna delle parti.

3. Il venditore deve fornire all'acquirente la traduzione del contratto nella lingua dello Stato membro in cui è situato il bene immobile, purché si tratti di una delle lingue ufficiali dell'Unione europea.

Art. 4.

Obblighi specifici del venditore

1. Il venditore utilizza il termine «multiproprietà» nel documento informativo, nel contratto e nella pubblicità commerciale relativa al bene immobile soltanto quando il diritto oggetto del contratto è un diritto reale.

2. La pubblicità commerciale relativa al bene immobile deve fare riferimento alla possibilità di ottenere il documento informativo, indicando il luogo in cui lo stesso viene consegnato.

Art. 5.

Diritto di recesso

1. Entro dieci giorni dalla conclusione del contratto l'acquirente può recedere dallo stesso senza indicare le ragioni del recesso. In tale caso l'acquirente non è tenuto a pagare alcuna penalità e deve rimborsare al venditore solo le spese sostenute e documentate per la

conclusione del contratto e di cui è fatta menzione nello stesso, purché si tratti di spese relative ad atti da espletare tassativamente prima dello scadere del periodo di recesso.

2. Se il contratto non contiene uno degli elementi di cui all'articolo 2, comma 1, lettere *a), b), c), d),* n. 1), *h), i),* ed all'articolo 3, comma 2, lettere *b)* e *d),* e non contiene la data di cui all'articolo 3, comma 2, lettera *e),* l'acquirente può recedere dallo stesso entro tre mesi dalla conclusione. In tale caso l'acquirente non è tenuto ad alcuna penalità né ad alcun rimborso.

3. Se entro tre mesi dalla conclusione del contratto sono comunicati gli elementi di cui al comma 2, l'acquirente può esercitare il diritto di recesso alle condizioni di cui al comma 1, ed il termine di dieci giorni decorre dalla data di ricezione della comunicazione degli elementi stessi.

4. Se l'acquirente non esercita il diritto di recesso di cui al comma 2 ed il venditore non effettua la comunicazione di cui al comma 3, l'acquirente può esercitare il diritto di recesso alle condizioni di cui al comma 1, ed il termine di dieci giorni decorre dal giorno successivo alla scadenza dei tre mesi dalla conclusione del contratto.

5. Il diritto di recesso si esercita dandone comunicazione alla persona indicata nel contratto e, in mancanza, al venditore. La comunicazione deve essere sottoscritta dall'acquirente e deve essere inviata mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine previsto. Essà può essere inviata, entro lo stesso termine, anche mediante telegramma, telex e fac-simile, a condizione che sia confermata con lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro le 48 ore successive.

Art. 6.

Divieto di acconti

1. È fatto divieto al venditore di esigere o ricevere dall'acquirente il versamento di somme di danaro a titolo di anticipo, di acconto o di caparra, fino alla scadenza dei termini concessi per l'esercizio del diritto di recesso di cui all'articolo 5.

Art. 7.

Obbligo della fidejussione

1. Il venditore è obbligato a prestare fidejussione bancaria o assicurativa a garanzia dell'ultimazione dei lavori di costruzione del bene immobile. Della fidejussione deve farsi menzione nel contratto, a pena di nullità.

2. La garanzia di cui al comma 1 non può imporre all'acquirente la preventiva escussione del venditore.

Art. 8.

Risoluzione del contratto di concessione di credito

1. Il contratto di concessione di credito erogato dal venditore o da un terzo in base ad un accordo tra questi ed il venditore, sottoscritto dall'acquirente per il pagamento del prezzo o di una parte di esso, si risolve di diritto, senza il pagamento di alcuna penale, qualora l'acquirente abbia esercitato il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 5.

Art. 9.

Nullità di clausole contrattuali o patti aggiunti

1. Sono nulli le clausole contrattuali o i patti aggiunti di rinuncia dell'acquirente ai diritti previsti dal presente decreto legislativo o di limitazione delle responsabilità previste a carico del venditore.

Art. 10.

Competenza territoriale inderogabile

1. Per le controversie derivanti dall'applicazione del presente decreto legislativo la competenza territoriale inderogabile è del giudice del luogo di residenza o di domicilio dell'acquirente, se ubicati nel territorio dello Stato.

Art. 11.

Diritti dell'acquirente nel caso di applicazione di legge straniera

1. Ove le parti abbiano scelto di applicare al contratto una legislazione diversa da quella italiana, all'acquirente devono comunque essere riconosciute le condizioni di tutela previste dal presente decreto legislativo allorquando l'immobile oggetto del contratto sia situato nel territorio dello Stato.

Art. 12.

Sanzioni

1. Salvo che il fatto costituisca reato, il venditore che contravviene alle norme di cui agli articoli 2, comma 1, lettere *d),* n. 2) e n. 3, *e), f), g),* 3, comma 3, 4 e 6 è punito con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire un milione a lire sei milioni.

2. Si applica la sanzione amministrativa accessoria della sospensione dall'esercizio dell'attività da quindici giorni a tre mesi al venditore che abbia commesso una ripetuta violazione delle disposizioni di cui al comma 1.

3. Ai fini dell'accertamento dell'infrazione e dell'applicazione della sanzione si applica l'articolo 11, comma 3, del decreto legislativo 15 gennaio 1992, n. 50.

Art. 13.

Entrata in vigore

1. Il presente decreto legislativo entra in vigore sessanta giorni dopo la sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 novembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

LETTA, *Ministro per le politiche comunitarie*

DILIBERTO, *Ministro di grazia e giustizia*

BERSANI, *Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

CIAMPI, *Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, de testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Per le direttive CEE vengono forniti gli estremi di pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunita europee (GUCE).

Note alle premesse:

— L'art. 76 della Costituzione stabilisce che l'esercizio della funzione legislativa non può essere delegato al Governo se non con determinazione di principi e criteri direttivi e soltanto per tempo limitato e per oggetti definiti.

— L'art. 87 della Costituzione conferisce, tra l'altro, al Presidente della Repubblica, il potere di promulgare le leggi e di emanare i decreti aventi valore di legge ed i regolamenti.

— La legge 24 aprile 1998, n. 128, reca: «Disposizioni per l'adempimento di obblighi derivanti dall'appartenenza dell'Italia alle Comunità europee» (legge comunitaria 1995-1997). L'art. 41 così recita:

«Art. 41 *(Tutela dell'acquirente per taluni aspetti dei contratti di godimento a tempo parziale dei beni immobili: criteri di delega).* — 1. L'attuazione della direttiva 94/47/CE del Consiglio si informa ai seguenti principi e criteri direttivi:

a) prevedere che il venditore sia tenuto a consegnare ad ogni soggetto interessato un documento, con le caratteristiche di cui all'art. 3 della direttiva, redatto nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro di residenza dell'acquirente, ovvero, a scelta di quest'ultimo, nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro di cui lo stesso è cittadino, purché si tratti di una lingua ufficiale dell'Unione europea, nonché una traduzione conforme del contratto nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro in cui è situato il bene immobile, purché si tratti di una delle lingue ufficiali dell'Unione europea;

b) prevedere che il contratto di acquisto del diritto di godimento sul bene immobile sia redatto per iscritto nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro in cui risiede l'acquirente, oppure, a scelta di quest'ultimo, nella lingua o in una delle lingue dello Stato membro di cui lo stesso è cittadino, purché si tratti di una delle lingue ufficiali dell'Unione europea, e che debba contenere gli elementi di cui all'allegato della direttiva;

c) prevedere che l'acquirente eserciti il diritto di recesso, alle condizioni e nei casi stabiliti dall'art. 5 della direttiva, senza sottoposizione ad alcuna penalità;

d) prevedere la risoluzione di diritto dell'eventuale contratto di concessione di credito, erogato dal venditore, o dal terzo in base ad un accordo tra questi ed il venditore, qualora sia esercitato il diritto di recesso di cui alla lettera *c);*

e) prevedere l'inefficacia di ogni clausola contrattuale o patto aggiunto di rinuncia dell'acquirente ai diritti previsti dal decreto legislativo o di esonero del venditore dalle responsabilità nello stesso previste;

f) prevedere, salvo quanto stabilito dalla lettera *e),* i casi di nullità dei contratti stipulati in violazione delle norme del decreto legislativo ed un corrispondente sistema sanzionatorio per l'operatore commerciale;

g) prevedere l'obbligatorietà per il venditore di fornire garanzie fidejussorie, bancarie o assicurative, a favore degli acquirenti.

2. Il legislatore delegato dovrà prevedere, per tutte le controversie derivanti dall'applicazione delle norme dettate dal decreto legislativo, la competenza territoriale inderogabile del giudice del luogo di residenza o di domicilio dell'acquirente, se ubicati nel territorio dello Stato».

— La direttiva 94/47/CE è pubblicata in GUCE n. L 280/83 del 29 ottobre 1994.

— La legge del 23 agosto 1988, n. 400, disciplina l'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri. L'art. 14 così recita:

«Art. 14 *(Decreti legislativi).* — 1. I decreti legislativi adottati dal Governo ai sensi dell'art. 76 della Costituzione sono emanati dal Presidente della Repubblica con la denominazione di "decreto legislativo" e con l'indicazione, nel preambolo, della legge di delegazione, della deliberazione del Consiglio dei Ministri e degli altri adempimenti del procedimento prescritti dalla legge di delegazione.

2. L'emanazione del decreto legislativo deve avvenire entro il termine fissato dalla legge di delegazione; il testo del decreto legislativo adottato dal Governo è trasmesso al Presidente della Repubblica, per la emanazione, almeno venti giorni prima della scadenza.

3. Se la delega legislativa si riferisce ad una pluralità di oggetti distinti suscettibili di separata disciplina, il Governo può esercitarla mediante più atti successivi per uno o più degli oggetti predetti. In relazione al termine finale stabilito dalla legge di delegazione, il Governo informa periodicamente le Camere sui criteri che segue nell'organizzazione dell'esercizio della delega.

4. In ogni caso, qualora il termine previsto per l'esercizio della delega ecceda i due anni, il Governo è tenuto a richiedere il parere delle Camere sugli schemi dei decreti delegati. Il parere è espresso dalle commissioni permanenti delle due Camere competenti per materia entro sessanta giorni, indicando specificamente le eventuali disposizioni non ritenute corrispondenti alle direttive della legge di delegazione. Il Governo, nei trenta giorni successivi, esaminato il parere, ritrasmette, con le sue osservazioni e con eventuali modificazioni, i testi alle commissioni per il parere definitivo che deve essere espresso entro trenta giorni».

Nota all'art. 12:

— Il decreto legislativo 15 gennaio 1992, n. 50, reca: «Attuazione della direttiva n. 85/577/CEE in materia di contratti negoziati fuori dei locali commerciali». L'art. 11, comma 3, così recita:

«3. Le sanzioni sono applicate ai sensi della legge 24 novembre 1981, n. 689. Fermo restando quanto previsto in ordine ai poteri di accertamento degli ufficiali e degli agenti di polizia giudiziaria dell'art. 13 della predetta legge 24 novembre 1981, n. 689, all'accertamento delle violazioni provvedono, di ufficio o su denunzia, gli organi di polizia amministrativa. Il rapporto previsto dall'art. 17 della legge 24 novembre 1981, n. 689, è presentato all'ufficio provinciale dell'industria, del commercio e dell'artigianato della provincia in cui vi è la residenza o la sede legale dell'operatore commerciale».

98G0477

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 ottobre 1998, n. **428.**

Regolamento recante norme per la gestione del protocollo informatico da parte delle amministrazioni pubbliche.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'articolo 87 della Costituzione;

Visto il regio decreto 27 maggio 1875, n. 2552;

Visto il regio decreto 25 gennaio 1900, n. 35;

Vista la legge 7 agosto 1990, n. 241;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto legislativo 12 febbraio 1993, n. 39;

Vista la legge 15 marzo 1997, n. 59;

Visto l'articolo 17, comma 1, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Sentita l'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione;

Consultato il Garante per la protezione dei dati personali;

Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso dalla Sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza de 14 settembre 1998;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 16 ottobre 1998;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri e del Ministro per la funzione pubblica e gli affari regionali;

E M A N A

il seguente regolamento:

Sezione prima

DISPOSIZIONI SUL PROTOCOLLO INFORMATICO

Art. 1.

Definizioni

1. Ai fini del presente regolamento s'intende:

a) per «amministrazioni», le pubbliche amministrazioni indicate dall'articolo 1, comma 2, del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

b) per «gestione dei documenti», l'insieme delle attività finalizzate alla registrazione di protocollo e alla classificazione, organizzazione, assegnazione e reperimento dei documenti amministrativi (o, in forma abbreviata, «documenti»), formati o acquisiti dalle amministrazioni, nell'ambito del sistema di classificazione d'archivio adottato;

c) per «sistema di protocollo informatico» o, in forma abbreviata, «sistema», l'insieme delle risorse di calcolo, degli apparati, delle reti di comunicazione e delle procedure informatiche utilizzati dalle amministrazioni per la gestione dei documenti;

d) per «segnatura di protocollo» l'apposizione o l'associazione, all'originale del documento, in forma permanente e non modificabile, delle informazioni riguardanti il documento stesso.

Art. 2.

Gestione dei documenti con sistemi informativi automatizzati

1. La gestione dei documenti è effettuata mediante sistemi informativi automatizzati.

2. Ciascuna amministrazione individua, nell'ambito del proprio ordinamento, gli uffici da considerare ai fini della gestione unica o coordinata dei documenti per grandi aree organizzative omogenee, assicurando criteri uniformi di classificazione e archiviazione, nonché di comunicazione interna tra le aree stesse.

3. In sede di prima applicazione le amministrazioni centrali dello Stato provvedono alla gestione informatica dei documenti presso gli uffici di registrazione di protocollo già esistenti presso le direzioni generali e le grandi ripartizioni che a queste corrispondono, i dipartimenti, gli uffici centrali di bilancio, le segreterie di gabinetto.

Art. 3.

Requisiti del sistema di protocollo informatico

1. Il sistema di protocollo informatico deve:

a) garantire la sicurezza e l'integrità dei dati;

b) garantire la corretta e puntuale registrazione di protocollo dei documenti in entrata e in uscita;

c) fornire informazioni sul collegamento esistente tra ciascun documento ricevuto dall'amministrazione e i documenti dalla stessa formati nell'adozione dei provvedimenti finali;

d) consentire il reperimento delle informazioni riguardanti i documenti registrati;

e) consentire, in condizioni di sicurezza, l'accesso alle informazioni da parte dei soggetti interessati, nel rispetto delle disposizioni della legge 31 dicembre 1996, n. 675, in materia di tutela delle persone e di altri soggetti rispetto al trattamento dei dati personali;

f) garantire la corretta organizzazione dei documenti nell'ambito del sistema di classificazione d'archivio adottato.

Art. 4.

Registrazione di protocollo

1. La registrazione di protocollo per ogni documento ricevuto o spedito dalle pubbliche amministrazioni è effettuata mediante la memorizzazione in un archivio informatico delle seguenti informazioni:

a) numero di protocollo del documento generato automaticamente dal sistema e registrato in forma non modificabile;

b) data di registrazione di protocollo assegnata automaticamente dal sistema e registrata in forma non modificabile;

c) mittente per i documenti ricevuti o, in alternativa, il destinatario o i destinatari per i documenti spediti, registrati in forma non modificabile;

d) oggetto del documento, registrato in forma non modificabile;

e) data e protocollo del documento ricevuto, se disponibili;

f) l'impronta del documento informatico, se trasmesso per via telematica, costituita dalla sequenza di simboli binari in grado di identificarne univocamente il contenuto, registrata in forma non modificabile.

2. Il sistema deve consentire la produzione del registro giornaliero di protocollo, costituito dall'elenco delle informazioni inserite con l'operazione di registrazione di protocollo nell'arco di uno stesso giorno.

3. L'assegnazione delle informazioni nelle operazioni di registrazione di protocollo è effettuata dal sistema in unica soluzione, con esclusione di interventi intermedi, anche indiretti, da parte dell'operatore, garantendo la completezza dell'intera operazione di modifica o registrazione dei dati.

4. Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, su proposta dell'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione di concerto con il Ministro per la funzione pubblica, da adottare entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore del presente regolamento, sono specificate le regole tecniche, i criteri e le specifiche delle informazioni previste nelle operazioni di registrazione di protocollo.

5. Sono esclusi dalla registrazione di protocollo: gazzette ufficiali, bollettini ufficiali e notiziari della pubblica amministrazione, note di ricezione delle circolari e altre disposizioni, materiali statistici, atti preparatori interni, giornali, riviste, libri, opuscoli, depliant, materiali pubblicitari, inviti a manifestazioni e tutti i documenti già soggetti a registrazione particolare dell'amministrazione.

Art. 5.

Informazioni annullate o modificate

1. Le informazioni annullate, in conformità alle disposizioni del presente regolamento, devono rimanere memorizzate nella base di dati per essere sottoposte alle elaborazioni previste dalla procedura. La procedura per indicare l'annullamento riporta, secondo i casi, una dicitura o un segno in posizione sempre visibile e tale, comunque, da consentire la lettura di tutte le informazioni originarie, poi annullate, unitamente alla data, all'identificativo dell'operatore ed agli estremi del provvedimento d'autorizzazione.

2. Le informazioni non modificabili sono annullabili con la procedura del comma 1 del presente articolo.

Art. 6.

Segnatura di protocollo

1. Le informazioni da apporre od associare ad ogni documento attraverso l'operazione di segnatura di protocollo consentono di individuare ciascun documento in modo inequivocabile. Le informazioni minime previste sono:

a) il progressivo di protocollo, secondo il formato disciplinato all'articolo 8;

b) la data di protocollo;

c) l'identificazione in forma sintetica dell'amministrazione o dell'area organizzativa individuata ai sensi dell'articolo 2, comma 2, del presente regolamento.

2. L'operazione di segnatura di protocollo va effettuata contemporaneamente all'operazione di registrazione di protocollo.

3. L'operazione di segnatura di protocollo può includere il codice identificativo dell'ufficio cui il documento è assegnato o il codice dell'ufficio che ha prodotto il documento, l'indice di classificazione del documento e ogni altra informazione utile o necessaria, qualora tali informazioni siano disponibili già al momento della registrazione di protocollo.

4. Quando il documento è indirizzato ad altre amministrazioni ed è formato e trasmesso con strumenti informatici, la segnatura di protocollo può includere tutte le informazioni registrate sul documento. L'amministrazione che riceve il documento informatico può utilizzare tali informazioni per automatizzare le operazioni di registrazione di protocollo del documento ricevuto.

5. Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, su proposta dell'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione di concerto con il Ministro per la funzione pubblica, da emanare entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore del presente regolamento, sono stabiliti il formato e la struttura delle informazioni associate al documento informatico ai sensi del comma 4.

Art. 7.

Operazioni ed informazioni minime

1. Le operazioni di registrazione indicate all'articolo 4 e le operazioni di segnatura di protocollo di cui all'articolo 6 del presente regolamento nonché le operazioni di classificazione costituiscono operazioni necessarie e sufficienti per la tenuta del protocollo informatico da parte delle pubbliche amministrazioni.

Art. 8.

Formato del progressivo di protocollo

1. Il progressivo di protocollo è un numero ordinale costituito da sette cifre numeriche. La numerazione è rinnovata ogni anno solare.

2. Il progressivo di protocollo, apposto o associato al documento mediante l'operazione di segnatura di protocollo, può essere composto da un numero di cifre inferiore a sette. In tal caso il numero ordinale progressivo si ottiene anteponendo al numero specificato nella segnatura una successione di simboli zero.

Sezione seconda

ACCESSO ALLE INFORMAZIONI

Art. 9.

Funzioni di accesso alle informazioni

1. L'accesso ai dati da parte degli utenti appartenenti all'amministrazione, nonché la ricerca, la visualizzazione e la stampa di tutte le informazioni relative alla gestione dei documenti sono disciplinati dai criteri di abilitazione stabiliti dal responsabile della tenuta del protocollo.

2. La ricerca delle informazioni è effettuata secondo criteri di selezione basati su tutti i tipi di informazioni registrate. I criteri di selezione possono essere costituiti da espressioni semplici o da combinazioni di espressioni legate tra loro per mezzo di operatori logici. Per le informazioni costituite da testi deve essere possibile la specificazione delle condizioni di ricerca sulle singole parole o parti di parole contenute nel testo.

3. Il sistema deve offrire la possibilità di elaborazioni statistiche sulle informazioni registrate allo scopo di favorire le attività di controllo interno di gestione.

Art. 10.

Accesso esterno

1. Per l'esercizio del diritto di accesso ai documenti, di cui al capo V della legge 7 agosto 1990, n. 241, possono essere utilizzate tutte le informazioni del protocollo informatico anche mediante l'impiego di procedure applicative operanti al di fuori del sistema e strumenti che consentono l'acquisizione diretta delle informazioni da parte dell'interessato.

2. A tal fine le pubbliche amministrazioni determinano, nel rispetto delle disposizioni di cui alla legge 31 dicembre 1996, n. 675, e successive modifiche ed integrazioni, e nell'ambito delle misure organizzative previste dall'articolo 22, comma 3, della legge 8 agosto 1990, n. 241, i criteri tecnici ed organizzativi per l'impiego, anche per via telematica, del sistema di protocollo informatico per il reperimento, la visualizzazione e la stampa delle informazioni.

3. Nel caso di accesso effettuato mediante strumenti che consentono l'acquisizione diretta delle informazioni da parte dell'interessato, le misure organizzative e le norme tecniche indicate al comma 2 determinano, altresì, le modalità di identificazione del soggetto anche mediante l'impiego di strumenti informatici per la firma digitale del documento informatico, come disciplinati dall'articolo 15, comma 2, della legge 15 marzo 1997, n. 59, dal decreto del Presidente della Repubblica 10 novembre 1997, n. 513, e dai relativi regolamenti di attuazione.

4. Nel caso di accesso effettuato da soggetti non appartenenti alla pubblica amministrazione possono utilizzarsi le funzioni di ricerca e di visualizzazione delle informazioni messe a disposizione — anche per via telematica — attraverso gli uffici relazioni col pubblico di cui all'articolo 12 del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29.

Art. 11.

Accesso effettuato dalle pubbliche amministrazioni

1. Le pubbliche amministrazioni che, mediante proprie applicazioni informatiche, accedono al sistema di protocollo informatico dell'area organizzativa omogenea di cui al comma 2 dell'articolo 2, adottano le modalità di interconnessione stabilite nell'ambito delle norme e dei criteri tecnici emanati per la realizzazione della rete unitaria delle pubbliche amministrazioni.

2. Le pubbliche amministrazioni che accedono ai sistemi di protocollo informatico attraverso la rete unitaria delle pubbliche amministrazioni utilizzano funzioni minime e comuni di accesso per ottenere le seguenti informazioni:

a) numero e data di registrazione di protocollo dei documenti, ottenuti attraverso l'indicazione alternativa o congiunta dell'oggetto, della data di spedizione, del mittente, del destinatario;

b) numero e data di registrazione di protocollo del documento ricevuto, ottenuti attraverso l'indicazione della data e del numero di protocollo attribuiti dall'amministrazione al documento spedito.

3. Le funzioni minime di accesso di cui al comma 1 sono fornite dalla pubblica amministrazione che gestisce il sistema di protocollo informatico.

4. Ai fini del presente articolo, le pubbliche amministrazioni provvedono autonomamente, con riferimento al proprio ordinamento e sulla base delle indicazioni fornite dall'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione, alla determinazione dei criteri tecnici ed organizzativi per l'accesso alle informazioni del protocollo informatico.

Sezione terza

ARCHIVIAZIONE E CONSERVAZIONE DELLE REGISTRAZIONI

Art. 12.

Servizio per la tenuta del protocollo informatico della gestione dei flussi documentali e degli archivi

1. Ciascuna amministrazione istituisce un servizio per la tenuta del protocollo informatico, della gestione

dei flussi documentali e degli archivi in ciascuna delle grandi aree organizzative omogenee individuate ai sensi dell'articolo 2 del presente regolamento. Il servizio è posto alle dirette dipendenze della stessa area organizzativa omogenea.

2. Al servizio è preposto un dirigente ovvero un funzionario, comunque in possesso di idonei requisiti professionali o di professionalità tecnico archivistica acquisita a seguito di processi di formazione definiti secondo le procedure prescritte dalla disciplina vigente.

3. Il servizio svolge i seguenti compiti:

a) attribuisce il livello di autorizzazione per l'accesso alle funzioni della procedura, distinguendo tra abilitazioni alla consultazione e abilitazioni all'inserimento e alla modifica delle informazioni;

b) garantisce che le operazioni di registrazione e di segnatura di protocollo si svolgano nel rispetto delle disposizioni del presente regolamento;

c) garantisce la corretta produzione e la conservazione del registro giornaliero di protocollo di cui all'articolo 4;

d) cura che le funzionalità del sistema in caso di guasti o anomalie siano ripristinate entro 24 ore dal blocco delle attività e, comunque, nel più breve tempo possibile;

e) conserva le copie di cui agli articoli 13 e 14, in luoghi sicuri e differenti;

f) garantisce il buon funzionamento degli strumenti e dell'organizzazione delle attività di registrazione di protocollo, di gestione dei documenti e dei flussi documentali, incluse le funzionalità di accesso di cui agli articoli 10 e 11 e le attività di gestione degli archivi di cui agli articoli 18, 19 e 20;

g) autorizza le operazioni di annullamento di cui all'articolo 5;

h) vigila sull'osservanza delle disposizioni del presente regolamento da parte del personale autorizzato e degli incaricati.

Art. 13.

Procedure di salvataggio e archiviazione dei dati

1. Il responsabile per la tenuta del protocollo informatico dispone per la corretta esecuzione delle operazioni di salvataggio dei dati su supporto informatico rimovibile.

2. È consentito il trasferimento su supporto informatico rimovibile delle informazioni di protocollo relative ai fascicoli che fanno riferimento a procedimenti conclusi.

3. Le informazioni trasferite sono sempre consultabili. A tal fine, il responsabile per la tenuta del protocollo informatico dispone, in relazione all'evoluzione delle conoscenze scientifiche e tecnologiche, con cadenza almeno quinquennale, la riproduzione delle informazioni del protocollo informatico su nuovi supporti informatici.

4. Le informazioni del protocollo informatico costituiscono parte integrante del sistema di indicizzazione e di organizzazione dei documenti che sono oggetto di procedure di archiviazione ottica sostitutiva.

Art. 14.

Registro di emergenza

1. Il responsabile del servizio per la tenuta del protocollo informatico, della gestione dei flussi documentali e degli archivi autorizza lo svolgimento manuale delle operazioni di registrazione di protocollo su un registro di emergenza, ogni qualvolta per cause tecniche non sia possibile utilizzare la procedura informatica. Sul registro di emergenza sono riportate la causa, la data e l'ora di inizio dell'interruzione nonché la data e l'ora del ripristino della funzionalità del sistema.

2. Qualora l'impossibilità di utilizzare la procedura informatica si prolunghi oltre ventiquattro ore, per cause di eccezionale gravità, il responsabile per la tenuta del protocollo può autorizzare l'uso del registro di emergenza per periodi successivi di non più di una settimana. Sul registro di emergenza vanno riportati gli estremi del provvedimento di autorizzazione.

3. Per ogni giornata di registrazione manuale è riportato sul registro di emergenza il numero totale di operazioni registrate manualmente.

4. Il primo documento protocollato manualmente per l'impossibilità di utilizzare la procedura informatica acquisisce il numero di protocollo successivo all'ultimo generato automaticamente. La numerazione del protocollo riprende, al ripristino delle funzionalità del sistema informatico, dal numero successivo a l'ultimo registrato manualmente.

5. Le informazioni relative ai documenti protocollati manualmente sono inserite nel sistema informatico, utilizzando un'apposita funzione di recupero dei dati, entro cinque giorni dal ripristino delle funzionalità del sistema.

Sezione quarta

DISPOSIZIONI SULLA GESTIONE DEI FLUSSI DOCUMENTALI

Art. 15.

Gestione dei flussi documentali

1. La gestione dei flussi documentali è finalizzata al miglioramento dei servizi e al potenziamento dei supporti conoscitivi delle amministrazioni secondo i criteri di economicità, di efficacia dell'azione amministrativa e di pubblicità stabiliti dalla legge.

2. Le pubbliche amministrazioni adottano sistemi per la gestione dei procedimenti amministrativi mediante sistemi informativi automatizzati, valutando i relativi progetti in termini di rapporto tra costi e benefici, sulla base delle indicazioni fornite dall'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione.

3. Il sistema per la gestione dei flussi documentali include il sistema di protocollo informatico.

4. Le amministrazioni determinano autonomamente e in modo coordinato per le aree organizzative omogenee, le modalità di attribuzione dei documenti ai fascicoli che li contengono e ai relativi procedimenti, definendo adeguati piani di classificazione d'archivio per tutti i documenti, compresi quelli non soggetti a registrazione di protocollo.

Art. 16.

Requisiti del sistema per la gestione dei flussi documentali

1. Oltre ai requisiti indicati all'articolo 3, il sistema per la gestione dei flussi documentali deve:

a) fornire informazioni sul legame esistente tra ciascun documento registrato, il fascicolo ed il singolo procedimento cui esso è associato;

b) consentire il rapido reperimento delle informazioni riguardanti i fascicoli, il procedimento ed il relativo responsabile, nonché la gestione delle fasi del procedimento;

c) fornire informazioni statistiche sull'attività dell'ufficio;

d) consentire lo scambio di informazioni con sistemi per la gestione dei flussi documentali di altre amministrazioni al fine di determinare lo stato e l'*iter* dei procedimenti complessi.

Art. 17.

Specificazione delle informazioni previste dal sistema di gestione dei flussi documentali

1. Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, su proposta dell'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione di concerto con il Ministro per la funzione pubblica, da adottare entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore del presente regolamento, sono specificate le regole tecniche, i criteri e le specifiche delle informazioni previste, delle operazioni di registrazione e del formato dei dati relativi ai sistemi informatici per la gestione dei flussi documentali.

Sezione quinta

DISPOSIZIONI SUGLI ARCHIVI

Art. 18.

Trasferimento dei documenti all'archivio di deposito

1. Almeno una volta ogni anno il responsabile del servizio per la gestione dei flussi documentali e degli archivi provvede a trasferire fascicoli e serie documentarie relativi a procedimenti conclusi in un apposito archivio di deposito costituito presso ciascuna amministrazione.

2. Il trasferimento deve essere attuato rispettando l'organizzazione che i fascicoli e le serie avevano nell'archivio corrente.

Art. 19.

Disposizioni per la conservazione degli archivi

1. Il servizio per la gestione dei flussi documentali e degli archivi elabora ed aggiorna il piano di conservazione degli archivi, integrato con il sistema di classificazione, per la definizione dei criteri di organizzazione dell'archivio, di selezione periodica e di conservazione permanente dei documenti, nel rispetto delle disposizioni contenute nel decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1963, n. 1409, e successive modificazioni ed integrazioni.

2. Dei documenti prelevati dagli archivi dev'essere tenuta traccia del movimento effettuato e della richiesta di prelevamento.

3. Si applicano in ogni caso, per l'archiviazione e la custodia dei documenti contenenti dati personali, le disposizioni della legge 31 dicembre 1996, n. 675, e dei relativi regolamenti di attuazione.

Art. 20.

Archivi storici

1. I documenti selezionati per la conservazione permanente sono trasferiti, contestualmente agli strumenti che ne garantiscono l'accesso, negli Archivi di Stato competenti per territorio o nella separata sezione di archivio secondo quanto previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1963, n. 1409.

Sezione sesta

ATTUAZIONE ED AGGIORNAMENTO DEI SISTEMI

Art. 21.

Attuazione dei sistemi

1. Entro il 31 marzo 1999 le pubbliche amministrazioni introducono nei piani di sviluppo dei sistemi informativi automatizzati progetti per la realizzazione di sistemi di protocollo informatico in attuazione delle disposizioni del presente regolamento.

2. Entro il 31 dicembre 1999, le pubbliche amministrazioni predispongono appositi progetti esecutivi per la sostituzione dei registri di protocollo cartacei con sistemi informatici conformi alle disposizioni del presente regolamento.

3. Le pubbliche amministrazioni provvedono, entro 5 anni, a partire dal 1° gennaio 1999, a realizzare o revisionare sistemi informativi automatizzati finalizzati alla gestione del protocollo informatico e dei procedimenti amministrativi in conformità alle disposizioni del presente regolamento ed alle disposizioni della legge 31 dicembre 1996, n. 675, nonché dell'articolo 15, comma 2, della legge 15 marzo 1997, n. 59, e dei relativi regolamenti di attuazione.

Art. 22.

Aggiornamenti del sistema

1. Le pubbliche amministrazioni devono assicurare, per ogni aggiornamento del sistema, il pieno recupero e la riutilizzazione delle informazioni acquisite con le versioni precedenti.

Art. 23.

Abrogazioni

1. Sono abrogate le norme regolamentari incompatibili con il presente regolamento e, in particolare, le disposizioni del regio decreto 25 gennaio 1900, n. 35.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 ottobre 1998

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

BASSANINI, *Ministro per la funzione pubblica e per gli affari regionali*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO
Registrato alla Corte dei conti il 9 dicembre 1998
Atti di Governo, registro n. 115, foglio n. 3

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— Si riporta il testo dell'art. 87 della Costituzione:

«Art. 87. — Il decreto del Presidente della Repubblica è il Capo dello Stato e rappresenta l'unità nazionale.

Può inviare messaggi alle Camere.

Indice le elezioni delle nuove Camere e ne fissa la prima riunione.

Autorizza la presentazione alle Camere dei disegni di legge di iniziativa del Governo.

Promulga le leggi ed emana i decreti aventi valore di legge e i regolamenti.

Indice il «*referendum*» popolare nei casi previsti dalla Costituzione.

Nomina, nei casi indicati dalla legge, i funzionari dello Stato. Accredita e riceve i rappresentanti diplomatici, ratifica i trattati internazionali, previa, quando occorra, l'autorizzazione delle Camere.

Ha il comando delle Forze armate, presiede il Consiglio supremo di difesa costituito secondo la legge, dichiara lo stato di guerra deliberato dalle Camere.

Presiede il Consiglio superiore della magistratura.

Può concedere grazia e commutare le pene.

Conferisce le onoreficienze della Repubblica».

— Il R.D. n. 2552/1875 reca: «Ordinamento degli Archivi del Regno e di quelli esistenti nei capi-luogo di provincia».

— Il R.D. n. 35/1900 reca: «Regolamento per gli uffici di registrature e di archivio delle amministrazioni centrali».

— Si riporta il testo del capo V della legge n. 241/1990 (Nuove norme in materia di procedimento amministrativo e di diritto di accesso ai documenti amministrativi):

«*Capo V*

ACCESSO AI DOCUMENTI AMMINISTRATIVI

Art. 22. — 1. Al fine di assicurare la trasparenza dell'attività amministrativa e di favorirne lo svolgimento imparziale è riconosciuto a chiunque vi abbia interesse per la tutela di situazioni giuridicamente rilevanti il diritto di accesso ai documenti amministrativi, secondo le modalità stabilite dalla presente legge.

2. È considerato documento amministrativo ogni rappresentazione grafica, fotocinematografica, elettromagnetica o di qualunque altra speie del contenuto di atti, anche interni, formati dalle pubbliche amministrazioni o, comunque, utilizzati ai fini dell'attività amministrativa.

3. Entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge le amministrazioni interessate adottano le misure organizzative idonee a garantire l'applicazione della disposizione di cui al comma 1, dandone comunicazione alla commissione di cui all'art. 27.

Art. 23. — 1. Il diritto di accesso di cui all'art. 22 si esercita nei confronti delle amministrazioni dello Stato, ivi compresi le aziende autonome, gli enti pubblici ed i concessionari di pubblici servizi.

Art. 24. — 1. Il diritto di accesso è escluso per i documenti coperti da segreto di Stato ai sensi dell'art. 12 della legge 24 ottobre 1977, n. 801, nonché nei casi di segreto o di divieto di divulgazione altrimenti previsti dall'ordinamento.

2. Il Governo è autorizzato ad emanare, ai sensi del comma 2 dell'art. 17 della legge 23 agosto 1988, n. 400, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, uno o più decreti intesi a disciplinare le modalità di esercizio del diritto di accesso e gli altri casi di esclusione del diritto di accesso in relazione alla esigenza di salvaguardare:

a) la sicurezza, la difesa nazionale e le relazioni internazionali;

b) la politica monetaria e valutaria;

c) l'ordine pubblico e la prevenzione e repressione della criminalità;

d) la riservatezza di terzi, persone, gruppi ed imprese, garantendo peraltro agli interessati la visione degli atti relativi ai procedimenti amministrativi, la cui conoscenza sia necessaria per curare o per difendere i loro interessi giuridici.

3. Con i decreti di cui al comma 2 sono altresì stabilite norme particolari per assicurare che l'accesso ai dati raccolti mediante strumenti informatici avvenga nel rispetto delle esigenze di cui al medesimo comma 2.

4. Le singole amministrazioni hanno l'obbligo di individuare, con uno o più regolamenti da emanarsi entro i sei mesi successivi, le categorie di documenti da esse formati o comunque rientranti nella loro disponibilità sottratti all'accesso per le esigenze di cui al comma 2.

5. Restano ferme le disposizioni previste dall'art. 9, legge 1° aprile 1981, n. 121, come modificato dall'art. 26, legge 10 ottobre 1986, n. 668, e dalle relative norme di attuazione, nonché ogni altra disposizione attualmente vigente che limiti l'accesso ai documenti amministrativi.

6. I soggetti indicati nell'art. 23 hanno facoltà di differire l'accesso ai documenti richiesti sino a quando la conoscenza di essi possa impedire o gravemente ostacolare lo svolgimento dell'azione amministrativa. Non è comunque ammesso l'accesso agli atti preparatori nel corso della formazione dei provvedimenti di cui all'art. 13, salvo diverse disposizioni di legge.

Art. 25. —1. Il diritto di accesso si esercita mediante esame ed estrazione di copie dei documenti amministrativi, nei modi e con i limiti indicati dalla presente legge. L'esame dei documenti è gratuito. Il rilascio di copia è subordinato soltanto al rimborso del costo di riproduzione, salve le disposizioni vigenti in materia di bollo, nonché i diritti di ricerca e di visura.

2. La richiesta di accesso ai documenti deve essere motivata. Essa deve essere rivolta all'amministrazione che ha formato il documento o che lo detiene stabilmente.

3. Il rifiuto, il differimento e la limitazione dell'accesso sono ammessi nei casi e nei limiti stabiliti dall'art. 24 e debbono essere motivati.

4. Trascorsi inutilmente trenta giorni dalla richiesta, questa si intende rifiutata.

5. Contro le determinazioni amministrative concernenti il diritto di accesso e nei casi previsti dal comma 4 è dato ricorso, nel termine di trenta giorni, al tribunale amministrativo regionale, il quale decide in camera di consiglio entro trenta giorni dalla scadenza del termine per il deposito del ricorso, uditi i difensori delle parti che ne abbiano fatto richiesta. La decisione del tribunale è appellabile, entro trenta giorni dalla notifica della stessa, al Consiglio di Stato, il quale decide con le medesime modalità e negli stessi termini.

6. In caso di totale o parziale accoglimento del ricorso il giudice amministrativo, sussistendone i presupposti, ordina l'esibizione dei documenti richiesti.

Art. 26. — 1. Fermo restando quanto previsto per le pubblicazioni nella *Gazzena Ufficiale* della Repubblica italiana dalla legge 11 dicembre 1984, n. 839, e dalle relative norme di attuazione, sono pubblicati, secondo le modalità previste dai singoli ordinamenti, le direttive, i programmi, le istruzioni, le circolari e ogni atto che dispone in generale sulla organizzazione, sulle funzioni, sugli obiettivi, sui procedimenti di una pubblica amministrazione ovvero nel quale si determina l'interpretazione di norme giuridiche o si dettano disposizioni per l'applicazione di esse.

2. Sono altresì pubblicate, nelle forme predette, le relazioni annuali della commissione di cui all'art. 27 e, in generale, è data la massima pubblicità a tutte le disposizioni attuative della presente legge e a tutte le iniziative dirette a precisare ed a rendere effettivo il diritto di accesso.

3. Con la pubblicazione di cui al comma 1, ove essa sia integrale, la libertà di accesso ai documenti indicati nel predetto comma 1 s'intende realizzata.

Art. 27. — 1. È istituita presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri la commissione per l'accesso ai documenti amministrativi.

2. La commissione è nominata con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio dei Ministri. Essa è presieduta dal sottosegretario di Stato alla Presidenza del Consiglio dei Ministri ed è composta da sedici membri, dei quali due senatori e due deputati designati dai presidenti delle rispettive Camere, quattro scelti fra il personale di cui alla legge 2 aprile 1979, n. 97, su designazione dei rispettivi organi di autogoverno, quattro fra i professori di ruolo in materie giuridico-amministrative e quattro fra i dirigenti dello Stato e degli altri enti pubblici.

3. La commissione è rinnovata ogni tre anni. Per i membri parlamentari si procede a nuova nomina in caso di scadenza o scioglimento anticipato delle Camere nel corso del triennio.

4. Gli oneri per il funzionamento della commissione sono a carico dello stato di previsione della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

5. La commissione vigila affinché venga attuato il principio di piena conoscibilità dell'attività della pubblica amministrazione con il rispetto dei limiti fissati dalla presente legge; redige una relazione annuale sulla trasparenza dell'attività della pubblica amministrazione, che comunica alle Camere e al Presidente dei Consiglio dei Ministri; propone al Governo modifiche dei testi legislativi e regolamentari che siano utili a realizzare la più ampia garanzia del diritto di accesso di cui all'art. 22.

6. Tutte le amministrazioni sono tenute a comunicare alla Commissione, nel termine assegnato dalla medesima, le informazioni ed i documenti da essa richiesti, ad eccezione di quelli coperti da segreto di Stato.

7. In caso di prolungato inadempimento all'obbligo di cui al comma 1 dell'art. 18, le misure ivi previste sono adottate dalla commissione di cui al presente articolo.

Art. 28. — 1. L'art. 15 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, è sostituito dal seguente:

"Art. 15 *(Segreto d'ufficio). — 1.* L'impiegato deve mantenere il segreto d'ufficio. Non può trasmettere a chi non ne abbia diritto informazioni riguardanti provvedimenti od operazioni amministrative, in corso o concluse, ovvero notizie di cui sia venuto a conoscenza a causa delle sue funzioni, al di fuori delle ipotesi e delle modalità previste dalle norme sul diritto di accesso. Nell'ambito delle proprie attribuzioni, l'impiegato preposto ad un ufficio rilascia copie ed estratti di atti e documenti di ufficio nei casi non vietati dall'ordinamento".».

— Si riporta il testo degli articoli 1 e 12 del D.Lgs. n. 29/1993 (Razionalizzazione dell'organizzazione delle amministrazioni pubbliche e revisione della disciplina in materia di pubblico impiego, a norma dell'art. 2 della legge 23 ottobre 1992, n. 421):

«Art. 1 *(Finalità ed ambito di applicazione).* — 1. Le disposizioni del presente decreto disciplinano l'organizzazione degli uffici e i rapporti di lavoro e di impiego alle dipendenze delle amministrazioni pubbliche, tenuto conto delle autonomie locali e di quelle delle regioni e delle province autonome, nel rispetto dell'art. 97, comma primo, della Costituzione, al fine di:

a) accrescere l'efficienza delle amministrazioni in relazione a quella dei corrispondenti uffici e servizi dei Paesi della Comunità europea, anche mediante il coordinato sviluppo di sistemi informativi pubblici;

b) razionalizzare il costo del lavoro pubblico, contenendo la spesa complessiva per il personale, diretta e indiretta, entro i vincoli di finanza pubblica;

c) realizzare la migliore utilizzazione delle risorse umane nelle pubbliche amministrazioni, curando la formazione e lo sviluppo professionale dei dipendenti, garantendo pari opportunità alle lavoratrici ed ai lavoratori e applicando condizioni uniformi rispetto a quelle del lavoro privato.

2. Per amministrazioni pubbliche si intendono tutte le amministrazioni dello Stato, ivi compresi gli istituti e scuole di ogni ordine e grado e le istituzioni educative, le aziende ed amministrazioni dello Stato, ad ordinamento autonomo, le regioni, le province, i comuni, le comunità montane, e loro consorzi ed associazioni, le istituzioni universitarie, gli istituti autonomi case popolari, le camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura e loro associazioni, tutti gli enti pubblici non economici nazionali, regionali e locali, le amministrazioni, le aziende e gli enti del Servizio sanitario nazionale.

3. Le disposizioni del presente decreto costituiscono princìpi fondamentali ai sensi dell'art. 117 della Costituzione. Le regioni a statuto ordinario si attengono ad esse tenendo conto delle peculiarità dei rispettivi ordinamenti. I principi desumibili dall'art. 2 della legge 23 ottobre 1992, n. 421, e dall'art. 11, comma 4, della legge 15 marzo 1997, n. 59, costituiscono altresì, per le regioni a statuto speciale e per le province autonome di Trento e di Bolzano, norme fondamentali di riforma economico-sociale della Repubblica».

«Art. 12 *(Ufficio relazioni con il pubblico).* — 1. Le amministrazioni pubbliche, al fine di garantire la piena attuazione della legge 7 agosto 1990, n. 241, individuano, nell'ambito della propria struttura e nel contesto della ridefinizione degli uffici di cui all'art. 31, uffici per le relazioni con il pubblico.

2. Gli uffici per le relazioni con il pubblico provvedono, anche mediante l'utilizzo di tecnologie informatiche:

a) al servizio all'utenza per i diritti di partecipazione di cui al capo III della legge 7 agosto 1990, n. 241;

b) all'informazione all'utenza relativa agli atti e allo stato dei procedimenti;

c) alla ricerca e analisi finalizzate alla formulazione di proposte alla propria amministrazione sugli aspetti organizzativi e logistici del rapporto con l'utenza.

3. Agli uffici per le relazioni con il pubblico viene assegnato, nell'ambito delle attuali dotazioni organiche delle singole amministrazioni, personale con idonea qualificazione e con elevata capacità di avere contatti con il pubblico, eventualmente assicurato da apposita formazione.

4. Al fine di assicurare la conoscenza di normative, servizi e strutture, le amministrazioni pubbliche programmano ed attuano iniziative di comunicazione di pubblica utilità: in particolare, le amministrazioni dello Stato, per l'attuazione delle iniziative individuate nell'ambito delle proprie competenze, si avvalgono del Dipartimento per l'informazione e l'editoria della Presidenza del Consiglio dei Ministri quale struttura centrale di servizio, secondo un piano annuale di coordinamento del fabbisogno di prodotti e servizi, da sottoporre all'approvazione del Presidente del Consiglio dei Ministri.

5. Per le comunicazioni previste dalla legge 7 agosto 1990, n. 241, non si applicano le norme vigenti che dispongono la tassa a carico del destinatario.

5-*bis.* Il responsabile dell'ufficio per le relazioni con il pubblico e il personale da lui indicato possono promuovere iniziative volte, anche con il supporto delle procedure informatiche, al miglioramento dei servizi per il pubblico, alla semplificazione e all'accelerazione delle procedure e all'incremento delle modalità di accesso informale alle informazioni in possesso dell'amministrazione e ai documenti amministrativi.

5-*ter.* L'organo di vertice della gestione dell'amministrazione o dell'ente verifica l'efficacia dell'applicazione delle iniziative di cui al comma 5-*bis,* ai fini dell'inserimento della verifica positiva nel fascicolo personale del dipendente. Tale riconoscimento costituisce titolo autonomamente valutabile in concorsi pubblici e nella progressione in carriera del dipendente. Gli organi di vertice trasmettono le iniziative riconosciute ai sensi del presente comma al Dipartimento della funzione pubblica, ai fini di una adeguata pubblicizzazione delle stesse. Il Dipartimento annualmente individua le forme di pubblicazione.

5-*quater.* Le disposizioni di cui ai commi 5-*bis* e 5-*ter,* a decorrere dal 1° luglio 1997, sono estese a tutto il personale dipendente dalle amministrazioni pubbliche».

— Il D.Lgs. n. 39/1993 reca: «Norme in materia di sistemi informativi automatizzati delle amministrazioni pubbliche, a norma dell'art. 2, comma 1, lettera *mm),* della legge 23 ottobre 1992, n. 421».

— Si riporta il testo dell'art. 15 della legge n. 59/1997 (Delega al Governo per il conferimento di funzioni e compiti alle regioni ed enti locali, per la riforma della pubblica amministrazione e per la semplificazione amministrativa):

«Art.15. — 1. Al fine della realizzazione della rete unitaria delle pubbliche amministrazioni, l'autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione è incaricata, per soddisfare esigenze di coordinamento, qualificata competenza e indipendenza di giudizio, di stipulare, nel rispetto delle vigenti norme in materia di scelta del contraente, uno o più contratti-quadro con cui i prestatori dei servizi e delle forniture relativi al trasporto dei dati e all'interoperabilità si impegnano a contrarre con le singole amministrazioni alle condizioni ivi stabilite. Le amministrazioni di cui all'art. 1, comma 1, del decreto legislativo 12 febbraio 1993, n. 39, in relazione alle proprie esigenze, sono tenute a stipulare gli atti esecutivi dei predetti contratti-quadro. Gli atti esecutivi non sono soggetti al parere dell'Autorità per l'informatica nella pubblica amministrazione e, ove previsto, del Consiglio di Stato. Le amministrazioni non ricomprese tra quelle di cui all'art. 1, comma 1, del decreto legislativo 12 febbraio 1993, n. 39, hanno facoltà di stipulare gli atti esecutivi di cui al presente comma.

2. Gli atti, dati e documenti formati dalla pubblica amministrazione e dai privati con strumenti informatici o telematici, i contratti stipulati nelle medesime forme, nonché la loro archiviazione e trasmissione con strumenti informatici, sono validi e rilevanti a tutti gli effetti di legge. I criteri e le modalità di applicazione del presente comma sono stabiliti, per la pubblica amministrazione e per i privati, con specifici regolamenti da emanare entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge ai sensi dell'art. 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400. Gli schemi dei regolamenti sono trasmessi alla Camera dei deputati e al Senato della Repubblica per l'acquisizione del parere delle competenti commissioni».

— Si riporta il testo dell'art. 17, della legge n. 400/1988 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri):

«Art. 17 *(Regolamenti).* — 1. Con decreto del Presidente della Repubblica, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri, sentito il parere del Consiglio di Stato che deve pronunziarsi entro novanta giorni dalla richiesta, possono essere emanati regolamenti per disciplinare:

a) l'esecuzione delle leggi e dei decreti legislativi;

b) l'attuazione e l'integrazione delle leggi e dei decreti legislativi recanti norme di principio, esclusi quelli relativi a materie riservate alla competenza regionale;

c) le materie in cui manchi la disciplina da parte di leggi o di atti aventi forza di legge, sempre che non si tratti di materie comunque riservate alla legge:

d) l'organizzazione ed il funzionamento delle amministrazioni pubbliche secondo le disposizioni dettate dalla legge;

e) l'organizaazione del lavoro ed i rapporti di lavoro dei pubblici dipendenti in base agli accordi sindacali.

2. Con decreto del Presidente della Repubblica, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio di Stato, sono emanati i regolamenti per la disciplina delle materie, non coperte da riserva assoluta di legge prevista dalla Costituzione, per le quali le leggi della Repubblica, autorizzando l'esercizio della potestà regolamentare del Governo, determinano le norme generali regolatrici della materia e dispongono l'abrogazione delle norme vigenti, con effetto dall'entrata in vigore delle norme regolamentari.

3. Con decreto ministeriale possono essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinate al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione.

4. I regolamenti di cui al comma 1 ed i regolamenti ministeriali ed interministeriali, che devono recare la denominazione di "regolamento", sono adottati previo parere del Consiglio di Stato, sottoposti al visto ed alla registrazione della Corte dei conti e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale.*

4-*bis.* L'organizzazione e la disciplina degli uffici dei Ministeri sono determinate, con regolamenti emanati ai sensi del comma 2, su proposta del Ministro competente d'intesa con il Presidente del Consiglio dei Ministri e con il Ministro del tesoro, nel rispetto dei principi posti dal decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modificazioni, con i contenuti e con l'osservanza dei criteri che seguono:

a) riordino degli uffici di diretta collaborazione con i Ministri ed i Sottosegretari di Stato, stabilendo che tali uffici hanno esclusive competenze di supporto dell'organo di direzione politica e di raccordo tra questo e l'amministrazione;

b) individuazione degli uffici di livello dirigenziale generale, centrali e periferici, mediante diversificazione tra strutture con funzioni finali e con funzioni strumentali e loro organizzazione per funzioni omogenee e secondo criteri di flessibilità eliminando le duplicazioni funzionali;

c) previsione di strumenti di verifica periodica dell'organizzazione e dei risultati;

d) indicazione e revisione periodica della consistenza delle piante organiche;

e) previsione di decreti ministeriali di natura non regolamentare per la definizione dei compiti delle unità dirigenziali nell'ambito degli uffici dirigenziali generali».

Nota all'art. 1:

— Per il testo dell'art. 1, comma 2, del D.Lgs. n. 29/1993, si veda nelle note alle premesse.

Nota all'art. 3:

— La legge n. 675/1996 reca: «Tutela delle persone e degli altri soggetti rispetto al trattamento dei dati personali».

Note all'art. 10:

— Per il capo V (articoli da 22 a 28) della legge n. 241/1990, si veda nelle note alle premesse.

— Per il titolo della legge n. 675/1996, si veda in nota all'art. 3.

— Per il testo dell'art. 15, comma 2, della legge n. 59/1997, si veda nelle note alle premesse.

— Il D.P.R. n. 513/1997, reca: «Regolamento recante criteri e modalità per la formazione, l'archiviazione e la trasmissione di documenti con strumenti informatici e telematici, a norma dell'art. 15, comma 2, della legge 15 marzo 1997, n. 59».

— Per il testo dell'art. 12 del D.Lgs. n. 29/1993, si veda nelle note alle premesse.

Note all'art. 19:

— Il D.P.R. n. 1409/1963, reca: «Norme relative all'ordinamento ed al personale degli archivi di Stato».

— Per il titolo della legge n. 675/1996, si veda in nota all'art. 3.

Nota all'art. 20:

— Per il titolo del D.P.R. n. 1409/1963, si veda nelle note all'art. 19.

Note all'art. 21:

— Per il titolo della legge n. 675/1996, si veda in nota all'art. 3.

— Per il testo dell'art. 15, comma 2, della legge n. 59/1997, vedi nelle note alle premesse.

Nota all'art. 23:

— Per il titolo del R.D. 25 gennaio 1900, n. 35, si veda nelle note alle premesse.

98G0481

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

DIPARTIMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

DECRETO 18 maggio 1998, n. **429.**

Regolamento recante norme per l'organizzazione e il funzionamento della Commissione nazionale per la previsione e la prevenzione dei grandi rischi.

IL MINISTRO DELL'INTERNO
DELEGATO PER IL COORDINAMENTO
DELLA PROTEZIONE CIVILE

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 13 febbraio 1990, n. 112, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 108 dell'11 maggio 1990, relativo alla istituzione e all'organizzazione del Dipartimento della protezione civile nell'ambito della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 24 maggio 1996 che delega le funzioni del coordinamento della protezione civile, di cui alla legge 24 febbraio 1992, n. 225, al Ministro dell'interno;

Visto l'art. 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Visto l'art. 7 della legge 24 febbraio 1992, n. 225, pubblicata nel supplemento ordinario n. 545 alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 64 del 17 marzo 1992, che istituisce tra gli organi centrali del servizio nazionale della protezione civile la Commissione nazionale per la previsione e prevenzione dei grandi rischi;

Visto il decreto del Ministro per il coordinamento della protezione civile 21 ottobre 1992, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 261 del 5 novembre 1992;

Visto il decreto 10 febbraio 1993 del Ministro per il coordinamento della protezione civile, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 37 del 15 febbraio 1993, concernente l'individuazione e la disciplina dell'attività dei gruppi nazionali di ricerca scientifica al fine di consentire al Servizio nazionale della protezione civile il perseguimento delle proprie finalità in materia di previsione delle varie ipotesi di rischio e di prevenzione;

Visto l'art. 9 della legge 18 maggio 1989, n. 183;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica datato 24 gennaio 1991, n. 85;

Vista la legge 18 dicembre 1973, n. 836, e successive modificazioni e integrazioni, concernente il trattamento economico di missione;

Ritenuto di dover dare attuazione al dispositivo dell'art. 9 della citata legge n. 225 del 24 febbraio 1992, che prevede l'istituzione della Commissione nazionale per la previsione e prevenzione dei grandi rischi e la definizione delle relative modalità organizzative e di funzionamento;

Considerata l'opportunità, secondo le indicazioni di cui all'art. 9, comma 1, della legge 24 febbraio 1992, n. 225, di articolare la Commissione in sezioni a base interdisciplinare per l'analisi dei problemi relativi ai singoli rischi che comportano misure di protezione civile;

Udito il parere del Consiglio di Stato espresso nell'adunanza della sezione consultiva per gli atti normativi del 7 luglio 1997;

Considerata la necessità, in adesione a quanto formulato dal Consiglio di Stato, di prevedere un abbassamento del *quorum* strutturale della Commissione, per specifiche esigenze connesse alle situazioni di emergenza;

Considerato altresì che la formulazione del presente provvedimento garantisce lo svolgimento delle funzioni di natura tecnico-scientifica indispensabili ad affrontare la gestione dell'emergenza e che il numero dei componenti delle singole sezioni è da ritenere congruo, data la complessità delle singole materie trattate;

Vista la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri, a norma dell'art. 17, comma 3, della citata legge 23 agosto 1988, n. 400;

ADOTTA

il seguente regolamento:

Capo I

COSTITUZIONE

Art. 1.

1. Presso il Dipartimento della protezione civile opera la «Commissione nazionale per la previsione e la prevenzione dei grandi rischi» nel seguito indicata con il termine Commissione, quale organo consultivo e propositivo del Servizio nazionale della protezione civile per tutte le attività di protezione civile volte alla previsione e prevenzione nelle varie situazioni di rischio.

Capo II

MODALITÀ ORGANIZZATIVE

Art. 2.

1. La Commissione è composta dal Ministro per il coordinamento della protezione civile ovvero, in mancanza, da un delegato del Presidente del Consiglio dei Ministri, che la presiede, da un docente universitario esperto in problemi di protezione civile con funzioni di vicepresidente, che sostituisce il presidente in caso di assenza o di impedimento, da esperti nei vari settori di rischio e da tre esperti designati dalla Conferenza permanente tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano.

Art. 3.

1. La Commissione si articola nelle seguenti sezioni:

a) sezione I - rischio sismico; sezione II - rischio nucleare; sezione III - rischio vulcanico; sezione IV - rischio idrogeologico; sezione V - rischio chimico, industriale ed ecologico; sezione VI - rischio trasporti; sezione VII - aspetti sanitari delle emergenze; sezione VIII - difesa dei beni culturali dai rischi naturali e di origine antropica;

b) le sezioni trattano problemi relativi agli specifici rischi di loro competenza e formulano pareri e proposte alla commissione in seduta plenaria.

2. Ciascuna sezione è composta da un presidente, da nove esperti e da un segretario. Il presidente è individuato tra i professori universitari di ruolo, competenti nelle specifiche discipline. I componenti sono individuati nello stesso ambito di cui al punto precedente nonché tra esperti anche estranei all'Amministrazione dello Stato.

3. La sezione VIII, per le strette connessioni con le varie tipologie di rischio, si avvale della consulenza e della collaborazione, senza diritto di voto, dei presidenti delle altre sezioni, dei presidenti dei gruppi nazionali di ricerca scientifica, nonché di ogni altro organismo con finalità di protezione civile.

Art. 4.

1. Il coordinatore dell'ufficio per il coordinamento delle attività di previsione e prevenzione svolge l'incarico di segretario della Commissione, mentre quello di segretario delle sezioni di rischio, di cui al precedente articolo 3, è svolto dai coordinatori dei servizi in cui si articola il predetto ufficio o da funzionari del medesimo ufficio con qualifica non inferiore al settimo livello, esclusa la sezione VII «Aspetti sanitari delle emergenze», per la quale l'incarico di segretario è svolto dal coordinatore del servizio emergenze sanitarie dell'ufficio emergenze.

Art. 5.

1. Nell'ambito della commissione opera, per fini di coordinamento e di indirizzo il comitato dei presidenti di sezione, composto dal Ministro per il coordinamento della protezione civile, ovvero dal delegato del presidente del Consiglio dei Ministri, che lo presiede, dal vicepresidente della Commissione stessa, dai presidenti delle sezioni, da tre esperti designati dalla Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano.

Art. 6.

1. Con successivo provvedimento del Ministro per il coordinamento della protezione civile ovvero del delegato del presidente del Consiglio dei Ministri, saranno disposte le nomine del vice presidente della Commissione, del segretario della Commissione, dei presidenti delle sezioni, dei componenti e dei segretari di ciascuna sezione e dei componenti del comitato dei presidenti.

Capo III

MODALITÀ DI FUNZIONAMENTO

Art. 7.

1. La Commissione si riunisce per singole sezioni di rischio per trattazione di specifici problemi e a sezioni congiunte per l'esame di questioni interdisciplinari.

2. La Commissione si riunisce in seduta plenaria per questioni di rilevanza generale e qualora il presidente ne ravvisi la necessità. Le proposte formulate dalle sezioni aventi rilevanza esterna sono sottoposte all'approvazione della Commissione riunita in seduta plenaria.

3. Qualora si ravvisi l'urgenza di convocare la Commissione per l'esame di specifiche questioni connesse a particolari situazioni di emergenza il *quorum* strutturale della Commissione è ridotto ed è costituito dal presidente della Commissione, dal vicepresidente, dal presidente e da almeno i due terzi dei componenti della sezione o delle sezioni interessate.

4. La Commissione fornisce le indicazioni necessarie per la definizione delle esigenze di studio e ricerca in materia di protezione civile, procede all'esame dei dati forniti dalle istituzioni ed organizzazioni preposte alla vigilanza degli eventi previsti dall'art. 2 della legge 24 febbraio 1992, n. 225, ed alla valutazione dei rischi connessi e dei conseguenti interventi atti a prevenirli. Per tali attività la Commissione si avvale della collaborazione dei Gruppi nazionali di ricerca scientifica del C.N.R., individuati con decreto 10 febbraio 1993 del Ministro per il coordinamento della protezione civile, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana del 15 febbraio 1993, n. 37, dell'Istituto nazionale di geofisica, dei Servizi tecnici nazionali, nonché di quegli organismi esistenti o che verranno successivamente costituiti con finalità di protezione civile. La Commissione partecipa inoltre alla gestione scientifica delle emergenze.

5. Nei casi di eventi di particolare rilevanza, su richiesta del Ministro per il coordinamento della protezione civile o del delegato del Presidente del Consiglio dei Ministri, la Commissione provvede ad effettuare ricognizioni in loco sia a carattere collegiale che da parte di singoli esperti componenti della Commissione, al fine di pervenire a valutazioni sulla situazione in atto ed a formulare proposte sulle possibili azioni da intraprendere.

6. Sempre su richiesta del Ministro per il coordinamento della protezione civile o del delegato del Presidente del Consiglio dei Ministri, la Commissione provvede altresì su specifici problemi connessi a situazioni di rischio ad individuare attività da affidarsi a singoli componenti delle sezioni o a gruppi di lavoro.

Art. 8.

1. Le convocazioni delle riunioni della Commissione, del comitato dei presidenti e delle singole sezioni sono disposte dal presidente della Commissione ed effettuate con un preavviso, salvo i casi di urgenza in cui possono avvenire in modo immediato, di almeno dieci giorni, su specifico ordine del giorno.

2. Le sedute plenarie della Commissione, salvo che nei casi previsti dal precedente articolo 7, comma 3, quelle del comitato dei presidenti e delle singole sezioni sono valide quando sia presente la metà più uno dei componenti.

3. Le deliberazioni sono prese a maggioranza di voti; in caso di parità prevale il voto del presidente.

4. Qualora i componenti della Commissione non partecipino, senza motivate ragioni, a tre riunioni consecutive, il Ministro per il coordinamento della protezione civile o il delegato del Presidente del Consiglio dei Ministri, previo avviso agli interessati, ne dichiara la decadenza.

5. Alle sedute della Commissione aventi all'ordine del giorno l'esame e l'approvazione dei programmi di attività dei gruppi o istituti nazionali di ricerca scientifica, i presidenti e i componenti di sezione che siano anche presidenti di uno dei suddetti gruppi o istituti non partecipano al voto e non intervengono nelle delibere.

6. In caso di trattazione di materie di particolare specializzazione, ai lavori della Commissione possono essere chiamati a partecipare esperti esterni senza diritto di voto.

Capo IV

SPESE DI FUNZIONAMENTO

Art. 9.

1. I componenti della Commissione svolgono l'attività di istituto senza compensi.

2. Ai componenti della Commissione che siano pubblici dipendenti compete per prestazioni svolte in località diverse da quelle ove ha sede l'amministrazione di appartenenza, il trattamento di missione nella misura e con le modalità previste in relazione alla qualifica che gli stessi rivestono presso la propria amministrazione.

3. Ai componenti della Commissione, estranei alla pubblica amministrazione, compete, per prestazioni svolte in località diverse rispetto allo loro abituale residenza, il trattamento di missione nella misura e con le modalità previste per i dipendenti statali con qualifica non superiore a quella di dirigente generale di livello *C*.

Art. 10.

1. Le spese per il funzionamento della Commissione graveranno sul capitolo 2032 dello stato di previsione della spesa della Presidenza del Consiglio dei Ministri per l'anno 1998 e sui corrispondenti capitoli degli esercizi futuri.

2. Il presente decreto sostituisce il decreto del Ministro per il coordinamento della protezione civile 21 ottobre 1992.

3. Il presente decreto viene inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, 18 maggio 1998

Il Ministro: NAPOLITANO

Visto, *il Guardasigilli*: FLICK
Registrato alla Corte dei conti il 18 novembre 1998
Registro n. 3 Presidenza del Consiglio dei Ministri, foglio n. 108

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— Il testo dell'art. 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, è il seguente:

«3. Con decreto ministeriale possono essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del ministro o di autorità sottordinate al ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei ministri prima della loro emanazione».

— La legge 18 maggio 1989, n. 183, reca: «Norme per il riassetto organizzativo e funzionale della difesa del suolo». Si riporta il testo dell'art. 9:

«Art. 9 *(I servizi tecnici nazionali).* — 1. Presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri sono istituiti i servizi tecnici nazionali, in un sistema coordinato ed unitario sotto l'alta vigilanza del Comitato dei Ministri di cui all'art. 4. Ai servizi tecnici nazionali è assicurata autonomia scientifica, tecnica, organizzativa ed operativa.

2. I servizi tecnici gia esistenti presso i Ministeri dei lavori pubblici e dell'ambiente sono costituiti nei seguenti servizi tecnici nazionali: idrografico e mareografico; sismico; dighe; geologico. Con la procedura ed i criteri di cui al comma 9 vengono costituiti gli ulteriori servizi tecnici nazionali necessari allo scopo di perseguire l'obiettivo della conoscenza del territorio e dell'ambiente, nonché delle loro trasformazioni. A tal fine sono prioritariamente riorganizzate le strutture della pubblica amministrazione che già operano nel settore, nonché quelle del Corpo forestale dello Stato e quelle preposte all'intervento straordinario nel Mezzogiorno.

3. Dell'attività dei servizi tecnici nazionali si avvalgono direttamente i Ministri dei lavori pubblici, dell'ambiente, dell'agricoltura e delle foreste, della marina mercantile e per il coordinamento della protezione civile, le autorità dei bacini di rilievo nazionale, gli organismi preposti a quelli di rilievo interregionale e regionale, il Comitato nazionale per la difesa del suolo, il Consiglio superiore dei lavori pubblici, la Direzione generale della difesa del suolo del Ministero dei lavori pubblici, il servizio prevenzione degli inquinamenti e risanamento ambientale e il servizio valutazione dell'impatto ambientale, informazione ai cittadini e per la relazione sullo stato dell'ambiente del Ministero dell'ambiente, nonché il Dipartimento per il Mezzogiorno.

4. I servizi tecnici nazionali hanno le seguenti funzioni:

a) svolgere l'attività conoscitiva, qual è definita all'art. 2;

b) realizzare il sistema informativo unico e la rete nazionale integrati di rilevamento e sorveglianza, secondo quanto previsto al comma 5;

c) fornire, a chiunque ne faccia richiesta, dati, pareri e consulenze, secondo un tariffario fissato ogni biennio con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, sentito il Comitato dei Ministri di cui all'art. 4. Le tariffe sono stabilite in base al principio della partecipazione al costo delle prestazioni da parte di chi ne usufruisca.

5. I servizi tecnici nazionali organizzano, gestiscono e coordinano un sistema informativo unico ed una rete nazionale integrati di rilevamento e sorveglianza, definendo con le amministrazioni statali, le regioni e gli altri soggetti pubblici e privati interessati, le integrazioni ed i coordinamenti necessari. All'organizzazione ed alla gestione della rete sismica integrata concorre, sulla base di apposite convenzioni, l'Istituto nazionale di geofisica. [Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, entro il 31 dicembre 1991, le iniziative adottate in attuazione e nell'ambito delle risorse assegnate ai sensi dell'art. 18, comma 1, lettera *e*), della legge 11 marzo 1988, n. 67, relative al sistema informativo e di monitoraggio, confluiscono nei servizi tecnici nazionali].

6. Nell'ambito del Comitato dei Ministri di cui all'art. 4, ciascuno dei Ministri che lo compongono propone, nel settore di sua competenza, le misure di indirizzo e di coordinamento volte alla completa realizzazione del sistema informativo e della rete integrati di cui al comma 5, ed in particolare le priorità nel rilevamento e nella predisposizione della base di dati.

7. Ai servizi tecnici nazionali è preposto un Consiglio dei direttori, composto dal presidente del Consiglio superiore dei lavori pubblici, che lo presiede, dai direttori dei singoli servizi tecnici nazionali di cui al comma 1, nonché dai responsabili dell'Istituto geografico militare, del Centro interregionale per la cartografia, dell'Istituto idrografico della Marina, del Servizio meteorologico dell'Aeronautica militare, del Corpo forestale dello Stato e dell'Istituto nazionale di geofisica.

8. Il consiglio dei direttori:

a) provvede, in conformità alle deliberazioni di cui all'art. 4, al coordinamento dell'attività svolta dai singoli servizi tecnici nazionali, dai servizi tecnici dei soggetti competenti ai sensi dell'art. 1, comma 4, nonché dagli altri organismi indicati al precedente comma 7;

b) esercita ogni altra funzione demandatagli con i regolamenti di cui al comma 9.

9. Entro un anno dalla data di entrata in vigore della presente legge, con appositi regolamenti, emanati con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, sentite le competenti commissioni parlamentari, si provvede alla riorganizzazione ed al potenziamento dei servizi tecnici di cui al comma 2, in particolare disciplinando:

a) l'ordinamento dei servizi tecnici nazionali ed i criteri generali di organizzazione, anche sotto il profilo della articolazione territoriale, di ogni singolo servizio;

b) i criteri generali per il coordinamento dell'attività dei servizi tecnici nazionali, dei servizi tecnici dei soggetti competenti ai sensi dell'art. 1, comma 4, tenendo conto in modo particolare dell'attività svolta dai servizi tecnici regionali;

c) i criteri per la formazione di ruoli tecnici omogenei per ciascun servizio, con l'attribuzione di posizioni giuridiche basate sul possesso del titolo professionale necessario allo svolgimento delle attività di ogni singolo servizio e sul livello professionale delle mansioni da svolgere;

d) i criteri generali per la attribuzione della dirigenza dei servizi e dei singoli settori in cui gli stessi sono articolati nel rispetto del principio della preposizione ai servizi ed ai singoli settori tecnici di funzionari appartenenti ai relativi ruoli;

e) le modalità di organizzazione e di gestione del sistema informativo unico e della rete nazionale integrati di rilevamento e sorveglianza;

f) le modalità che consentono ai servizi tecnici nazionali di avvalersi dell'attività di enti e organismi specializzati operanti nei settori di rispettiva competenza nonché di impiegare in compiti di istituto ricercatori e docenti universitari, sulla base di convenzioni-tipo, adottate con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, che definiscono l'applicazione delle disposizioni in materia di comandi finalizzate all'interscambio culturale e scientifico.

10. Ai servizi tecnici nazionali sono preposti dirigenti generali tecnici.

11. I direttori dei servizi tecnici nazionali idrografico e mareografico, sismico, dighe, geologico, fanno parte di diritto del Consiglio superiore dei lavori pubblici.

12. Con la procedura e le modalità di cui al comma 9 si provvede, tenendo conto della riorganizzazione del sistema dei servizi tecnici nazionali, a quella funzionale del servizio tecnico centrale del Consiglio superiore dei lavori pubblici.

13. A decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge e fino alla definizione del nuovo ordinamento dei servizi tecnici nazionali, nonché dei ruoli tecnici omogenei di cui al comma 9, lettera *c),* il personale di ruolo, in servizio alla data predetta presso i servizi idrografico e mareografico, sismico, dighe, geologico, è collocato, senza soluzione di continuità, in appositi ruoli transitori presso le amministrazioni di appartenenza per il successivo automatico trasfe-

rimento nei ruoli del nuovo ordinamento, fatti salvi lo stato giuridico ed il trattamento economico comunque posseduti. Alla identificazione del personale da ricomprendere nei ruoli predetti si provvede con decreto del Ministro competente che determina altresì le dotazioni organiche dei profili professionali occorrenti in misura pari alle unità da trasferire. I provvedimenti relativi allo stato giuridico ed al trattamento economico del personale inquadrato nei ruoli transitori sono adottati dal Presidente del Consiglio dei Ministri, o da un Ministro da lui delegato, di concerto con il Ministro presso il cui dicastero è istituito ciascun ruolo transitorio».

— Il D.P.R. 24 gennaio 1991, n. 85, reca: «Regolamento concernente la riorganizzazione ed il potenziamento dei Servizi tecnici nazionali geologico, idrografico e mareografico, sismico e dighe nell'ambito della Presidenza del Consiglio dei Ministri, ai sensi dell'art. 9 della legge 18 maggio 1989, n. 183».

98G0479

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 1º dicembre 1998.

Accertamento del periodo di irregolare funzionamento dell'ufficio del registro atti giudiziari di Genova.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLE ENTRATE PER LA LIGURIA

Visto il decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, dalla legge 28 luglio 1961, n. 770, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, recante norme per la sistemazione di talune situazioni dipendenti da mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari;

Visto il decreto ministeriale n. 89163/4 in data 30 dicembre 1991, registrato alla Corte dei conti il 1º aprile 1992, registro 27, foglio 312, concernente l'unificazione in Genova degli uffici del registro «atti giudiziari» e «bollo e demanio» in un nuovo ufficio denominato ufficio registro «atti giudiziari bollo e demanio»;

Ritenuto che per attuare detta unificazione, prevista per il 2 gennaio 1999 - occorre innanzitutto provvedere al trasferimento dell'ufficio registro «atti giudiziari» nei nuovi locali siti in Genova, via di Francia n. 3, dove ha già sede l'ufficio del registro «bollo e demanio»;

Vista la nota prot. 2189 del 26 novembre 1998 con la quale il Direttore dell'ufficio del registro «atti giudiziari» comunica l'irregolare funzionamento del predetto ufficio nei giorni 2, 3, 4 e 5 dicembre 1998 causa trasloco di attrazzature, arredi, atti da registrare e pratiche di corrente trattazione nella nuova sede e richiede l'emanazione del relativo decreto di accertamento;

Visto l'art. 1 del decreto in data 10 ottobre 1997 - Prot. 1/7998/UDG - del Direttore generale del dipartimento delle entrate che delega i direttori regionali delle entrate, territorialmente competenti, ad adottare i decreti di accertamento del mancato o irregolare funzionamento degli uffici periferici del predetto Dipartimento ai sensi dell'art. 2 della legge 25 ottobre 1995, n. 592, provvedendo alla pubblicazione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale* entro i termini previsti;

Decreta:

È accertato l'irregolare funzionamento dell'ufficio del registro atti giudiziari di Genova per il periodo dal 2 al 5 dicembre 1998.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Genova, 1º dicembre 1998

Il direttore regionale: MARCHETTI

98A10694

MINISTERO DELLA SANITÀ

DECRETO 3 dicembre 1998.

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Albumina umana immuno».

IL DIRIGENTE
DELL'UFFICIO V
DEL DIPARTIMENTO PER LA VALUTAZIONE DEI MEDICINALI E LA FARMACOVIGILANZA

Visto il decreto legislativo del 18 febbraio 1997, n. 44, che modifica il decreto legislativo del 29 maggio 1991, n. 178, già modificato dal decreto legislativo del 30 dicembre 1992, n. 541;

Visto il decreto legislativo del 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto ministeriale 27 dicembre 1996, n. 704;

Visto il decreto con il quale è stata rilasciata l'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale indicata nella parte dispositiva del decreto;

Visto il decreto n. M-640 del 14 ottobre 1998, con il quale è stata sospesa l'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale indicata nella parte dispositiva del presente decreto;

Considerato che per la specialità medicinale indicata nella parte dispositiva del presente decreto la ditta Immuno AG Vienna, titolare della corrispondente autorizzazione, rappresentata in Italia dalla ditta Immuno S.r.l., ha presentato richiesta di rinuncia all'autorizzazione all'immissione in commercio;

Decreta:

È revocata, ai sensi dell'art. 14, comma 7, del decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, come modificato dall'art. 1, lettera *g)* del decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, su rinuncia della ditta Immuno AG Vienna, l'autorizzazione all'immissione in commercio della seguente specialità medicinale:

ALBUMINA UMANA IMMUNO «20%» 1 flacone 10 ml + set, A.I.C. n. 010317 016;

ALBUMINA UMANA IMMUNO «25%» flacone 10 ml, A.I.C. n. 010317 030.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 3 dicembre 1998

Il dirigente: PICCININ

98A10643

DECRETO 9 dicembre 1998.

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio delle specialità medicinali: «Allerplus», «Allerzil "forte"», «Teldane "forte"», «Teldane D», «Triludan».

IL DIRIGENTE
DELL'UFFICIO V
DEL DIPARTIMENTO PER LA VALUTAZIONE
DEI MEDICINALI E LA FARMACOVIGILANZA

Visto il decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, così come modificato dal decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive integrazioni e modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 27 dicembre 1996, n. 704;

Visti i decreti con i quali sono state rilasciate le autorizzazioni all'immissione in commercio delle specialità medicinali indicate nella parte dispositiva del presente decreto;

Visto il decreto direttoriale n. 800.F.1.D/S.M.205/1249 del 17 giugno 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 149 del 28 giugno 1997, con il quale questa amministrazione ha adottato il provvedimento di sospensione delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle specialità medicinali contenenti terfenadina in attesa della definizione della procedura di cui all'art. 12 della direttiva 75/319/CEE;

Vista la decisione C(1998) 2648 adottata dalla Commissione delle Comunità europee il 22 settembre 1998, notificata alla Repubblica italiana il 24 settembre 1998, pervenuta a questa amministrazione il 19 novembre 1998, concernente il ritiro delle autorizzazioni nazionali all'immissione in commercio relative ai medicinali contenenti le sostanze «120 mg terfenadina-compresse», «60 mg terfenadina + 120 mg cloridrato di pseudoefedrina-compresse»;

Visto il parere espresso dalla Commissione unica del farmaco nella seduta del 14 ottobre 1998 favorevole alla revoca delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle specialità medicinali elencate nella parte dispositiva del presente decreto;

Visto il parere espresso dal Consiglio superiore di sanità nella seduta del 25 novembre 1998 favorevole alla revoca delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle specialità medicinali elencate nella parte dispositiva del presente decreto;

Ritenuto che sussistano le condizioni per la revoca delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle sottoelencate specialità medicinali;

Decreta:

Sono revocate, con decorrenza immediata, ai sensi dell'art. 14 del decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, le autorizzazioni all'immissione in commercio delle sottoelencate specialità medicinali:

Specialità medicinali	Confezioni	N. A.I.C.	Ditta
ALLERPLUS	15 compresse 120 mg	026506030	Astra Farmaceutici S.p.a.
ALLERZIL «forte»	15 compresse 120 mg	027802026	Bruno Farmaceutici S.p.a.
TELDANE «forte»	15 compresse 120 mg	024881043	Gruppo Lepetit S.p.a.
TELDANE D	20 cpr 60 mg + 120 mg	028895011	Gruppo Lepetit S.p.a.
TRILUDAN	15 compresse 120 mg	027507021	Hoechst Farmaceutici S.p.a.

Il presente decreto è notificato in via amministrativa alle ditte interessate e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 9 dicembre 1998

Il dirigente: PICCININ

98A10698

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

DECRETO 21 luglio 1998.

Trasferimento in proprietà al consorzio A.S.I. di Avellino di lotti di terreno industriale.

IL DIRETTORE GENERALE
PER IL COORDINAMENTO DEGLI INCENTIVI ALLE IMPRESE

Vista la legge del 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge del 22 ottobre 1992, n. 415, con cui è stata, fra l'altro, disposta la soppressione del Dipartimento per il Mezzogiorno e dell'Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno;

Visto l'art. 12, comma 1, del decreto legislativo del 3 aprile 1993, n. 96, che trasferisce, in particolare, al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato le funzioni relative alla ricostruzione dei territori della Campania e della Basilicata colpiti dagli eventi sismici del 1980-1981, per la parte relativa agli articoli 27 e 39 del decreto legislativo n. 76 del 30 marzo 1990 (già articoli 21 e 32 legge n. 219/1981) già di competenza della suddetta agenzia;

Visto il decreto in data 31 maggio 1993 del Ministro del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro dei lavori pubblici e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Visto il decreto del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato in data 22 giugno 1993, con il quale fu individuata la Direzione generale della produzione industriale quale ufficio del Ministero competente per l'esercizio delle funzioni trasferite ai sensi del citato art. 12, comma 1, del decreto legislativo n. 96/1993;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 28 marzo 1997, n. 220, recante: «Regolamento di riorganizzazione degli uffici di livello dirigenziale generale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato», che all'art. 7 ha individuato la Direzione generale per il coordinamento degli incentivi alle imprese per le competenze relative alle zone colpite dagli eventi sismici di cui al decreto legislativo n. 96 del 3 marzo 1993 (già Direzione generale della produzione industriale);

Visto l'art. 10, comma 5, della legge del 7 agosto 1997, n. 266, che prevedeva il trasferimento, tramite consegna attraverso un commissario ad acta, ai consorzi A.S.I. di Salerno, Avellino e Potenza (costituiti a norma dell'art. 36, commi 4 e 5 della legge 5 ottobre 1991 n. 317), per quanto di rispettiva competenza, degli impianti e delle opere infrastrutturali realizzate nelle aree industriali di cui all'art. 32 delle legge n. 219/1981, e dei lotti di cui all'art. 2, commi 4 e 5, del decreto-legge 5 ottobre 1993, n. 398, convertito, con modificazioni, dalla legge n. 493/1993, unitamente agli importi residui dei contributi assegnati in relazione ai predetti lotti nei limiti delle disponibilità esistenti, nonchè dell'esercizio delle funzioni amministrative;

Considerata l'esistenza di richieste di lotti liberi e revocati da parte di vari imprenditori;

Vista la necessità di consentire, nei tempi più contenuti possibili, l'effettiva utilizzazione da parte degli imprenditori interessati dei lotti industriali disponibili;

Considerato che il commissario ad acta suddetto nominato con decreto ministeriale n. 388 del 25 settembre 1997, ha provveduto alla ricognizione documentale tecnica, amministrativa, economica e contabile nei tempi di legge previsti;

Considerato altresì che il commissario ad acta ha concluso la attività ricognitiva in data 11 febbraio 1998 e che i consorzi A.S.I. di cui sopra non hanno accettato la consegna in questione per i motivi espressi nel fax 9/2/98 a firma congiunta;

Visto verbale d'intesa redatto ai sensi dell'art. 15, comma 1, legge n. 241/90, sottoscritto dal Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, dai rappresentanti aventi titolo dei consorzi A.S.I. interessati e dai delegati delle regioni Campania e Basilicata, volto tra l'altro ad articolare nel tempo le consegne in argomento;

Considerato che tale verbale stabilisce la consegna immediata dei lotti liberi e revocati senza preesistenze e dotazioni economiche ai consorzi A.S.I. nell'ambito delle rispettive competenze, nonchè la consegna, anche frazionata nel tempo, dei restanti lotti revocati e delle opere pubbliche previste, entro i successivi dodici mesi;

Considerato che il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato ha proseguito e prosegue nell'attività ordinaria relativa ai lotti industriali da consegnare al consorzio, rimanendo tuttavia esclusa la possibilità da parte del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato medesimo di riassegnazione degli stessi;

Preso atto nelle more della sottoscrizione del suddetto verbale d'intesa dell'avvenuta consegna con decreto ministeriale n. 101, del 30 aprile 1998, del lotto già individuato come lotto n. 10 libero nell'Area industriale di Valle di Vitalba, giusta decreto di assegnazione provvisoria del 30 giugno 1986;

Considerato che il consorzio A.S.I. di Avellino ha sottoscritto la suddetta intesa con riserve esplicitate in allegato all'intesa medesima;

Considerato che rispetto alle ditte revocate di cui all'elenco B3 allegato al verbale d'intesa di cui sopra, sono intervenute ulteriori revoche nelle more della sottoscrizione del verbale medesimo, e vista in proposito la nota n. 1.035.059 del 6 luglio 1998 di questo Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Vista la nota del Ministro n. 5459 del 30 ottobre 1997, relativa alla competenza della sottoscrizione del presente decreto, giusta decreto legislativo n. 29/1993;

Decreta:

Art. 1.

Fermi restando i contenuti e le condizioni di cui al verbale d'intesa richiamato in premessa, sono trasferiti a consorzio A.S.I. di Avellino i lotti di terreno industriale di cui all'art. 39 del testo unico approvato con decreto legislativo 30 marzo 1990, n. 76, di seguito indicati con i relativi riferimenti catastali:

a) lotti non assegnati di cui all'art. 2, comma 4, decreto-legge n. 398 del 5 ottobre 1993, convertito, con modificazioni, nella legge n. 493/1993 (c.d. «lotti liberi»):

− area industriale di Nerico;

− lotto n. 5 rif. cat.: lotto della superficie di 01,13,20, ubicato nel comune di Pescopagano, distinto in catasto al foglio n. 6 e con le particelle numeri 151/B e 142/B;

b) lotti revocati ante realizzazione di opere ed impianti, di cui all'art. 2, comma 5, decreto-legge n. 398 del 5 ottobre 1993, convertito, con modificazioni, nella legge n. 493/1993 (c.d. «lotti revocati senza trasformazione del suolo»):

– area industriale di S. Mango;

– lotto n. 12 rif. cat.: lotto della superficie di ha 00,73,53, ubicato nei comuni di Luogosano e S. Mango sul Calore, distinto in catasto al foglio n. 5 con le particelle numeri 198/$^{1/2}$ (Luogosano), e al foglio n. 2 con le particelle numeri 935, 935/$^{1/2}$, 942, 937, 939, 910, 944 e 944/$^{1/2}$ (S. Mango sul Calore);

– area industriale di Morra;

– lotto n. 6 rif. cat.: lotto della superficie di ha 08,59,22, ubicato nel comune di Morra De Sanctis, distinto in catasto al foglio n. 34, con le particelle numeri 1158, 1167, 1165, 1163, 1168 e 1147;

– area industriale di Nerico;

– lotto n. 4 rif cat.: lotto della superficie di ha 01,85,60, ubicato nei comuni di Pescopagano e Calitri, distinto in catasto al foglio n. 6 (Pescopagano) con le particelle numeri 153/B e 146/F, e al foglio n. 59 (Calitri) con la particella n. 1194;

– area industriale di Conza;

– lotto n. 2 rif. cat.: lotto della superficie di ha 02,50,51, ubicato nel comune di Conza della Campania, distinto in catasto al foglio n. 6, con le particelle numeri 614, 672, 673, 630, 675, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 647, 698 e 699.

Tutti i lotti di cui sopra sono privi di dotazioni economiche e comunque di disponibilità finanziarie residue.

Art. 2.

Vengono altresì consegnati i lotti ricadenti nelle aree di seguito indicate, attualmente in corso di definitivo aggiornamento catastale:

area industriale di Calaggio: lotto n. 14 - ubicato nel comune di Lacedonia;

area industriale di Calabritto: lotto n. 7 - ubicato nel comune di Calabritto;

area industriale di Calitri: lotti numeri 6, 10 e 13 - ubicati nel comune di Calitri;

area industriale di Porrara: lotto n. 5 - ubicato nel comune di S. Angelo dei Lombardi.

Art. 3.

Il consorzio A.S.I. di Avellino provvederà a propria cura ed onere alla volturazione ed intestazione dei suoli, fermo restando il ricorso all'esenzione da tasse ed imposte in quanto ed ove previsto dalla normativa e specificatamente da quella vigente in materia di interventi ex legge n. 219/1981. Le particelle in corso di volturazione a questo Ministero potranno essere intestate direttamente al consorzio A.S.I. da parte del concessionario delle opere.

Le particelle oggetto di procedure espropriative tuttora in corso saranno volturate e trascritte successivamente al perfezionamento delle procedure stesse.

Art. 4.

I lotti revocati nel tempo intercorso tra la redazione dell'elenco B3 allegato al verbale d'intesa di cui in premessa e la relativa sottoscrizione, vengono consegnati unitamente al relativo contributo residuo ai consorzi A.S.I. con le modalità di cui al punto 4 del verbale medesimo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 21 luglio 1998

Il direttore generale: SAPPINO

98A10695

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 25 novembre 1998.

Scioglimento di alcune società cooperative.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI BENEVENTO

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18, comma 1, della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto direttoriale del 6 marzo 1996 - Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale della cooperazione, con il quale è stato demandato alla direzione provinciale del lavoro l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio, senza nomina di commissario liquidatore, delle società cooperative di cui siano accertati i presupposti ex art. 2544 del codice civile;

Visti i verbali delle ispezioni ordinarie eseguite sull'attività delle società cooperative appresso indicate, da cui risulta che le stesse si trovano nelle condizioni previste dal precitato art. 2544 del codice civile;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato centrale per le cooperative in data 14 ottobre 1998;

Decreta

lo scioglimento delle seguenti società cooperative, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

1) società cooperativa «C.P.S. - Centro promozionale sociale - società cooperativa a r.l., con sede in S. Giorgio del Sannio, viale Spinelli n. 17, costituita il

3 luglio 1995, con atto notaio Francesco Iazzeolla, repertorio n. 4232/888, registro società n. 6529, tribunale di Benevento, B.U.S.C. n. 1438/272253;

2) «Telecittà» società cooperativa a r.l., con sede in Benevento, via Carlo Torre, costituita il 16 maggio 1987, con atto notaio Riccardo Dell'Aquila, repertorio n. 66882/5362, registro società n. 3464 tribunale di Benevento, B.U.S.C. n. 1157/228387;

3) «C.I.Fra. S.r.l. (Consorzio interprovinciale frantoiani) società cooperativa a r.l.», con sede a Benevento, via Perasso n. 14, costituita il 25 marzo 1988, con atto notaio Mario Giordano, repertorio n. 95328, registro società n. 3774 tribunale di Benevento, B.U.S.C. n. 1193/234477;

4) «Cooperativa agricola zootecnica Fortore» società cooperativa a r.l., con sede in S. Bartolomeo in Galdo, vico Ziccardi, costituita il 18 aprile 1989, con atto notaio Ettore Piacquadio, repertorio n. 2466/891, registro società n. 4173 tribunale di Benevento, B.U.S.C. n. 1247/241243.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Benevento, 25 novembre 1998

Il direttore: MORANTE

98A10697

DECRETO 30 novembre 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Vivere 2000» S.r.l., in Francavilla al Mare.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI CHIETI

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata ai competenti uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, primo comma;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita sull'attività della società cooperativa appresso indicata, da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dalle citate norme;

Acquisito il parere, favorevole, della commissione centrale per le cooperative, così come previsto dal suddetto decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996;

Decreta:

La società cooperativa sottoelencata è sciolta dalla data del presente decreto, senza nomina di liquidatore, perdendo di conseguenza la personalità giuridica:

1) società cooperativa «Vivere 2000» S.r.l., con sede in Francavilla al Mare, costituita per rogito notar Rozzi Pasquale in data 4 maggio 1990, registro società n. 5192 presso il tribunale di Chieti, B.U.S.C. n. 1371/249250.

Chieti, 30 novembre 1998

Il direttore: COLACI

98A10696

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE

DECRETO 4 dicembre 1998.

Autorizzazione all'organismo di controllo denominato «Certidop S.r.l.» ad effettuare i controlli sulla denominazione di origine «Mozzarella di bufala campana» registrata in ambito Unione europea come denominazione di origine protetta.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE POLITICHE AGRICOLE
ED AGROINDUSTRIALI NAZIONALI

Visto il regolamento (CEE) n. 2081/92 del Consiglio del 14 luglio 1992, relativo alla protezione delle indicazioni geografiche e delle denominazioni di origine dei prodotti agricoli ed alimentari e, in particolare, l'art. 10, concernente i controlli;

Visto il regolamento della Commissione CE n. 1107/96 del 12 giugno 1996, con il quale l'Unione europea ha provveduto alla registrazione, fra le altre, della denominazione di origine protetta «Mozzarella di bufala campana» nel quadro della procedura di cui all'art. 17 del regolamento (CEE) n. 2081/92 del Consiglio;

Visto il decreto legislativo n. 143 del 4 giugno 1997, concernente il conferimento alle regioni delle funzioni amministrative in materia di agricoltura e pesca e riorganizzazione dell'Amministrazione centrale e l'istituzione del Ministero per le politiche agricole;

Vista la legge n. 128 del 24 aprile 1998, recante disposizioni per l'adempimento di obblighi derivanti dalla appartenenza dell'Italia alle Comunità europee - legge comunitaria 1995-1997 ed in particolare l'art. 53, il quale contiene apposite disposizioni sui controlli e vigilanza sulle denominazioni protette dei prodotti agricoli e alimentari istituendo un albo degli organismi privati autorizzati con decreto del Ministero per le politiche agricole sentite le regioni;

Visto il comma 1 del suddetto art. 53 della legge n. 128/1998 il quale individua nel Ministero per le politiche agricole l'autorità nazionale preposta al coordinamento dell'attività di controllo e responsabile della vigilanza sulla stessa;

Vista la richiesta presentata ai sensi del comma 7, lettera *b),* del citato art. 53 della legge n. 128/1998 da parte del consorzio per la tutela del formaggio Mozzarella di bufala campana pervenuta in data 19 giugno 1998 con la quale il suddetto consorzio, quale soggetto che ha svolto in conformità alla normativa nazionale sulle denominazioni giuridicamente protette funzioni di controllo e vigilanza, ha indicato quale organismo privato a svolgere attività di controllo sulla denominazione di origine protetta di che trattasi il «Certidop S.r.l.» con sede in Caserta, via Nazario Sauro n. 22;

Vista la documentazione agli atti dello scrivente Ministero;

Considerato che le richieste di autorizzazione ai controlli presentate ai sensi del citato comma 7, lettera *b),* dell'art. 53 della legge n. 128/1998 al Ministero per le politiche agricole debbono rispondere ai requisiti previsti dal decreto ministeriale 29 maggio 1998, n. 61782, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 14 luglio 1998, n. 162, con particolare riguardo all'adempimento delle condizioni stabilite dalle norme EN 45011 da parte degli organismi privati autorizzati;

Considerato che il Ministero per le politiche agricole, ai sensi del comma 1 del citato art. 53 della legge n. 128/1998, si è avvalso del Gruppo tecnico di valutazione, istituito con decreto ministeriale n. 61621 del 25 maggio 1998, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 1° agosto 1998, n. 178;

Considerato che il Ministero per le politiche agricole, quale autorità nazionale competente, previa acquisizione di documentazione aggiuntiva trasmessa dall'organismo di controllo privato di che trattasi, ha riscontrato la rispondenza dell'organismo di controllo «Certidop - S.r.l.» ai requisiti di cui al comma 2, art. 53 della legge n. 128/1998, per la successiva autorizzazione ed iscrizione all'albo previsto al comma 6 della legge medesima;

Considerato che le decisioni concernenti le autorizzazioni degli organismi di controllo privati di cui all'art. 10 del regolamento (CEE) n. 2081/92 del Consiglio spettano al Ministero per le politiche agricole, sentite le regioni, in quanto autorità nazionale preposta al coordinamento dell'attività di controllo ai sensi del comma 1 dell'art. 53 della legge n. 128/1998;

Ritenuto pertanto di procedere all'emanazione del provvedimento di autorizzazione dell'organismo di controllo «Certidop S.r.l.» per la denominazione di origine protetta «Mozzarella di bufala campana» ai sensi del comma 1 dell'art. 53 della legge n. 128/1998 e conseguente iscrizione presso l'«Albo degli organismi di controllo privati per la denominazione di origine protetta (DOP) e la indicazione geografica protetta (IGP)» di cui al comma 6 della suddetta legge;

Visto il decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 80, ed in particolare l'art. 16, lettera *d);*

Decreta:

Art. 1

L'organismo privato di controllo «Certidop - S.r.l.», con sede in Caserta, via Nazario Sauro n. 22, è autorizzato ai sensi del comma 1 dell'art. 53 della legge n. 128/1998 ad espletare le funzioni di controllo previste dall'art. 10 del regolamento (CEE) del Consiglio n. 2081/92 per la denominazione di origine «Mozzarella di bufala campana» registrata in ambito europeo come denominazione di origine protetta «Mozzarella di bufala campana» con regolamento della Commissione CE n. 1107/96 del 12 giugno 1996.

Per gli effetti di tale autorizzazione l'organismo di controllo «Certidop S.r.l.» è iscritto all'«Albo degli organismi di controllo privati per la denominazione di origine protetta (DOP) e la indicazione geografica protetta (IGP)», istituito presso il Ministero per le politiche agricole.

Art. 2.

La presente autorizzazione comporta l'obbligo per il «Certidop S.r.l.» del rispetto delle prescrizioni previste nel presente decreto e può essere sospesa o revocata ai sensi del comma 3 dell'art. 53 della legge n. 128/1998, qualora l'organismo non risulti più in possesso dei requisiti ivi indicati, con decreto dell'Autorità nazionale competente, che lo stesso art. 53 individua nel Ministero per le politiche agricole.

Art. 3.

L'organismo autorizzato «Certidop S.r.l.» non può modificare il proprio statuto, i propri organi di rappresentanza, le modalità di controllo così come presentate ed esaminate, senza il preventivo assenso dell'Autorità nazionale competente, e provvede a comunicare ogni variazione concernente gli agenti vigilatori indicati nell'elenco presente nella documentazione presentata.

Le tariffe di controllo sono sottoposte a giudizio dell'Autorità nazionale competente, sono identiche per tutti i richiedenti la certificazione e non possono essere variate senza il preventivo assenso dell'Autorità nazionale medesima; le tariffe possono prevedere una quota fissa di accesso ai controlli ed una quota variabile in funzione della quantità di prodotto certificata.

I controlli sono applicati in modo uniforme per tutti gli utilizzatori della denominazione di origine «Mozzarella di bufala campana».

Art. 4.

L'autorizzazione di cui al presente decreto ha durata di anni tre a far data dalla sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, fatte salve le disposizioni previste all'art. 2 ed è rinnovabile.

Nell'ambito del periodo di validità dell'autorizzazione l'organismo di controllo «Certidop S.r.l.» è tenuto ad adempiere a tutte le disposizioni complementari che l'Autorità naizionale competente, ove lo ritenga utile, decida di impartire.

Art. 5.

L'organismo autorizzato «Certidop S.r.l.» comunica con immediatezza e comunque con termine non superiore a trenta giorni lavorativi, le attestazioni di conformità all'utilizzo della denominazione di origine mediante immissione nel sistema informatico del Ministero per le politiche agricole delle quantità certificate e degli aventi diritto.

Art. 6.

L'organismo autorizzato «Certidop S.r.l.» immette nel sistema informatico del Ministero per le politiche agricole tutti gli elementi conoscitivi di carattere tecnico e documentale dell'attività certificativa, ivi compresi i dati relativi ai produttori di latte, le quantità trasformate, la localizzazione dei trasformatori ed adotta eventuali opportune misure, da sottoporre preventivamente ad approvazione da parte dell'Autorità nazionale competente, atte ad evitare rischi di disapplicazione, confusione o difformi utilizzazioni delle attestazioni di conformità all'utilizzo della denominazione di origine «Mozzarella di bufala campana» rilasciate dagli utilizzatori.

Le modalità di attuazione di tali procedure saranno indicate dal Ministero per le politiche agricole.

I medesimi elementi conoscitivi individuati nel primo comma del presente articolo e nell'art. 5 sono simultaneamente resi noti anche alle Regioni nel cui ambito territoriale ricade la zona di produzione della denominazione di origine «Mozzarella di bufala campana» facenti parte integrante dell'Autorità nazionale competente.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 dicembre 1998

Il direttore generale: PILO

98A10671

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

UNIVERSITÀ DI ROMA «TOR VERGATA»

DECRETO RETTORALE 17 novembre 1998.

Modificazioni allo statuto dell'Università.

IL RETTORE

Visto lo statuto dell'Università degli studi di Roma «Tor Vergata»;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, recante disposizioni sull'ordinamento didattico universitario, e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382, riordinamento della docenza universitaria e relativa fascia di formazione per la sperimentazione organizzativa e didattica;

Vista la legge 9 maggio 1989, n. 168;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341, recante la riforma degli ordinamenti didattici universitari;

Visto il decreto ministeriale del 2 ottobre 1995, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 140 del 17 giugno 1996 concernente le modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente al corso di laurea in lingue e letterature straniere, tabella IX;

Visto il decreto ministeriale del 27 febbraio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 105 dell'8 maggio 1997 concernente le modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente al corso di laurea in lingue e letterature straniere;

Visto il decreto del 21 luglio 1997, n. 245, del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, regolamento recante norme in materia di accessi all'istruzione universitaria e di connesse attività di orientamento, in particolare l'art. 4, comma 1, lettere *a)* e *d)*;

Visto il decreto del 23 giugno 1997 del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, rideterminazione dei settori scientifico-disciplinari;

Vista la proposta di modifica dello statuto formulata dal consiglio della facoltà di lettere e filosofia nella seduta del 18 settembre 1998;

Vista la delibera del senato accademico del 6 ottobre 1998;

Vista la delibera del consiglio di amministrazione del 30 ottobre 1998;

Decreta:

Lo statuto inerente il corso di laurea in lingue e letterature straniere moderne, come proposto dalla facoltà di lettere e filosofia viene così modificato:

CORSO DI LAUREA
IN LINGUE E LETTERATURE STRANIERE MODERNE

Art. 1.

Il corso di laurea in lingue e letterature straniere ha lo scopo di assicurare la preparazione per le funzioni ed attività che possono essere svolte dai laureati del settore delle lingue moderne eventualmente definite dalla normativa nazionale e comunitaria. In particolare il corso di laurea ha lo scopo di fornire le competenze scientifico-professionali pertinenti all'ambito delle lingue e delle letterature, culture, istituzioni e civiltà straniere, necessarie per operare nella scuola di ogni ordine

e grado, nell'editoria, nel turismo, nei rapporti internazionali, nella promozione della cultura italiana all'estero e nell'informazione.

Art. 2.

L'accesso al corso di laurea è regolato dalle vigenti disposizioni di legge.

La durata del corso di laurea in lingue e letterature straniere è fissata in quattro anni.

Il numero delle annualità complessive sarà non inferiore a diciannove.

Il corso di laurea si articola in bienni e indirizzi.

Il primo biennio, comune a tutti gli indirizzi, comprende nove annualità.

Il secondo biennio è di specializzazione e si articola in indirizzi, ciascuno dei quali comprende dieci annualità.

Eventuali annualità aggiuntive indispensabili alla formazione dell'indirizzo scelto saranno definite dal consiglio del corso di laurea.

Art. 3.

Il corso di laurea prevede quattro annualità della prima lingua e letteratura straniera (lingua quadriennale) e tre annualità della seconda lingua e letteratura straniera (lingua triennale).

Lo studente può chiedere di sostenere quattro annualità della seconda lingua e letteratura straniera (lingua quadriennalizzata), e di aggiungere due o tre annualità di una terza lingua e letteratura straniera, secondo modalità definite dal consiglio del corso di laurea.

Gli esami delle lingue e letterature straniere comprendono per ciascun anno di corso una prova scritta e orale di lingua.

Le modalità delle prove scritte e orali sono determinate dal consiglio del corso di laurea.

L'ammissione all'esame dell'annualità successiva è condizionata al superamento di entrambe le prove dell'annualità precedente.

Per l'esame di letteratura italiana è prevista una prova scritta propedeutica.

Art. 4.

I curricula didattici degli studenti del corso di laurea saranno fondati su aree disciplinari che comprendono una o più discipline scientifiche affini, raggruppate per raggiungere gli obiettivi didattico-formativi, secondo quanto previsto dall'art. 1.

Gli insegnamenti raggruppati per aree sono i seguenti:

a) area delle lingue e letterature straniere:

*a*l) area di anglistica:

L18A Lingua e letteratura inglese;

L18A Letteratura inglese medievale;

L18A Letteratura inglese moderna e contemporanea;

L18A Letteratura dei paesi di lingua inglese;

Ll8A Letteratura australiana;

Ll8A Letterature africane di lingua inglese;

L18A Storia della cultura inglese;

L18A Filologia inglese;

L18A Storia della critica letteraria inglese;

L18A Storia del teatro inglese;

L18B Lingue e letterature angio-americane;

Ll8C Lingua inglese;

Ll8C Storia della lingua inglese;

*a*2) area di francesistica:

L16A Lingua e letteratura francese;

L16A Letteratura francese medievale;

L16A Letterature francofone;

L16A Storia della critica letteraria francese;

L16A Filologia francese;

L16A Storia della cultura francese;

L16B ingua francese;

L16B Storia della lingua francese;

*a*3) area di germanistica:

L19A Lingua e letteratura tedesca;

L19A Letteratura tedesca medievale;

L19A Letteratura tedesca moderna e contemporanea;

L19A Storia della letteratura austriaca;

L19A Lingua e letteratura yiddish;

L19A Storia del teatro tedesco;

L19A Storia della cultura austriaca;

L19A Storia della cultura tedesca;

L19A Storia della critica letteraria tedesca;

L19B Lingua tedesca;

L19B Storia della lingua tedesca;

*a*4) area di iberistica:

L17A Lingua e letteratura spagnola;

L17A Letteratura spagnola moderna e contemporanea;

L17A Storia del teatro spagnolo;

L17A Storia della cultura ispanica;

L17B Lingue e letterature ispano-americane;

L17C Lingua spagnola;

L17C Storia della lingua spagnola;

L17D Lingua e letteratura portoghese;

L17D Lingua e letteratura brasiliana;

L10B Lingua e letteratura catalana;

*a*5) area di slavistica:
L21B Lingua e letteratura russa;
L21A Lingua e letteratura slava ecclesiastica;
L21B Lingua russa;
L21B Storia della lingua russa;
L21B Lingua e letteratura ucraina;
L21B Letteratura russa contemporanea;
L21C Lingua e letteratura bulgara;
L21C Lingua e letteratura serbo-croata;
L21C Storia della lingua serbo-croata;
L21D Lingua e letteratura polacca;
L21D Storia della lingua polacca;
L21D Lingua e letteratura ceca;
L21D Storia della lingua ceca;
*a*6) area di scandinavistica:
L20B Lingue e letterature scandinave;
L20B Lingua e letteratura danese;
L20B Lingua e letteratura norvegese;
L20B Lingua e letteratura svedese;
*a*7) area delle lingue semitiche:
L 14C Lingua e letteratura ebraica;
L14C Lingua e letteratura ebraica moderna e contemporanea;
L14D Lingua e letteratura araba;
L14D Letteratura araba moderna e contemporanea;
*a*8) L06E Lingua e letteratura neogreca;
*a*9) L09E Lingua e letteratura ungherese;
*a*10) L09F Lingue e letterature baltiche;
*a*11) L09G Lingua e letteratura turca;
*a*12) L10C Lingua e letteratura romena;
*a*13) L20C Lingua e letteratura olandese e fiamminga;
*a*14) L23A Lingua e letteratura cinese;

b) area di italianistica:
L12A Letteratura italiana;
L12A Letteratura teatrale italiana;
L12B Letteratura italiana moderna e contemporanea;
L11A Storia della lingua italiana;
L11A Lingua italiana;

c) area delle scienze del linguaggio:
L09A Glottologia;
L09A Linguistica applicata;
L09A Linguistica generale;
L09A Geografia linguistica;
L09A Sociolinguistica;
M07E Filosofia dei linguaggio;

d) area delle scienze glottodidattiche:
L09H Glottodidattica;
L16B Didattica della lingua francese;
L17C Didattica della lingua spagnola;
L17D Didattica della lingua portoghese;
L18C Didattica della lingua inglese;
L19B Didattica della lingua tedesca;
L21B Didattica della lingua russa,

e) area delle scienze dell'educazione:
M09A Pedagogia generale;
M09C Didattica generale;

f) area delle scienze geografiche:
M06A Geografia,
M06A Geografia di un'area europea;
M06A Geografia delle lingue;

g) area delle scienze filosofiche:
M07A Filosofia teoretica;
M07A Propedeutica filosofica;
M07A Ermeneutica filosofica;
M07B Filosofia della scienza;
M07C Antropologia filosofica;
M07D Estetica;
M07D Poetica e retorica;
M07D Storia dell'estetica;
M08A Storia della filosofia;
M08A Storia della filosofia contemporanea;
M08A Storia della filosofia italiana;
M08A Storia della storiografia filosofica;
M08B Storia della filosofia antica;
M08C Storia della filosofia medievale;
Q01B Storia delle dottrine politiche;

h) area delle lingue e culture classiche:
L02B Antichità romane;
L06C Letteratura greca;
L06C Filologia greca;
L06D Filologia bizantina;
L07A Cultura dell'età romano-barbarica;
L07A Letteratura latina;
L07A Filologia latina;
L07A Lingua latina;
L07A Storia della lingua latina;
L07B Agiografia;
L07B Filologia umanistica;
M12B Paleografia latina;

i) area delle scienze dell'arte, della musica e dello spettacolo:
L25A Storia dell'arte medievale;
L25B Storia dell'arte moderna;
L26A Storia del teatro e dello spettacolo;
L27B Storia della musica moderna e contemporanea;
L27B Storia degli strumenti musicali;
L27B Storia delle teorie musicali;

k) area delle scienze filologiche:
L10A Filologia romanza;
L10A Filologia ibero-romanza;
L11B Filologia italiana;
L14B Filologia semitica;
L16A Filologia francese;
L17A Filologia spagnola;
L18A Filologia inglese;
L20A Filologia germanica;
L21A Filologia slava;

l) area delle scienze storiche:
L02A Storia greca;
L02B Storia romana;
L14A Storia dei paesi arabi;
M01X Storia medievale;
M01X Storia dell'Europa medievale;
M01X Antichità e istituzioni medievali;
M02A Storia moderna;
M02B Storia dei paesi slavi;
M03C Storia religiosa dell'Oriente cristiano;
M03D Storia della Chiesa;
M04X Storia contemporanea;
M04X Storia del lavoro;
P03X Storia economica;
Q03X Storia degli Stati Uniti d'America;
Q03X Storia dell'America latina;

m) area delle scienze storico-culturali:
L16A Storia della cultura francese;
L17A Storia della cultura ispanica;
L17D Storia della cultura portoghese;
L18A Storia della cultura inglese;
L19A Storia della cultura austriaca;
L19A Storia della cultura tedesca;
L21B Storia della cultura russa;
M03A Storia delle religioni;
M03B Storia del cristianesimo;
M05X Antropologia culturale;

n) area delle scienze della letteratura:
Ll2C Storia della critica e della storiografia letteraria;
L12C Teoria della letteratura;
L12D Letterature comparate;
M07D Estetica;
M07D Poetica e retorica;
M07D Storia dell'estetica;

o) Area dei linguaggi informatici:
K05B Fondamenti di informatica;
K05B Informatica applicata (al testo letterario).

Art. 5.

Il biennio comune prevede le seguenti annualità:

due della lingua e letteratura quadriennale, ciascuna con la relativa prova scritta e orale di lingua;

due della lingua e letteratura triennale, ciascuna con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una di letteratura italiana (con prova scritta propedeutica);

una a scelta tra storia medievale, storia moderna e storia contemporanea;

una dell'area di scienze del linguaggio;

una dell'area di scienze glottodidattiche;

una della filologia afferente alla lingua quadriennale.

Art. 6.

Il biennio di specializzazione si articola nei seguenti indirizzi: filologico-letterario, linguistico-glottodidattico, storico-culturale.

Il consiglio del corso di laurea si riserva di attivare anche nuovi indirizzi nel quadro della programmazione e avuto riguardo al mercato del lavoro e alle risorse disponibili.

L'indirizzo filologico-letterario comprende le seguenti annualità:

due della lingua e letteratura quadriennale, ciascuna con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una della lingua e letteratura triennale, con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una della filologia afferente alla lingua quadriennale;

una della filologia afferente alla lingua triennale;

due dell'area della lingua e letteratura quadriennale;

una a scelta guidata (la scelta è tra le discipline incluse nelle seguenti aree didattiche: area della lingua e letteratura triennale, scienze della letteratura, lingue e culture classiche, italianistica);

due a scelta libera.

L'indirizzo linguistico-glottodidattico comprende le seguenti annualità:

due della lingua e letteratura quadriennale, ciascuna con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una della lingua e letteratura triennale, con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una dell'area della lingua e letteratura quadriennale;

una dell'area di scienze del linguaggio;

una dell'area di scienze glottodidattiche;

una dell'area di scienze dell'educazione;

una a scelta guidata (la scelta è tra le discipline incluse nelle seguenti aree didattiche: area della lingua e letteratura triennale, scienze filosofiche, linguaggi informatici);

due a scelta libera.

L'indirizzo storico-culturale comprende le seguenti annualità:

due della lingua e letteratura quadriennale, ciascuna con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una della lingua e letteratura triennale, con la relativa prova scritta e orale di lingua;

una dell'area della lingua e letteratura quadriennale;

una dell'area di scienze storiche;

due da scegliersi tra le seguenti aree: scienze filosofiche, scienze geografiche, scienze dell'arte, della musica e dello spettacolo;

una a scelta guidata (la scelta è tra le discipline incluse nelle seguenti aree didattiche: area della lingua e letteratura triennale, scienze storico-culturali, lingue e culture classiche, italianistica);

due a scelta libera.

Art. 7.

Per essere ammesso all'esame di laurea, lo studente dovrà seguire i corsi e superare gli esami per un totale di diciannove esami con sette prove scritte e orali di lingue straniere. La tesi di laurea verrà scelta all'interno dell'indirizzo di specializzazione e su un argomento pertinente alla civiltà della lingua e letteratura quadriennale. Il diploma di laurea menzionerà la lingua quadriennale e la lingua triennale (o quadriennalizzata). Dell'indirizzo seguito si farà menzione nel certificato di laurea. In particolare, l'esame di laurea consisterà nella discussione di una dissertazione scritta su un argomento coerente col piano di studi seguito dallo studente.

Roma, 17 novembre 1998

Il rettore: FINAZZI AGRÒ

98A10644

UNIVERSITÀ DI CAGLIARI

DECRETO RETTORALE 23 novembre 1998.

Modificazioni allo statuto dell'Università.

IL RETTORE

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e succesive modificazioni ed integrazioni;

Visto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, relativo a modifiche e aggiornamenti al testo unico delle leggi sull'istruzione superiore convertito in legge n. 73 in data 2 gennaio 1936;

Visto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, contenente disposizioni sull'ordinamento didattico universitario e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382, relativo al riordinamento della docenza universitaria e relativa fascia di formazione per la sperimentazione organizzativa e didattica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 marzo 1982, n. 162, sul riordino delle scuole dirette a fini speciali, delle scuole di specializzazione e dei corsi di perfezionamento;

Visti gli articoli 6 e 16 della legge 9 maggio 1989, n. 168, istitutiva del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341, recante la riforma degli ordinamenti didattici universitari;

Visto il decreto ministeriale 3 luglio 1996, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 213 dell'11 settembre 1996, contenente modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente a varie scuole di specializzazione del settore medico;

Vista la delibera della facoltà di medicina e chirurgia che nella seduta del 26 novembre 1996 ha proposto il riordinamento della scuola di specializzazione in «Reumatologia»;

Viste le deliberazioni del consiglio di amministrazione e del senato accademico di questo Ateneo, rispettivamente del 20 maggio 1998 e 16 giugno 1998, con le quali è stata approvata la proposta di modifica all'ordinamento didattico universitario relativamente ad alcune scuole di specializzazione del settore medico;

Vista la proposta formulata dal Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica dalle autorità accademiche di questa università, con nota n. 3953 del 7 agosto 1998;

Vista la nota ministeriale n. 1739 del 29 ottobre 1998, contenente in allegato il parere espresso dal Consiglio universitario nazionale nella seduta del 15 ottobre 1998, in merito al riordinamento della scuola di specializzazione in «Reumatologia»;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare la modifica proposta in deroga al termine triennale di cui all'ultimo comma dell'art. 17 del testo unico 31 agosto 1933, n. 1592;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Cagliari, approvato e modificato con i decreti indicati nelle premesse, è ulteriormente modificato come appresso indicato:

Art. 1.

Gli articoli dal n. 445 al n. 442, relativi alla scuola di specializzazione in «Reumatologia», sono soppressi e sostituiti da quelli indicati all'art. 2 del presente decreto.

Art. 2.

Dopo l'art. 444 relativo alla scuola di specializzazione in «Radioterapia», con il conseguente scorrimento della numerazione successiva, sono inseriti i seguenti nuovi articoli:

SCUOLA DI SPECIALIZZAZIONE IN REUMATOLOGIA

Art. 445. — La scuola di specializzazione in reumatologia risponde alle norme generali delle scuole di specializzazione dell'area medica.

Art. 446. — La scuola ha lo scopo di formare medici specialistici nel settore professionale della reumatologia, comprensivo delle procedure diagnostiche e scientifiche specifiche della clinica e della terapia.

Art. 447. — La scuola rilascia il titolo di specialista in Reumatologia.

Art. 448. — Il corso ha la durata di 4 anni.

Art. 449. — La scuola ha la sede amministrativa presso il dipartimento di scienze mediche internistiche, anestesiologiche e immunoinfettivologiche.

Concorrono al funzionamento della scuola le strutture della facolta di medicina e chirurgia e quelle del Servizio sanitario nazionale individuate nei protocolli d'intesa di cui all'art. 6, comma 2, del decreto legislativo n. 502/1992 ed il relativo personale universitario appartenente ai settori scientifico-disciplinari di cui alla tabella *A* e quello dirigente del servizio sanitario nazionale delle corrispondenti aree funzionali e discipline.

Art. 450. — Tenuto conto delle capacità formative delle strutture di cui all'art. 449, il numero massimo degli specializzandi che possono essere ammessi è determinato in 4 per ciascun anno di corso per un totale di 16 specializzandi.

Art. 451. — Le aree di addestramento professionalizzante e i relativi settori scientifico-disciplinari sono indicati nella sottoriportata tabella:

TABELLA *A*

A. *Area propedeutica.*

Obiettivo: lo specializzando deve acquisire le conoscenze fondamentali di morfologia e fisiopatologia dei tessuti connettivi e dell'apparato muscolo-scheletrico e articolare, allo scopo di conoscere le basi biologiche della fisiopatologia e della clinica delle malattie reumatiche; deve acquisire capacità di riconoscere e valutare connessioni e reciproche influenze tra le malattie dell'apparato locomotore e quelle dei tessuti connettivi e di altri organi e apparati; deve altresi acquisire gli strumenti per il continuo rinnovamento delle proprie conoscenze professionali.

Settori: E05A Biochimica, E09A Anatomia umana, F01X Statistica medica, F03X Genetica medica, F04A Patologia generale, F05X Microbiologia e microbiologia clinica, F07H Reumatologia.

B. *Area disciplinare di laboratorio e di diagnostica strumentale.*

Obiettivo: lo specializzando deve acquisire le conoscenze teoriche e tecniche in tutti i settori di laboratorio applicati alle malattie reumatiche, con particolare riguardo alla immunologia, biochimica, ecografia, mineralometria ossea, capillaroscopia, istologia e diagnostica per immagini.

Settori: F04B Patologia clinica, F06A Anatomia patologica, F07H Reumatologia, F18X Diagnostica per immagini, L18C Linguistica inglese.

C. *Area disciplinare della patologia clinica e terapia delle malattie reumatiche I.*

Obiettivo: lo specializzando deve acquisire le conoscenze aggiornate di patologia e clinica per la diagnosi, la valutazione epidemiologica, gli aspetti economico-sociali, la prevenzione, la terapia farmacologica, fisica, termale, ortopedica, le indicazioni chirurgiche e la riabilitazione delle malattie reumatiche. Deve inoltre saper riconoscere prontamente e trattare le principali condizioni di emergenza reumatologica.

Settori: F07H Reumatologia, F16B Medicina fisica e riabilitazione, L18C Linguistica inglese.

D. *Area disciplinare della patologia clinica e terapia delle malattie reumatiche II.*

Obiettivo: lo specializzando deve acquisire le conoscenze aggiornate di patologia e clinica per la diagnosi, la valutazione epidemiologica, gli aspetti economico-sociali, la prevenzione, la terapia farmacologica, fisica, termale, ortopedica, le indicazioni chirurgiche e la riabilitazione delle malattie reumatiche. Deve inoltre saper riconoscere prontamente e trattare le principali condizioni di emergenza reumatologica.

Settori: F07H Reumatologia, F16A Malattie dell'apparato locomotore, L18C Linguistica inglese.

Art. 452. — Lo standard complessivo di addestramento professionalizzante è quello indicato nella sottoriportata tabella:

TABELLA *B*

Lo specializzando per essere ammesso all'esame finale di diploma deve:

a) aver seguito personalmente almeno 400 casi di patologia reumatologica, 40 almeno dei quali di natura sistemica, partecipando attivamente alla raccolta dei dati anamnestici ed obiettivi, alla programmazione degli interventi diagnostici e terapeutici razionali, e alla valutazione critica dei dati clinici; aver presentato almeno 10 malati negli incontri formali della scuola;

b) aver eseguito almeno 40 artrocentesi con relativo esame del liquido sinoviale; aver praticato almeno 200 infiltrazioni intraarticolari e periarticolari a scopo terapeutico;

c) aver eseguito almeno 400 esami di laboratorio inerenti la patologia reumatologica ed aver dimostrato di saper riconoscere i quadri istologici principali della patologia della membrana sinoviale;

d) aver eseguito la procedura di almeno 200 ecografie articolari e 200 capilaroscopie e averne eseguite personalmente rispettivamente 50 di ognuna;

e) aver dimostrato di saper riconoscere ed interpretare correttamente i radiogrammi, le scintigrafie le TC e le RMN inerenti la patologia reumatologica;

f) aver dimostrato capacità di sintesi ed aver presentato nel quadriennio almeno due comunicazioni in congressi attinenti le malattie reumatiche.

Il presente decreto sarà inviato al Ministero di grazia e giustizia per la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Cagliari, 23 novembre 1998

Il rettore: MISTRETTA

98A10699

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento e classificazione di alcuni manufatti esplosivi

Con decreto ministeriale n. 559/C.10334-XV.J(1592) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. 2521 (d.f.: Martarello fiori e perle)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Horse Brand - China National Native Fireworks - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quinta categoria - gruppo *C* dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.10326-XV.J(1471) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. K7702 (d.f.: Martarello scatola 36 effetti)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Flower Basket Fireckrackers Fireworks - Cina, riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quinta categoria - gruppo *C* dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.10329-XV.J(1593) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. 215-36 (d.f.: Martarello Happy Spring 36 effetti)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Produce Fireworks and Fireckrackers - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quinta categoria - gruppo *C* dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.11538-XV.J(1566) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. 4957 (d.f.: Martarello Sfera colore blu calibro 250)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Horse Brand China National Native Fireworks - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quarta categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.9364-XV.J(1678) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. Holiday display rocket (d.f.: Razzo Martarello MA0338)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Horse Brand China National Native Fireworks - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quarta categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.11473-XV.J(1567) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. 3968 (d.f.: Martarello Sfera colore verde calibro 300)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Horse Brand China National Native Fireworks - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quarta categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C.9351-XV.J(1659) del 5 novembre 1998, il manufatto esplosivo denominato «M.A. Holiday Rocket (d.f.: Razzo Martarello MA3504)», che la Martarello S.r.l., con sede in Lago di Arquà Polesine (Rovigo) intende importare dalla ditta Horse Brand China National Native Fireworks - Cina, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella quarta categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

98A10649

Riconoscimento a scopo prevalente di culto all'Arciconfraternita del SS. Sacramento, in Aciplatani

Con decreto ministeriale 9 novembre 1998, viene riconosciuto lo scopo prevalente di culto all'Arciconfraternita del SS. Sacramento, con sede in Aciplatani (Catania).

98A10645

Riconoscimento a scopo prevalente di culto alla Confraternita del S. Angelo Custode sotto il titolo degli Staffieri, in Palermo

Con decreto ministeriale 9 novembre 1998, viene riconosciuto lo scopo prevalente di culto alla Confraternita del S. Angelo Custode sotto il titolo degli Staffieri, in Palermo.

98A10646

Riconoscimento a scopo prevalente di culto alla Confraternita Maria SS. Immacolata, in Oria

Con decreto ministeriale 9 novembre 1998, viene riconosciuto lo scopo prevalente di culto alla Confraternita Maria SS. Immacolata, con sede in Oria (Brindisi).

98A10647

Riconoscimento a scopo prevalente di culto alla Confraternita del Santissimo e Concezione, in Arpino

Con decreto ministeriale 9 novembre 1998, viene riconosciuto lo scopo prevalente di culto alla Confraternita del Santissimo e Concezione, con sede in Arpino (Frosinone).

98A10648

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Cambi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo dalla Banca d'Italia ai sensi della legge 12 agosto 1993, n. 312, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1993, adottabili, fra l'altro, dalle amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 11 dicembre 1998

Dollaro USA	1639,06
ECU	1942,29
Marco tedesco	990,25
Franco francese	295,29
Lira sterlina	2744,93
Fiorino olandese	878,66
Franco belga	48,010
Peseta spagnola	11,638
Corona danese	260,11
Lira irlandese	2459,41
Dracma greca	5,905
Escudo portoghese	9,657
Dollaro canadese	1062,60
Yen giapponese	13,914
Franco svizzero	1225,47
Scellino austriaco	140,75
Corona norvegese	213,35
Corona svedese	202,83
Marco finlandese	325,74
Dollaro australiano	1023,43

98A10774

MINISTERO DELLA SANITÀ

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Pernyzol»

Con decreto n. 805/R.M. 19/D 248 del 3 dicembre 1998 è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

PERNYZOL:

2 siringhe monouso gel 1 g 25% + 2 aghi, A.I.C. n. 029013 012;

2 siringhe monouso gel dentale 0,3 g 25% + 2 aghi A.I.C. n. 2029013 036.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Recordati industria chimica farmaceutica S.p.a. titolare dell'autorizzazione.

98A10651

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Rec Coat»

Con decreto n. 805/R.M. 19/D 249 del 3 dicembre 1998 è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

REC COAT: 3 flaconi lacca 50 mg, A.I.C. n. 029012 010.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Recordati industria chimica farmaceutica S.p.a. titolare dell'autorizzazione.

98A10652

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Alupir»

Con decreto n. 805/R.M. 359/D 250 del 3 dicembre 1998 è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

ALUPIR: 4 capsole 500 mg, A.I.C. n. 021297 015.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Pharma Line S.r.l. titolare dell'autorizzazione.

98A10653

Revoca dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Ukidan»

Con decreto n. 805/R.M. 95/D 251 del 3 dicembre 1998 è stata revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio della sottoelencata specialità medicinale.

UKIDAN: iv 1 fl + 1 f 50000 U.I., A.I.C. n. 023208 034.

Motivo della revoca: rinuncia della ditta Serono Pharma S.p.a. titolare dell'autorizzazione.

98A10650

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Nomina del comitato di sorveglianza della società fiduciaria «Margest S.p.a.», in Torino, in liquidazione coatta amministrativa.

Con decreto ministeriale 3 dicembre 1998, è stato nominato il comitato di sorveglianza della società fiduciaria «Margest S.p.a.», con sede legale in Torino, in liquidazione coatta amministrativa, iscritta al registro delle imprese di Torino al n. 403/1991, composto dai signori:

dott. Marcello Rhodio, nato a Roma il 28 luglio 1957, in qualità di esperto e con funzioni di presidente;

dott.ssa Daniela Paradisi, nata a Roma il 27 ottobre 1951, in qualità di esperto;

dott.ssa Sveva Tecca, nata a Roma il 2 marzo 1965, in qualità di esperto.

98A10672

Nomina del comitato di sorveglianza della società fiduciaria «Security - Società fiduciaria e di revisione S.p.a.», in Torino, in liquidazione coatta amministrativa.

Con decreto ministeriale 3 dicembre 1998, è stato nominato il comitato di sorveglianza della società fiduciaria «Security - Società fiduciaria e di revisione S.p.a.», con sede legale in Torino, in liquidazione coatta amministrativa, iscritta al registro delle imprese di Torino al n. 1184/1992, composto dai signori:

dott. Marcello Rhodio, nato a Roma il 28 luglio 1957, in qualità di esperto e con funzioni di Presidente;

dott.ssa Daniela Paradisi, nata a Roma il 27 ottobre 1951, in qualità di esperto;

dott.ssa Sveva Tecca, nata a Roma il 2 marzo 1965, in qualità di esperto.

98A10673

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Comunicato concernente «Approvazione della relazione previsionale e programmatica per l'anno 1999, nonché della relazione sullo stato dell'industria aeronautica per l'anno 1997».

Con riferimento al comunicato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 251 del 27 ottobre 1998, si fa presente che a pag. 78, prima colonna, dove è riportato: «Il Cipe nella seduta del 25 settembre 1997», deve leggersi: «Il Cipe nella seduta del 25 settembre 1998».

98A10701

FERROVIE DELLO STATO - S.P.A.

Avviso agli obbligazionisti

Dal 3 novembre 1998 è pagabile presso le banche sottoindicate, la cedola n. 4 d'interesse relativa al semestre 3 giugno 1998-2 dicembre 1998 del prestito obbligazionario 1996/2008, a tasso variabile, di nominali lire 2.000 miliardi (UIC 94830) nella misura del 2,5%, al lordo dell'imposta sostitutiva del 12,50%. San Paolo Imi S.p.a - Banca nazionale del lavoro S.p.a. - Banco di Napoli S.p.a. - Banco di Sicilia S.p.a. - Banco di Sardegna S.p.a. - Monte dei Paschi di Siena S.p.a. - Credito italiano S.p.a. - Banca di Roma S.p.a. (Gruppo Cassa di risparmio di Roma) - Banca commerciale italiana S.p.a. - Cassa di risparmio di Calabria e Lucania S.p.a. - Banca popolare di Novara S.c.r.l. - Istituto di credito delle Casse di risparmio italiane - Banca nazionale dell'Agricoltura S.p.a. - Cassa di risparmio delle provincie lombarde S.p.a. - Rolo banca S.p.a. - Banca Fideuram S.p.a. - Banca popolare di Sondrio S.c.r.l. - Credito artigiano S.p.a.

Si comunica inoltre che: il tasso di interesse semestrale lordo posticipato per la cedola n. 5, pagabile dal 3 giugno 1999, resta fissato nella misura dell'1,85% al lordo dell'imposta sostitutiva del 12,50%. Gli interessi saranno indicizzati al Rome Interbank Offered Rate a sei mesi (RIBOR). Il valore di ogni cedola semestrale successiva alla prima corrisponderà al tasso semestrale (arrotondato allo 0,05% più vicino e, in caso di equidistanza, allo 0,05% superiore) derivante dal tasso nominale annuo pari al tasso RIBOR (media semplice delle migliori dieci quotazioni lettera operative per almeno cinque miliardi rilevate sul mercato telematico dei depositi interbancari - M.I.D. alle ore 12 a.m. di Roma) a sei mesi cosi come rilevato dalla pagina ATIA del circuito REUTERS nel quarto giorno lavorativo bancario precedente il godimento di ogni cedola, maggiorato di uno spread di 0,10% per anno.

In caso di mancata rilevazione del tasso RIBOR di cui sopra — ferme rimanendo l'applicazione del margine di 0,10% per anno, le modalità di rilevazione del tasso e di computo dei giorni — si farà esclusivo riferimento al tasso LIBOR per depositi in eurolire a tre mesi così come rilevato dalla pag. 3740 del circuito Telerate alle ore 11 a.m. di Londra.

N.B. — Ai sensi dell'art. 2, comma 12, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, tutte le emissioni obbligazionarie delle Ferrovie dello Stato sono da intendersi a tutti gli effetti debito dello Stato; la Ferrovie dello Stato S.p.a. ne effettua la gestione in nome, nell'interesse e per conto del Ministero del tesoro, ai sensi del decreto del Ministero del tesoro n. 146206 del 21 marzo 1997.

98A10700

UNIVERSITÀ DI UDINE

Vacanze di posti di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238 e dell'art. 5, comma 9, della legge 24 dicembre 1993 n. 537, si comunica che presso la facoltà di economia dell'Università degli studi di Udine è vacante il seguente posto di professore universitario di ruolo di seconda fascia, per il settore scientifico-disciplinare sottospecificato, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento:

Facoltà di economia:

P02A «Economia aziendale», disciplina: «economia delle aziende e delle amministrazioni pubbliche».

Gli aspiranti al trasferimento ai posti anzidetti dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà interessata, entro il termine perentorio di trenta giorni che decorre dal giorno successivo alla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

L'indicazione della disciplina non costituirà un vincolo rispetto alle successive possibilità di utilizzazione del docente.

La presa di servizio è subordinata all'acquisizione delle risorse necessarie.

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238 e dell'art. 5, comma 9, della legge 24 dicembre 1993, n. 537, si comunica che presso la facoltà di economia dell'Università degli studi di Udine è vacante il seguente posto di professore universitario di ruolo di seconda fascia, per il settore scientifico-disciplinare sottospecificato, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento:

Facoltà di economia:

N07X «Diritto del lavoro».

Gli aspiranti al trasferimento ai posti anzidetti dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà interessata, entro il termine perentorio di trenta giorni che decorre dal giorno successivo alla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presa di servizio è subordinata all'acquisizione delle risorse necessarie.

98A10732

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*. I relativi comunicati sono pubblicati ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, e degli articoli 14, 15 e 18 del decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

ERRATA-CORRIGE

Comunicato relativo all'avviso del Ministero della sanità concernente: «Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano "Locorten"». (Avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 285 del 5 dicembre 1998).

Nell'avviso citato in epigrafe, riportato nella suindicata *Gazzetta Ufficiale*, a pag. 28, prima colonna, è stata omessa una specialità medicinale, pertanto dove è scritto: «... A.I.C. n. 020613105 prodotti anteriormente al 9 dicembre 1997, ...», leggasi: «... A.I.C. n. 020613105, *"Locorten" vioformio stomatologico gocce flac. 7,5 ml,* A.I.C. n. 020613117 prodotti anteriormente al 9 dicembre 1997, ...».

98A10717

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;
— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1998

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1998
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1998 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1998

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:
- annuale ..... L. **484.000**
- semestrale ..... L. **275.000**

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ..... L. **396.000**
- semestrale ..... L. **220.000**

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:
- annuale ..... L. **110.000**
- semestrale ..... L. **66.000**

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ..... L. **102.000**
- semestrale ..... L. **66.500**

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ..... L. **260.000**
- semestrale ..... L. **143.000**

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ..... L. **101.000**
- semestrale ..... L. **65.000**

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ..... L. **254.000**
- semestrale ..... L. **138.000**

Tipo F - *Completo*. Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):
- annuale ..... L. **1.045.000**
- semestrale ..... L. **565.000**

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):
- annuale ..... L. **935.000**
- semestrale ..... L. **495.000**

Integrando con la somma di **L. 150.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale *- parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1998.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L.	**2.800**
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	**154.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	**100.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	**8.000**

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1998
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	**1.300.000**
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	**1.500**
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	**4.000**

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	**451.000**
Abbonamento semestrale	L.	**270.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.550**

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero*, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate*, compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 1 0 0 2 9 1 0 9 8 *

L. 1.500